

SYSTEME
SOCIAL

PRINCIPES NATURELS
DE LA MORALE

SYSTEME
SOCIAL.

L'INFLUENCE DU GOUVERNEMENT

TOME SECONDE.

TOME SECONDE

LONDRES
M D C C X I I I

85

SYSTÈME
UNIVERSAL



TOME SECOND.

SYSTÈME SOCIAL.

O U

PRINCIPES NATURELS
DE LA MORALE

E T

DE LA POLITIQUE.

AVEC UN EXAMEN

D E

L'INFLUENCE DU GOUVERNEMENT

S U R L E S

M O E U R S.

*Discenda virtus est; ars est bonum fieri; erras si existi-
mas vitia nobiscum nasci; supervenerunt, ingesta sunt.*

SENEC. EPIST. 124.

T O M E S E C O N D .



L O N D R E S .
M D C C L X X I I .



S O C I E T E



PRINCIPES NATURELS
DE LA MORALE
ET
DE LA POLITIQUE
AVEC UN EXAMEN
DE
L'INFLUENCE DU GOUVERNEMENT

M O U R S



SENEGAL
BIBLIOTHEQUE DE LA SOCIÉTÉ
JAN 1868

TOME SECOND



L O N D R E S
M D C C X I I I

SYSTÈME SOCIAL

SECONDE PARTIE.

PRINCIPES NATURELS

DE LA

POLITIQUE.

CHAPITRE I

De la Société. Du Pacte Social. Des Loix.

De la Souveraineté. Du Gouvernement.

L'IGNORANCE, l'erreur, le préjugé, le défaut d'expérience, de réflexion & de prévoyance, voilà les vraies sources du mal moral. Les hommes ne se nuisent à eux-mêmes & ne blessent leurs associés, que parce qu'ils n'ont point d'idées de leurs vrais intérêts; ils ne vivent en société, que parce qu'ils y sont nés; ils sont attachés à la Société par une habitude machinale; très peu se sont demandé à quoi elle leur est utile; ils jouissent de ses avantages, pour ainsi dire,

Tome II.

A

2 S Y S T È M E

à leur insçu, ils en souffrent les inconvéniens sans en démêler les causes. Rien de plus rare que des hommes qui se donnent la peine de réfléchir sur la nature, le but, les effets de la Société; sur les droits qu'elle a sur eux; sur les droits qu'ils ont sur elle. Le Pacte Social qui lie les associés les uns aux autres, ainsi qu'au tout dont ils sont membres, est entièrement ignoré de ceux qui sont faits pour l'observer. Si quelques penseurs en ont quelques idées vagues & confuses, beaucoup d'autres ne le regardent que comme une chimère. En un mot, l'objet qui devrait être le plus intéressant pour eux, est communément celui que nous voyons le moins connu des citoyens.

PLUSIEURS causes ont contribué à retenir les hommes dans l'ignorance à cet égard. On diroit en général que la réflexion est pénible pour eux; leur paresse naturelle aussi bien que leurs occupations, leurs amusements, la dissipation, l'amour du plaisir les empêchent de méditer ou de remonter aux principes des choses: ils ne sentent gueres l'intérêt qui pourroit les y porter; ils trouvent bien plus court de se laisser guider par l'autorité qui souvent, aveugle elle-même, les prive de lumières & les égare.

LA Religion, comme on a vu, perpétuellement occupée des merveilles invisibles d'un autre monde, ne donne point son attention à ce qui se passe sur la terre. Ses principes, comme on l'a prouvé, tendent plutôt à dissoudre qu'à resserrer les liens de la Société: elle ne regarde ce monde que comme un passage peu digne d'ar,



réter les yeux des mortels qui, suivant ses maximes, ne sont placés ici bas que pour se préparer à une vie future, qu'elle leur montre comme bien plus importante pour eux, que leur bonheur actuel. Des Chrétiens parfaits ne connoissent d'autre Patrie que le ciel; pour mériter d'en devenir un jour citoyens, ils doivent se détacher de tous les objets qui pourroient les détourner de leur chemin; ils doivent quitter peres, meres, parents, amis, concitoyens & société, pour suivre la route ténébreuse que leur tracent les guides chargés de leur conduite durant leur pèlerinage ici bas.

UNE Politique aveugle, guidée par des intérêts très contraires à ceux de la Société, ne souffre pas que les hommes s'éclairent ni sur leurs propres droits, ni sur leurs vrais devoirs, ni sur le but de l'association qu'elle traverse trop souvent. La Société devenue communément le jouet des caprices & des passions de ceux qui la gouvernent, ne renferme que des membres divisés qui n'ont aucune connoissance des motifs, faits pour les unir entre eux & les attacher au corps. Ainsi, la Société devient dans les mains de ses chefs, une machine dont les mouvements se contrarient, & qui n'a d'autre tendance que celle que lui donnent les volontés passagères de ceux qui s'en emparent. La plupart des sociétés ressemblent à des vaisseaux, dont la conduite est confiée à des pilotes dépourvus d'expérience qui, au lieu de les conduire au port, les font échouer contre des écueils où ils périssent eux-mêmes.

Si tout homme tend au bonheur, toute société se propose le même but; & c'est pour être heureux que l'homme vit en société. Ainsi, la Société est un assemblage d'hommes, réunis par leurs besoins, pour travailler de concert à leur conservation & à leur félicité commune.

La Société, comme nous l'avons remarqué ci-devant, a des droits légitimes sur ses membres par les avantages qu'elle leur procure: chaque citoyen fait avec elle un pacte tacite qui, pour n'être pas rédigé par écrit ou clairement énoncé, n'en est pas moins réel. Pour exercer des droits sur ses membres, la Société leur doit la justice, la protection, des loix qui assurent leur personne, leur liberté, leurs biens: elle s'engage à les garantir de toute injustice ou violence, à les défendre contre leurs passions réciproques, à les mettre à portée de travailler sans obstacles à leur bien-être propre sans préjudice de celui des autres; à placer chacun sous la sauve-garde de tous, pour le faire jouir en paix des choses qu'il possède ou qu'il a justement acquises par son labeur, ses talens, son industrie.

Voilà les conditions sous lesquelles toute association raisonnable s'est formée; voilà sur-quoi l'autorité de la Société peut légitimement se fonder. Chaque citoyen, pour son propre bonheur, s'oblige à s'y soumettre, & à dépendre de ceux qu'elle a rendus les dépositaires de ses droits & les interprètes de ses volontés.

D'APRÈS ces conditions, chaque citoyen acquiert des droits sur la Société qui, pour sa con-

servation propre, est obligée d'être fidelle à ses engagements. En vue de ces avantages, le citoyen de son côté s'engage à être juste; à subordonner ses intérêts personnels à ceux de la Société; à soumettre ses volontés à la sienne; à la défendre de toutes ses forces; à lui sacrifier la portion de ses biens nécessaire à la conservation & à la prospérité de tous; à la servir de ses talents, de ses lumieres, de ses facultés; à ne point troubler ses associés dans leurs possessions; à les y maintenir de tout son pouvoir; à coopérer selon ses forces à la prospérité générale dont la sienne dépend. Dès qu'il remplit fidèlement ces engagements, la Société ne peut sans injustice priver le citoyen du bonheur qu'elle s'est engagée à lui procurer.

LA Société étant composée d'un grand nombre d'hommes dont les volontés diverses, les passions discordantes, les intérêts opposés, les lumieres bornées ne peuvent produire que du tumulte & du désordre, & les empêcher d'agir de concert, est obligée de remettre ses droits à un ou à plusieurs citoyens que, dans l'idée qu'elle a de leur expérience, de leur prudence, de leurs talents, de leur probité, elle charge de parler en son nom, de gouverner pour elle, d'exprimer ses intentions, de régler la conduite de ses membres, de veiller au bonheur, à la protection, à la sûreté de tous, de les obliger à remplir leurs engagements. Si la Société doit la justice, la liberté, le bonheur à ses membres fideles, ceux qu'elle rend dépositaires de son autorité ne peuvent être que les exécuteurs de ses intentions, & ne peuvent se dis-

penfer de fatifaire aux conditions auxquelles elle a dû s'engager elle-même : d'où il fuit que jamais une fociété n'a pu conférer à fes chefs ou repréfentans le droit d'être injuftes, de la foumettre à leurs propres caprices, de nuire à fes membres à qui elle doit elle-même équité, liberté, fûreté. Le Souverain n'eft que le gardien & le dépoſitaire du Contract Social; il en eft l'exécuteur; il ne peut point acquérir le droit de l'anéantir ou de le violer.

LE Gouvernement eft la fomme des forces de la Société dépoſées entre les mains de ceux qu'elle a jugé les plus propres à la conduire au bonheur. D'où il fuit évidemment qu'un Souverain n'eft pas le Maître, mais le Miniftre de la Société, chargé de remplir fes engagements envers les citoyens, & muni du pouvoir néceffaire pour obliger ceux-ci à remplir les leurs.

LES volontés de la Société s'expriment par les loix. La Loi eft une règle que la Société prefcrit aux citoyens, en vue de la confervation & du bien-être de tous. La légiflation ne doit avoir pour objet que d'indiquer aux hommes rafſemblés en fociété, ce qu'ils doivent faire ou ce dont ils doivent s'abſtenir pour le maintien d'une affociation néceffaire à leur propre félicité. Les loix font des décifions de l'intérêt, de l'expérience, de la raifon du corps, contre l'intérêt perſonnel ou les paſſions aveugles des membres.

Si tous les hommes avoient de la prudence, de l'expérience & de la raifon, ils n'auroient beſoin ni de loix, ni de légiflateurs ni de

Souverains pour vivre en société. L'autorité des Souverains sur leurs sujets ne peut être fondée que sur la supériorité de talents, de lumières, de vertu que la Société suppose à ceux à qui elle confie le droit de parler en son nom. Tout législateur est l'organe de la volonté générale; ses lois sont justes & bonnes, quand elles sont conformes à la nature de l'homme, au but de l'association, à l'intérêt de la Société, à ses circonstances actuelles: elles sont injustes & mauvaises, quand elles sont contraires au bonheur de l'homme, au bien de la Société, uniquement favorables à l'intérêt particulier, opposées aux circonstances où elle se trouve.

LES lois *naturelles*, sur lesquelles on a tant écrit & disputé, sont celles qui découlent immédiatement de la nature de l'homme, indépendamment de toute association, ou qui sont fondées sur l'essence même d'un être qui sent, qui cherche le bien & fuit le mal, qui pense, qui raisonne, qui désire incessamment le bonheur. La Société, n'ayant pour but que de rendre l'homme plus heureux qu'il ne seroit tout seul, & le Gouvernement n'étant fait que pour remplir ses engagements avec ses membres, il suit de-là que les lois de la nature ne peuvent être ni abrogées ni suspendues dans l'état social, qui sans cela priveroit l'homme de son bien-être au lieu de le lui procurer. En devenant membre d'une société, l'homme ne change point de nature, il ne cherche qu'à satisfaire plus aisément les besoins de sa nature.

LES lois *civiles* ne sont donc que les lois

B S Y S T È M E

naturelles appliquées aux besoins, aux circonstances, aux vues d'une société particulière ou d'une nation. Ces loix ne peuvent contredire celles de la nature, parce qu'en tout pays l'homme est toujours le même, a les mêmes desirs, mais varie dans les moyens de les satisfaire.

QUELQUE HOM qu'on leur donne, les loix ne peuvent jamais anéantir, ni les droits naturels de l'homme, ni les devoirs de la Morale: elles sont faites pour assurer les droits justes du citoyen, & pour l'obliger à se conformer à ses devoirs. Toute loi qui priveroit l'homme de la liberté, de la sûreté, de la propriété, seroit injuste; ce n'est que pour jouir plus sûrement de ces avantages, qu'il vit en société, & se soumet à des loix.

LES loix pénales sont celles qui punissent le citoyen, quand il a violé la loi. En refusant d'obéir à des loix justes, il rompt ses engagements avec la Société; conséquemment il la dégage des siens; il devient l'ennemi de ses associés, ils ont le droit de le punir, ou de le priver du bien-être auquel il n'a droit de prétendre qu'autant qu'il est fidele au Pacte Social.

UNE loi injuste ne peut jamais conférer aucuns droits: il n'y a qu'une loi juste & conforme à la nature de l'homme en société, qui puisse donner de vrais droits. Ce que la loi permet se nomme *licite*; ce qu'elle défend se nomme *illicite*. Tout ce qui est *licite* n'est juste, que quand la loi est juste. Les loix sont injustes & insensées, toutes les fois qu'elles permettent ce qui est nuisible, &

défendent ce qui est utile à la Société. (1) Rien de plus insensé, dit Cicéron, que de regarder comme justes toutes les choses qui ont pour elles la sanction des loix ou les suffrages des peuples. Si l'on fondeoit des droits sur les volontés du Peuple, sur les édits des Princes, sur les sentences des Juges, le brigandage seroit un droit, l'adultère seroit un droit, forger un testament seroit un droit, pour peu que ces actions eussent l'approbation de la multitude. En effet, tout législateur ou tout peuple deviendroient maître de créer & le juste & l'injuste. Eh! quel seroit le tyran qui ne se feroit pas des droits à lui-même, s'il n'en coûtoit qu'une loi pour acquérir des droits!

L'on nomme loix *fondamentales* celles qui dans les nations servent de fondement & de titre à l'Autorité Souveraine, & qui sont réputées les volontés des peuples, relativement à la manière dont ils désirent d'être gouvernés. Rien de plus embrouillé que ces loix; il n'est aucun pays où l'on puisse distinctement reconnoître les vraies limites du pouvoir des Souverains, & les droits que la Société a prétendu se réserver à elle-même. Les ennemis de la liberté des hommes se sont prévalus de cette obscurité, & les tyrans s'en sont des titres pour opprimer. Dans une matière si intéressante, tout est vague, équivoque, indéfini; la sagacité la plus exercée peut

(1) *Id est stultissimum existimare omnia justa esse quæ scita sint in populorum institutis & legibus. Si Populorum jussis, si Principum decretis, si sententiis Judicum jura constituerentur, jus esset latrocinari, jus adulterare, jus testamenta falsa supponere, si hæc suffragiis aut scitis multitudinis probarentur.*

à peine démêler le sophisme du vrai, l'usurpation du droit, la violence de l'équité. Les jurisconsultes les plus habiles ont été souvent les dupes des préjugés les plus vulgaires ; ils ont à tout moment confondu la force, l'usage, la possession avec le droit ; ils ont regardé comme des titres pour les Princes, des usurpations que les Peuples trop foibles n'avoient pu empêcher : ils ont rarement osé remonter jusqu'aux principes de tout droit & de toute autotité. Mais de ce qu'un Souverain a la force de faire le mal impunément, s'ensuit-il qu'il a le droit de mal faire ? De ce que ses ancêtres auront pendant plusieurs siècles exercé la tyrannie, sans que personne ait osé les arrêter ou les punir, doit-on en conclure qu'il a le droit de continuer ?

DANS les démêlés qui s'élèvent quelquefois entre les Souverains & les Sujets, l'on a communément recours à l'histoire, pour chercher dans les décisions & les coutumes anciennes de la nation, des exemples ou des faits propres à régler ses jugements : mais ces histoires, souvent dictées par la crainte & la flatterie, ou faute de monuments, dissimulent la vérité, altèrent les circonstances, ou ne les présentent que sous un faux point de vue. Les historiens ne nous montrent par-tout que des combats continuels entre des Souverains tendants au despotisme & la liberté des Peuples faisant des efforts pour se défendre : dans cette lutte perpétuelle, tantôt l'un a le dessus, tantôt l'autre vient à bout de remporter quelque avantage. Sous des Princes foibles & timides, les Nations arrachent quelquefois des titres favorables à leurs justes droits ; sous des

Princes actifs & puissants, elles sont privées de leurs droits les plus incontestables.

Ce n'est ni à l'histoire, ni à l'usage, ni à des exemples, ni même à des concessions ou chartres que l'on doit recourir dans des questions de ce genre; c'est à l'origine de l'autorité souveraine; c'est aux droits inaliénables des nations; c'est à la raison; c'est à la justice éternelle; c'est à l'intérêt des nations dont le bonheur fait toujours la loi suprême.

Les incertitudes si fréquentes où nous jette l'histoire, quand il s'agit d'examiner les droits des Souverains sur les Peuples, & des Peuples sur les Souverains, ont fait croire à bien des gens que les loix fondamentales, dont on parloit sans cesse & que l'on ne trouvoit établies nulle part, étoient de pures chimères, ainsi que le Contrat Social qui lie réciproquement les Souverains & les Sujets. Cependant il est évident que ce Pacte, fondé en nature, existe, & qu'il est le même qui lie la Société à ses membres. Soit que les conditions du Pacte des peuples avec leurs Chefs aient été clairement exprimées & conservées dans des monuments authentiques, soit qu'on n'en trouve des vestiges nulle part, elles sont toujours les mêmes. Un Souverain légitime ne regne que de l'aveu de sa Nation; dès qu'elle lui obéit, c'est dans l'espoir de jouir du bonheur par son moyen. Dès qu'il commande en son nom, il n'a pas le droit d'ordonner rien de contraire à ses intentions. Les hommes rassemblés en société n'obéissent à l'un d'entre eux, que dans l'idée d'être plus heureux qu'ils ne feroient sans lui; & ce

chef, quelque nom qu'on lui donne, ne peut jamais acquérir le droit de les rendre malheureux, ni même de négliger leur bonheur. (2)

IL subsiste donc évidemment entre les peuples & leurs chefs un Pacte dont les articles doivent être conçus à-peu-près en ces termes. „ Engagez
 „ vous à nous bien gouverner, c'est-à-dire à
 „ veiller à notre sûreté, à nous procurer le bien-
 „ être, à nous garantir de toute oppression; &
 „ nous nous engagerons de notre côté à vous
 „ obéir, à vous honorer, à nous occuper de vo-
 „ tre bien-être & de votre sûreté. Si vous ne nous
 „ faites jouir d'aucuns biens, vous nous ferez in-
 „ différent. Si vous ne nous faites que du mal,
 „ nos engagements seront nuls; c'est vous qui les
 „ anéantirez vous-même. Si vous nous faites
 „ endurer des maux insupportables, nous vous
 „ détesterons, nous vous traiterons en ennemi.
 „ Si nous sommes trop foibles pour secouer vo-
 „ tre joug, nous le porterons en frémissant, vous
 „ aurez un ennemi dans chacun de vos esclaves,
 „ & vous ferez à chaque instant obligé de trem-
 „ bler sur ce trône dont vous ne ferez qu'un
 „ injuste usurpateur. ”

Si les contrats des nations avec leurs chefs ne se trouvent pas dans l'histoire, qui n'est trop souvent que le registre des violences & des usurpations des Princes, ils existent du moins dans les cœurs de tous les hommes, qui n'ont jamais pu consentir de plein gré à l'exercice d'un pouvoir qui les rendît malheureux, & qui tendît à la

(2) *Potestas Regis est potestas Legis; potestas juris, non injuria.*

VOYZZ. BRACTON DE LEGIB. ANGLIÆ

subversion de la Société. Lorsque des peuples sauvages se sont choisis des chefs, ils ont supposé que ces chefs plus expérimentés qu'eux, leur procureroient des avantages ; s'ils n'ont point songé à faire un pacte avec eux, c'est qu'ils ne prévoyoient pas qu'il viendrait un tems où ces chefs les opprimeroient eux-mêmes ou leur postérité. Des nations, ou plutôt des hordes guerrières, n'ont pu d'ailleurs limiter le pouvoir de leurs commandants, parce que la discipline militaire exige un pouvoir sans bornes dans celui qui ordonne, & une obéissance sans bornes dans celui qui obéit. Mais quels que soient les motifs qui ont empêché un Peuple de stipuler ses intérêts, le pouvoir illimité d'un Souverain, pour être juste, n'est que le pouvoir de travailler au bien public de la façon qui lui paroît la plus convenable. Pour lors la Société, pleine de confiance dans les talents ou les belles qualités de son Chef, n'a fait que lui donner *carte blanche*, mais n'a pu ni voulu l'autoriser à mal faire, & encore moins conférer à ses successeurs le droit d'abuser contre elle de la confiance qu'elle a montrée.

Le siècle passé nous fournit l'exemple singulier d'une nation qui, par un vœu presque unanime, se soumit expressément au pouvoir illimité de son Monarque, & par un acte solennel lui déféra une puissance absolue. (3) En conclura-t-on que ce peuple a prétendu consentir que son souverain exerçât la tyrannie ? Non, sans doute ; ce fut évidemment pour se soustraire à la tyrannie de leurs nobles insolents, que les Danois conférèrent à leur Monarque un pouvoir plus étendu.

(3) Les Danois en 1660.

du qu'il n'avoit auparavant ; afin qu'il pût en imposer à ces tyrans multipliés , dont ils éprouvoient depuis longtems les injustices.

Le pouvoir illimité, dit Locke, n'est suivant la raison que le pouvoir de procurer le bien public sans reglemens & sans loix (4). Le même auteur remarque que souvent les meilleurs Princes, en s'attirant par leurs vertus la confiance de leurs sujets, leur ont fait un tort véritable, vû que ceux-ci, séduits par leurs bonnes qualités, leur ont adjugé des prérogatives & des droits, dont leurs successeurs moins équitables ont indignement abusé. Ces derniers se sont prévalus, pour faire le mal, du pouvoir qui n'avoit été accordé à leurs prédécesseurs, que pour faire plus librement le bien. Le pouvoir absolu, ou ce qu'on appelle le *Despotisme* seroit, dit-on, un gouvernement admirable entre les mains d'un Trajan, d'un Titus, d'un Marc-Aurele ; mais un pouvoir exercé par un homme de bien, qui se conforme aux regles de la justice & de la raison, n'est plus un Despotisme, & ne doit pas être désigné sous ce nom déshonorant.

Les partisans du Despotisme (car, à la honte du genre humain, ce brigandage à des fauteurs) ne manqueront pas de prétendre que ce ne fut presque jamais le choix libre des Nations qui plaça les Souverains sur le thrône ; qu'ils ont pour l'ordinaire soumis les peuples par la force, & que ce fut par droit de conquête qu'ils régnerent sur des hommes subjugués à qui, pouvant les exterminer, ils ont laissé la vie, & qui par-

(4) Voyez Locke *Essai sur le Gouvernement*.

conséquent, bien loin de leur prescrire des loix, se sont vu forcés de recevoir celles qu'ils voulurent leur imposer. En un mot, on suppose que des peuples réduits en esclavage, n'ont pu faire aucun Pacte avec leurs superbes vainqueurs.

On conviendra sans peine que la plupart des grands Empires ont été formés par la conquête; ce qui prouve seulement que les fondateurs de ces Empires ont été des voleurs, des brigands, des fléaux du genre humain; la violence, le meurtre & le carnage ne furent jamais des moyens légitimes d'acquérir. Celui qui ne commande qu'à des esclaves, ne commande qu'à des ennemis, qui ont droit d'opposer la justice & la force, à l'injustice & à la force. *La Justice*, dit un Pere de l'Eglise, *brise les fers injustes* (5). Il est vrai que des malheureux, subjugués par le fer & la flamme, n'ont gueres pu stipuler avec leurs conquérants farouches; mais ils ont pu leur dire: „ nous avons été les plus foibles; nous „ avons cédé à la force; mais si jamais nous devenons les plus forts, nous vous arracherons „ un pouvoir usurpé, lorsque vous ne vous en „ servirez que pour notre malheur. Ce n'est qu'en „ nous faisant du bien, que nous consentirons „ à oublier les titres infames par lesquels vous „ réglez sur nous. Notre consentement seul „ peut faire de nous des citoyens soumis, & de „ vous des souverains légitimes. La vie que „ vous nous avez laissée, n'est qu'un présent funeste, si elle n'est destinée qu'à nous faire languir dans la captivité.”

(5) *Injusta vincula rumpit justitia.*

IL n'y a que le consentement libre & subse-
quent des peuples, qui puisse légitimer le pou-
voir usurpé d'un conquérant. Mais les peuples
ne peuvent donner ce consentement que sous la
condition d'être bien gouvernés. *La conquête,*
dit Locke, *est aussi peu l'origine & le fondement*
des Etats, que la démolition d'une maison est la
vraie cause de la construction d'une autre.

NON seulement la violence ne peut pas con-
férer le droit d'exercer le despotisme, mais mé-
me le consentement libre & passager d'un peuple
ne peut pas rendre légitime cet abus du gouver-
nement. On nous dira vainement qu'on ne fait
aucun tort à celui qui consent (6). Rien de plus
faux que cette maxime; elle autoriseroit à dé-
pouiller les enfans, les personnes ivres ou en dé-
mence, ou à tuer les malades dans le transport.
Quand même on supposeroit que des nations ont
pu consentir autrefois à ce qu'on exerçât sur el-
les le Despotisme: quand même elles se feroient,
par des actes solennels, livrées aux caprices d'un
maître absolu; tous ces titres, arrachés par la
séduction, ou accordés par le délire, ne peuvent
nullement lier la postérité. Un bon Pere doit
transmettre son bien à ses enfans après lui, il ne
peut sans injustice livrer ce bien à la rapacité
d'un tyran. Si les ancêtres ont la folie de se
rendre esclaves, ils n'ont pas le droit de rendre
esclaves leurs descendants, qui auront toujours
le droit de briser leurs chaînes, quand ils en au-
ront le pouvoir.

LA superstition toujours ennemie de la liberté
&

(6) *Volenti non fit injuria.*

& du bonheur des habitans de ce monde, a visiblement travaillé à les rendre malheureux, en forgeant des titres aux Despotes & aux Tyrans. Dans l'idée de fonder leur pouvoir usurpé, sur une base inaccessible aux regards des mortels, les Souverains absolus ne prétendent-ils pas n'avoir jamais reçu leur pouvoir de leurs Nations, ne le tenir que de Dieu seul, & n'être comptables qu'à lui de leurs actions? N'est-ce pas évidemment outrager un Dieu qui, s'il existoit, devroit être rempli de perfections, de justice & de bonté, que de le supposer l'auteur & le protecteur d'une puissance injuste & qui opere évidemment le malheur des Etats? N'est-ce pas anéantir toute morale, que d'affirmer qu'un pouvoir qui détruit toute loi, toute équité, toute vertu est approuvé par le ciel? Un Souverain parjure n'annonce-t-il pas par sa conduite qu'il se moque également & des Dieux & des hommes?

Pour dernière ressource, on nous dit que la Puissance Souveraine s'est formée sur le modèle de la puissance paternelle qui paroît illimitée. Mais l'autorité paternelle peut-elle donner le droit de tyranniser, de tourmenter, de dépouiller, de détruire des enfans. Cette autorité, pour être juste, doit être fondée sur les avantages, les instructions, les soins qu'elle donne aux êtres qui lui sont soumis. La Tyrannie d'un Père doit être supportée par un fils vertueux, mais cette tyrannie n'en est pas pour cela plus juste & plus raisonnable. D'ailleurs les Rois ne sont point les peres des Peuples, les Peuples sont les peres des Rois, & ceux-ci ne sont que trop souvent des

enfants dénaturés, qui méconnoissent les justes droits de ceux qui les ont faits ce qu'ils sont, qui les nourrissent, qui travaillent à leur bonheur, qui se dévouent pour eux. Malgré les orgueilleuses prétentions des Despotes & les sophismes des flatteurs qui veulent enchaîner les peuples à leurs pieds, il est évident que ce ne sont pas les Rois qui font les Nations, mais que c'est le consentement des Nations qui fait les Rois. Une Nation peut sans Roi être très bien gouvernée, mais un Roi ne peut ni exister ni gouverner sans Nation. Les prérogatives, le pouvoir, les droits ne peuvent se changer en loi, que quand ils sont fondés sur la volonté de la Société, sur l'équité, sur l'utilité générale. Ainsi une nation ne peut jamais empiéter sur les droits de ceux qui la gouvernent; leurs Chefs n'ont d'autres droits que ceux qu'ils reçoivent de la volonté générale ou du consentement de la nation qui ne peut, ni renoncer à ses propres droits, ni être privée du droit inaliénable de resserrer le pouvoir, ou de régler la conduite de ceux qu'elle choisit pour la guider au bonheur.

Ces maximes, peu conformes, peut-être, aux prétentions des tyrans, n'en sont pas moins conformes à la nature de l'homme, aux droits de la Société, aux loix de l'équité, à la droite raison, à l'intérêt général des Peuples, qui s'accordent à nous prouver que le but invariable de la Société doit être de rendre ses membres heureux, de se conserver elle-même, de vivre sous des loix équitables, de jouir de la liberté, de la sûreté, de la propriété. Ce n'est qu'en

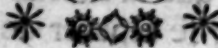
procurant ces avantages à la Société, que le gouvernement peut être légitime, & que ceux qui gouvernent peuvent jouir eux-mêmes d'un vrai bonheur, d'une puissance solide, d'une gloire véritable. En un mot, les intérêts des souverains ne peuvent jamais sans danger se séparer de ceux de leurs sujets.

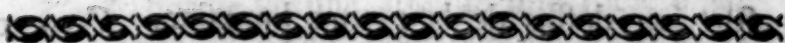
DE tous les principes répandus dans ce chapitre il suit évidemment que le Pacte Social, la législation, le gouvernement, la politique n'ont dans le vrai d'autre objet, que de faire observer les devoirs de la morale aux hommes rassemblés pour leurs besoins communs. Les vertus sociales ne sont, comme on a vu, que les dispositions que doit avoir tout homme qui vit en société. C'est pour jouir de la justice, des bienfaits, des secours, de la protection des loix, des fruits de son labeur, de la tranquillité, de la sûreté, que l'homme vit en société. La Société lui doit ces choses; tant qu'il se montre fidele à remplir ses engagements envers elle: le gouvernement & les loix sont faits pour les lui assurer. Tout gouvernement injuste ou qui néglige & corrompt les mœurs, brise efficacement les liens faits pour unir entre eux les hommes associés, anéantit le Contract Social, travaille à la destruction de son propre pouvoir.

D'où l'on voit que la morale ne peut, sans le plus grand danger, se séparer de la *Politique*, qui est l'art de gouverner les hommes réunis en société. Elle ne doit être, comme tout nous le prouvera par la suite, que la morale appliquée au gouvernement des États.

GOVERNER, c'est maintenir, protéger & guider au bonheur une Société; ce qui ne peut avoir lieu sans faire concourir tous ses membres à l'utilité générale, & sans réprimer les passions capables de nuire à la félicité de tous. D'où il suit que le gouvernement n'a pour objet que d'exciter les hommes réunis en Société à exercer entre eux les vertus sociales, ou à mettre en pratique les regles dont la morale leur fait sentir la nécessité pour leur propre intérêt.

EN UN mot, la Politique est la morale des Nations. L'objet de la Politique intérieure est de faire observer les loix, tant naturelles que positives ou civiles, nécessaires au maintien de l'ordre dans la Société particulière. L'objet de la Politique extérieure est de maintenir entre les nations, les loix de la nature, à l'aide d'un équilibre de puissance qui les empêche d'enfreindre les regles de l'équité, d'empiéter sur leurs droits réciproques, de violer les devoirs de la morale destinés également, & pour les peuples, & pour les citoyens d'un même Etat.





CHAPITRE II.

Origine des Gouvernemens: de leurs formes diverses: de leurs avantages & désavantages: de leurs réformes.

LES Nations, de même que tous les individus de l'espèce humaine, passent par des âges & des états divers; leur premier état est une sorte d'enfance: partagées en familles, en hordes, en petites sociétés éparées, vous les voyez errantes, sans demeure fixe, destituées d'arts & d'industrie, chercher péniblement par la chasse & la pêche de quoi subsister, & presque aussi peu raisonnables que les bêtes, leur faire une guerre continuelle. Voilà l'état sauvage dont nous avons suffisamment décrit les misères.

Le hazard amène chez nos sauvages des étrangers sortis de nations plus éclairées: ces nouveaux hôtes rapprochent les unes des autres les familles ou hordes qui vivoient séparées, leur apportent des arts utiles; leur enseignent l'agriculture; leur apprennent à prévoir les besoins; leur donnent des Dieux, des cultes, des loix que ces hommes grossiers acceptent sans raisonner: en faveur des bienfaits qu'on leur fait éprouver, ils se livrent de plein gré à des personnages instruits, expérimentés, qu'ils trouvent capables de les rendre plus heureux, & qui dès lors leur paroissent ou des amis des Dieux ou des êtres

fort au-dessus de la nature humaine. Ceux-ci deviennent ainsi leurs Législateurs, leurs Oracles, leurs Prêtres, leurs Juges, leurs Rois, & quelquefois même les objets de leur culte.

LA Religion, fondée sur la crainte des puissances invisibles auxquelles l'homme se croit soumis, date communément du tems où les peuples étoient plongés dans l'ignorance & la barbarie. C'est par la Religion que tous les Législateurs sont parvenus à dompter les sauvages dont ils vouloient se former des sujets. Les terreurs religieuses sont en effet très propres à rendre souples & dociles, des hommes simples & crédules, dépourvus encore de raison, de prudence & de réflexion. En donnant des religions à des sauvages, les législateurs ont pris la même méthode que suivent encore les meres & les nourrices, quand elles menacent de quelque phantôme les enfans mutins dont elles ne peuvent faire cesser les caprices & les cris. Mais ces moyens imaginés pour contenir ou subjuguier des sauvages, qui sont de grands enfans, n'ont plus la même force sur l'esprit de l'homme que la raison & l'expérience ont rendu moins crédule, & dès lors moins timide. Les passions, les affaires, le tumulte, les distractions & les plaisirs des sociétés nombreuses & policées, affoiblissent peu-à-peu les idées religieuses & rendent plus foible leur influence sur les mœurs. Pour lors la religion, méprisée de ceux qui raisonnent, n'est plus qu'une affaire d'habitude pour le vulgaire qui ne raisonne jamais, & n'en impose qu'à quelques hommes qui ont conservé la crédulité & la simplicité de leurs ancêtres sauvages.

UNE horde voisine attaque une société naissante; celle-ci prend pour chef l'homme le plus intrépide ou le plus expérimenté qui, à la tête de quelques citoyens, repousse l'invasion ennemie. Comme les attaques sont fréquentes, toute la Société dans l'origine est guerrière, elle est gouvernée comme un camp, son gouvernement est militaire. Son chef la mène à des conquêtes, & subjugué par son moyen les hordes ou nations d'alentour qu'il réduit en servitude, & dont il distribue les terres & les dépouilles à ses guerriers. C'est ainsi que peu-à-peu se sont formés les grands Empires, les vastes Monarchies; voilà l'origine du Despotisme, du Pouvoir absolu, de la Tyrannie qui ne purent s'établir & se maintenir que par la violence (7).

FATIGUÉS à la longue des excès de leurs tyrans, quelques peuples se révolterent contre eux; parvenus à se défaire d'un pouvoir accablant, ils le partagerent entre plusieurs citoyens distingués par leurs talents, leurs vertus, leurs richesses: ceux-ci devinrent par là les représentans de la nation, les dépositaires de son autorité, le souverain collectif. Voilà ce qui fit naître le Gouvernement Aristocratique.

LES magistrats de l'Aristocratie ayant souvent abusé de leur pouvoir & s'étant érigés en tyrans, le peuple, usant de ses droits, reprit la puissance suprême, & se flatta qu'il se gouverneroit bien

(7) Le mot *Tyrann*, adopté par les Grecs & les Romains, est originairement un mot Celtique ou Scythe qui désigne celui qui distribue des terres. Chez les Grecs le mot *Tupavver* désignoit un citoyen qui avoit usurpé la souveraineté d'une ville ou d'un pays libre.

mieux lui-même, qu'il ne l'avoit été par des chefs prévaricateurs, dont il avoit éprouvé les injustices, & les dissensions. Voilà comment le Gouvernement Populaire ou la *Démocratie* s'est formée.

BIENTÔT le peuple qui ne raisonne gueres, qui ne distingue nullement la liberté de la licence, se vit déchiré par des factions : étourdi, inconstant, imprudent, impétueux dans ses passions, sujet à des accès d'enthousiasme, il devint l'instrument de l'ambition de quelque harangueur ou chef qui s'en rendit le maître & bientôt le tyran.

L'HISTOIRE nous prouve qu'en matiere de gouvernement, les nations furent de tout tems les jouets de leur ignorance, de leur imprudence, de leur crédulité, de leurs terreurs paniques, & sur-tout des passions de ceux qui sçurent prendre de l'ascendant sur la multitude. Semblables à des malades qui s'agitent sans cesse dans leur lit, sans y trouver de position convenable, les peuples ont souvent changé la forme de leurs gouvernements; mais ils n'ont jamais eu, ni le pouvoir, ni la capacité de réformer le fond, de remonter à la vraie source de leurs maux; ils se virent sans cesse balotés par des passions aveugles. Cette fluctuation n'est dûe qu'au défaut de prudence & de lumieres. Cet état inquiet ne peut cesser, que lors que les nations plus éclairées reconnoîtront que l'homme n'est pas fait pour régler le sort des hommes; que l'abus fut & sera toujours à côté du pouvoir; qu'obéir à des hommes, c'est obéir à des passions, des vices

des fantaisies sujettes à varier ; que pour être bien gouvernés, les peuples ne doivent obéir qu'à la justice, dont les regles sont invariables, & qui seule peut fixer avec précision les bornes du pouvoir de ceux qui gouvernent, & les droits de ceux qui sont gouvernés.

DES spéculateurs ont longtems disputé pour découvrir quelle pouvoit être la forme du gouvernement la plus avantageuse pour un Etat, ou la plus propre à procurer ou maintenir la félicité publique. Ils n'ont sans doute pas vu que toutes les formes étoient parfaitement indifférentes, pourvu que des loix sensées, soutenues par toute la force de la Société, continssent également les chefs, pour les empêcher d'abuser du pouvoir, ou les sujets pour les empêcher d'abuser de la liberté. Un bon gouvernement est celui où personne n'a le pouvoir d'être injuste ou d'enfreindre impunément les loix. Toute forme de gouvernement est avantageuse, dès qu'elle laisse tout pouvoir à la loi.

PLUSIEURS politiques ont pensé que la *Monarchie* c'est-à-dire le pouvoir souverain exercé par un seul homme, étoit le gouvernement le plus conforme aux besoins d'un grand Etat. Mais est-il bien possible qu'un seul homme réunisse tous les talents, toutes les vertus nécessaires pour gouverner un peuple nombreux ? Un habile guerrier est rarement un habile législateur, un habile jurisconsulte, un habile commerçant ; & le Prince qui possède les arts de la paix, n'aura que difficilement les connoissances & les talents nécessaires à la guerre. Un souverain sans passions, est un être de raison. Les nations, pour avoir trop

présumé de leurs maîtres, n'en ont rien obtenu; elles les prirent pour des Dieux, & elles ne furent souvent gouvernées que par des hommes, que leur puissance remplissoit communément de plus d'imperfections & de vices que les autres. Tant de causes conspirent à corrompre les Rois, que l'on a lieu d'être surpris de leur trouver les vertus ou les talents même les plus ordinaires.

ON a cru voir sous le gouvernement d'un monarque les nations gouvernées comme les familles par un pere; mais l'expérience nous montre que les peres des peuples ne ressemblent que trop souvent au Saturne de la fable, qui dévorait ses propres enfants. (8) Le gouvernement monarchique, mettant des forces énormes entre les mains d'un seul homme, doit par sa nature même le tenter d'abuser de son pouvoir pour se mettre au-dessus des loix & pour exercer le Despotisme & la Tyrannie, qui sont les plus terribles fléaux des nations. D'un autre côté, par la nature même des choses, c'est-à-dire par l'impossibilité où un seul homme se trouve de conduire d'une main sûre le gouvernail d'un grand empire, les monarchies, dans le fait, se changent en de véritables aristocraties: les ministres & les grands se rendent souvent les maîtres du sort, & des sujets, & du souverain. Dans les cours des Rois, il se forme presque toujours contre le bien public, une ligue également funeste aux nations & à leurs chefs.

DANS quelques nations la couronne est *élective*; la puissance royale ne passe point aux descendans de celui qui la possède. Mais les élections des

(8) Homere appelle souvent les Rois *mangeurs de peuples*.

Rois , accompagnées de factions , de troubles & de guerres deviennent pour l'ordinaire des époques très fatales à la tranquillité des peuples. L'ambition des grands , qui seuls s'arrogent le droit de choisir un souverain , permet rarement que l'on fasse des loix & que l'on prenne des mesures capables d'arrêter la licence qu'ils exercent dans ces occasions. Une élection par scrutin & fixée par la loi sembleroit devoir prévenir efficacement les désordres dont les élections tumultueuses sont trop souvent accompagnées. Mais les réformes les plus simples & les plus faciles rencontrent des obstacles infinis dans les préventions des hommes en faveur de leurs antiques usages.

LA plupart des Monarchies sont *héréditaires* ; ainsi les nations sont devenues le patrimoine de leurs chefs , qui les transmettent à leur postérité. Cette forme de gouvernement , quoique très usitée , paroît très ridicule à quelques penseurs républicains. Selon eux , si les Peuples par ce moyen se garantissent des troubles & des embarras qui accompagnent d'ordinaire les élections des Rois , on trouve qu'elles ne se garantissent pas du malheur plus durable d'essuyer pendant une longue suite de siècles les inconvénients qui doivent résulter de l'impéritie , de la négligence , de l'ambition & de la violence d'une Dynastie ou famille toute entière. Un bon Roi est une production si rare , que les peuples n'ont pas lieu de se flatter d'en avoir bien souvent. On en conclut que les nations n'ont pu , sans imprudence , confier irrévocablement leurs destinées au pouvoir d'une race qui , avec le sang , ne transmet pas l'art pénible de régner. Des hommes qui pour

régner n'ont besoin que de naître, peuvent-ils avoir des motifs bien pressants d'acquérir par un long travail, les talents & les vertus nécessaires au gouvernement ? L'expérience de tous les tems prouve en effet qu'un Monarque vertueux peut à chaque instant être remplacé par un monstre ou par un insensé, capable d'anéantir tout d'un coup le bien qu'il a pu faire. Les annales de toutes les Monarchies, dans la plus longue suite des Rois en montrent à peine deux ou trois qui se soient donné la peine de gouverner par eux-mêmes, ou de songer au bonheur de leurs sujets. La Royauté met une trop grande distance entre le Souverain & les Sujets, pour que le Monarque s'abaisse jusqu'à s'occuper de leurs besoins.

Ces réflexions, peu favorables au Gouvernement Monarchique, ont fait croire à bien des gens que le Gouvernement *Républicain* étoit plus avantageux aux Nations. Ils trouvent entre autres que cette dernière forme est infiniment moins coûteuse pour les Peuples, qui souvent ont la douleur de se voir opprimés, appauvris & ruinés sous prétexte de soutenir la splendeur du Thrône, c'est-à-dire la vanité des Cours, & le faste des Rois. Un zélé défenseur de la liberté disoit, que *l'attirail superflu d'une Monarchie est plus que suffisant pour fournir aux besoins d'un Etat Républicain.* (9)

(9) Voyez Milton *Oeuvres politiques*. Les revenus que Philippe second tiroit des sept Provinces, qui forment aujourd'hui la République des Provinces unies, ne montoient qu'à 80000. écus. (environ 400000. livres tournois) les revenus de la Province de Hollande seule montoient en l'année 1700. à 22,241,339. Florins qui font 46,706,811. livres tournois.

VOYEZ IDÉES RÉPUBLICAINES. page 29.

D'UN autre côté l'on ne trouve presque point de sûreté & de fixité dans le sort des citoyens d'un Etat, dont les destinées heureuses ou malheureuses dépendent uniquement des vertus & des vices, de la raison ou du délire, de la vigueur ou de la foiblesse d'un seul homme, que tout ce qui l'environne s'efforce de tromper & de corrompre.

CEPENDANT les partisans du Gouvernement Monarchique le louent par sa stabilité & sa durée, tandis que les Républiques sont sujettes à des secousses & des désordres continuels. *Mais les tumultes & les guerres civiles ne sont point, selon Sidney, les plus grands maux qui peuvent arriver aux nations.* La tranquillité & la durée du Gouvernement Monarchique ne prouvent point sa supériorité sur le Gouvernement Républicain. Le Despotisme lui-même paroît quelquefois régner paisiblement sur les nations qu'il engourdit dans ses fers. Les convulsions des Républiques ressemblent assez aux maladies aiguës auxquelles les tempéraments robustes & sanguins sont le plus exposés. La tranquillité des Monarchies & des Etats despotiques ressemblent à ces maladies chroniques, qui minent peu à peu le corps de l'homme, & lui causent une foiblesse dont il ne se relève jamais. Locke compare la paix que procure le Despotisme à l'ancre de Polyphème où Ulysse & ses compagnons étoient forcés d'attendre en silence leur tour pour être dévorés!

MAIS est-il donc bien vrai que le Despotisme soit un état tranquille? Depuis le Sultan jusqu'au dernier de ses esclaves, tout est environné

de terreurs. Le silence morne qui regne dans l'Empire d'un Tyran n'annonce rien moins que la paix. On peut le comparer au calme perfide qu'on voit dans les chaleurs brûlantes qui ne tarde point à être suivi d'affreux orages. J'aime mieux, disoit un Polonois, *une liberté environnée de périls, qu'un esclavage paisible* (10). Il est aisé de vivre en paix dans des Etats que l'on change en déserts (11). Mais l'histoire nous prouve que la paix d'un Despote est sujette à être troublée par des révolutions qui, non seulement le précipitent de son trône, mais encore lui courent la vie. Si la Tyrannie peut être permanente, les Tyrans qui l'exercent font de peu de durée.

Aux effervescences subites, & souvent cruelles & longues des Républiques, on voit communément succéder la langueur & l'engourdissement mortel que produit le Despotisme, dans le sein duquel les peuples vont souvent se reposer des transports que leur ont causé leurs folies: dans l'espoir de se remettre, ils se soumettent à quelque tyran qu'ils laissent travailler sans obstacles à leur destruction finale.

Tout les formes de gouvernement ont, & leurs avantages, & leurs désavantages. La Monarchie anéantit communément la félicité publique, pour contenter l'ambition & l'avidité d'un maître que jamais ne peut rassasier la cour qui l'environne. Une Noblesse remuante, & pour

(10) *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium*, disoit le Palatin de Posnanie pere du Roi Stanislas Leczinski.

(11) *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant.*

qui la paix est un état violent, l'excite incessamment à la guerre: des armées nombreuses dévorent sa Nation, qui peu à peu tombe dans l'indigence & la misère: le Monarque, que ses besoins ont rendu injuste & despotique, finit à force d'oppressions, par ne régner que sur des Etats changés en solitudes & dépourvus de culture, de commerce, de force & d'industrie.

LA Démocratie, en proie aux cabales, à la licence, à l'anarchie, ne procure aucun bonheur à ses citoyens, & les rend souvent plus inquiets de leur sort, que les sujets d'un Despote ou d'un Tyran. Un Peuple sans lumières, sans raison, sans équité ne peut avoir que des flatteurs & n'a jamais d'amis sincères. Comment en auroit-il? Il dégoûte & punit souvent ceux qui le servent le mieux: il est ingrat, il craint ses bienfaiteurs, parce qu'il est ombrageux: il opprime la vertu, parce qu'il en est jaloux: il se livre à des scélérats, parce que les gens de bien l'abandonnent. Des charlatans politiques le conduisent de folies en folies, jusqu'à ce qu'il ait écrasé la liberté apparente dont il pouvoit jouir, sous le poids de ses propres fureurs.

L'ARISTOCRATIE ne nous présente pas des scènes plus riantes. On y voit des Nobles, des Magistrats, des Sénateurs orgueilleux qui, concentrés en eux-mêmes, sacrifient l'Etat à leurs intérêts personnels. Le plébéien y essuie les dédains de ses maîtres altiers dans lesquels il ne voit que des tyrans disposés à se pardonner réciproquement les iniquités qu'ils font essuyer à leurs sujets. Cependant il n'est point de bonheur pour

cés Souverains eux-mêmes: forcés de vivre dans une jalousie continuelle, les collègues ne sont occupés qu'à s'observer les uns les autres, à se combattre sourdement, à se dresser des embûches: il n'est point de vraie liberté sous un gouvernement soupçonneux; tout le monde y vit dans l'inquiétude, chaque citoyen craint son concitoyen. Quelle peut être la félicité d'un Etat d'où la confiance est bannie?

DANS les différentes réformes que les hommes ont faites pour améliorer leurs gouvernements, la raison, l'utilité réelle de l'Etat, le bien public ne furent presque jamais consultés. Tous les changemens qui furent tentés, n'ont été pour l'ordinaire que les ouvrages informes du trouble, de la discorde, du vertige, de l'ambition, du fanatisme. D'après de pareils mobiles, il n'est pas surprenant que, bien loin de rendre leur sort meilleur, les Nations n'aient souvent fait que le rendre plus déplorable. Les peuples toujours enivrés des folies qu'on leur inspire, ne sont pour l'ordinaire que les instruments aveugles de quelques factieux qui leur font espérer la fin d'abus souvent légers dont ils se plaignent, & qu'ils s'exagèrent; & qui ne tardent pas à leur faire éprouver des maux plus réels que ceux qui leur donnoient de l'humeur.

IL n'existe point encore de Constitution Politique bien ordonnée sur la terre. Le hasard, la déraison, la violence ont jusqu'ici présidé à l'établissement des gouvernements, ainsi qu'à leurs réformes, & non la réflexion, la prévoyance, l'équité, l'amour de la Patrie. Les révolutions les plus

plus sanglantes n'ont fait pour l'ordinaire que bannir des noms, que changer de vaines formes, sans jamais toucher à la source du mal; elles ont fait disparoître des tyrans, en laissant subsister les racines de la tyrannie, toujours prêtes à repousser sous quelques formes nouvelles. A la suite des révolutions, les peuples rentrent sous l'ancien joug, ou sous quelque joug nouveau; dès que l'orage est passé, vous ne leur voyez prendre aucunes précautions pour l'avenir. Un Tyran mort ou chassé est remplacé par un nouveau Tyran, souvent plus implacable & plus méchant que le premier. Le vulgaire mécontent ne se conduit pas avec plus de sagacité, que le chien qui s'en prend à la pierre qu'on lui jette, sans aller jusqu'au bras qui l'a lancée.

QUELS effets vraiment utiles a-t-on vu résulter dans un grand nombre de pays de tant de guerres civiles, de tant de révoltes, de tant de tyrans détrônés, expulsés, assassinés (12)? Le sort des peuples a-t-il changé pour cela; en sont-ils devenus plus libres, plus fortunés? Ces sanglantes tragédies, si souvent réitérées dans l'Asie, ont-elles procuré quelque soulagement à des esclaves que l'ignorance & la superstition semblent avoir destinés à des chaînes éternelles? Il faut des lumières, de la prudence, de la vertu pour réformer une administration vicieuse; il faut de la raison pour connoître le prix de la vraie liber-

(12) La mort du Roi Charles I. ne fut d'aucune utilité au Peuple Anglois; son Roi fut remplacé par Cromwell qui fut un Tyran. L'exemple de ce même Prince ne servit de rien à ses deux fils; Charles II. fut un Tyran de belle humeur, continuellement occupé à opprimer ses sujets, Jacques II, son successeur & son frere, se fit chasser par sa cruauté & son fanatisme tyrannique.

té; il faut du courage & de la prévoyance pour l'établir sur des fondemens solides; la liberté qui s'acquiert par le désordre, l'ambition & la licence ne peut être de longue durée.

NON; ce n'est point par des convulsions dangereuses, ce n'est point par des combats, des régicides & des crimes inutiles que les plaies des nations pourront se refermer. Ces remèdes violents sont toujours plus cruels que les maux que l'on veut faire disparaître. C'est à l'aide de la vérité que l'on peut faire descendre Astrée parmi les habitans de la terre. La voix de la raison n'est ni séditieuse ni sanguinaire. Les réformes qu'elle propose, pour être lentes, n'en sont que mieux concertées. En s'éclairant, les hommes s'adoucissent; ils connoissent le prix de la paix; ils apprennent à tolérer les abus que, sans danger pour l'Etat, on ne peut anéantir tout d'un coup. Si l'équité permet aux nations de mettre fin à leurs peines, elle défend au citoyen isolé de troubler la patrie & lui ordonne de sacrifier son intérêt à celui de la Société. C'est en rectifiant l'opinion, en combattant le préjugé, en faisant connoître aux Princes & aux Peuples le prix de l'équité, que la raison peut se promettre de guérir les maux du genre humain, & d'établir solidement le règne de la liberté.



CHAPITRE III.

De la Liberté.

QUOIQUE rien ne soit plus nécessaire au bonheur des peuples que la liberté, ceux qui furent chargés du soin de les gouverner, se crurent toujours fortement intéressés à les en priver, afin d'être eux-mêmes à portée de donner un libre cours à leurs propres passions. Le Despotisme a sa source dans le cœur même de l'homme, qui, s'il n'est retenu par la justice ou la force, cherche à se rendre lui-même indépendant des autres, & voudroit les subjuguier, dans l'espoir de les obliger à seconder ses vues. Il n'y a qu'une raison éclairée qui puisse guérir de ce préjugé fâcheux, & faire sentir qu'on ne peut acquérir des droits réels, ou exercer une autorité légitime sur ses semblables, qu'en leur procurant des avantages & en leur montrant des vertus. Les Princes pour la plupart, méconnoissent ces vérités: ils trouvent bien plus court d'affervir tout d'un coup leurs sujets, que d'acquérir par des travaux pénibles & suivis, les lumières requises pour bien gouverner, ou que de se soumettre au joug de l'équité qui leur parut peu conforme à leurs intérêts personnels.

Le pouvoir arbitraire, le despotisme, ou la faculté de faire plier les Nations sous leurs volontés & leurs fantaisies, fut communément l'objet de l'ambition des Souverains, le centre de leurs

désirs, le but de tous leurs efforts. Ils ne se crurent vraiment puissants, heureux & grands, que lorsque tout leur fut permis; ils se regarderent comme foibles & méprisables, tant qu'il se trouva dans les sociétés, quelque obstacle assez fort pour résister à leurs passions. Uniquement occupés du projet de contenter leurs caprices du moment, incapables de porter leurs regards sur l'avenir, perpétuellement excités par des Ministres qui, pour tyranniser eux-mêmes, voulurent toujours faire des tyrans de leurs maîtres, les Rois méconnurent leurs propres intérêts qui n'auroient jamais dû se séparer de ceux de leurs Nations: ils ne sentirent pas que nul pouvoir sur la terre ne peut être assuré, s'il ne se fait des limites à lui-même (13).

EN conséquence de ces fausses idées des Souverains, il y eut presque en tout tems & en tout pays une lutte continuelle entre les Peuples, qui tâchèrent de défendre quelques portions de leur liberté, & les Princes, qui cherchèrent à l'anéantir tout-à-fait. Ceux-ci eurent communément l'avantage dans ce combat; les Princes dans toutes les Nations eurent toujours entre leurs mains, les mobiles les plus capables de déterminer les hommes à concourir à leurs desseins. Ils furent par-tout, & les maîtres des armées, & les dépositaires des trésors, & les dispensateurs des honneurs & des graces. Ils furent donc à portée d'écraser ceux de leurs sujets que leurs bienfaits ne purent séduire; ils les divisèrent d'intérêts, &

(13) *Ea demum tuta est potentia qua viribus suis modum imponit.*

les nations ainsi partagées & trahies par des citoyens vendus ou intimidés, ne purent opposer qu'une résistance très foible, aux efforts redoublés de leurs chefs, dont la volonté fut constante; qui employèrent tantôt la force & tantôt la ruse; qui se servirent à propos de l'espérance & de la crainte, & dont l'ambition active tendit toujours vers son but, sans le perdre jamais de vue. Les Nations furent trop heureuses; quand elles purent conserver quelques moyens pour se défendre des coups portés à leurs droits naturels par ceux qui n'étoient destinés qu'à les y maintenir.

NONOBTANT des combats si inégaux, quelques peuples, servis par les circonstances, plutôt que par la prudence, sont parvenus à conserver ou à recouvrer, sinon une liberté entière & solide, du moins une portion de liberté qui leur procura des avantages marqués sur les autres peuples, forcés, pour la plupart, de succomber sous le pouvoir de leurs maîtres. Néanmoins jusqu'à présent les nations n'ont obtenu qu'une liberté précaire qui, faute d'être établie sur des fondements solides, peut se perdre à chaque instant: celles qui se croient les plus libres & qui nous vantent avec emphase les avantages de leur heureuse constitution, paroissent encore bien éloignées de se faire une juste idée de la liberté, de savoir la distinguer de l'anarchie ou de la licence, de connoître les moyens de la rendre inébranlable (14).

(14) En Angleterre le Peuple se livre à la plus grande licence, & à des séditions très-fréquentes; ceux qui gouvernent la Nation n'ont encore pu établir aucune sûreté dans les chemins, où les

LES anciens, quoique fort zélés pour la liberté, ne nous en ont pas transmis des idées bien précises. Cette liberté fut souvent pour eux, ainsi que pour les modernes, un mot vague, une Divinité inconnue qu'ils adoroient sans se la définir. Pour les Athéniens, la liberté ne fut que la licence effrénée d'un peuple vain, léger, oisif, injuste & cruel avec gaieté, qui souvent crut l'exercer en commettant les crimes les plus noirs & les plus opposés à ses vrais intérêts. Quelle pouvoit être la liberté d'un peuple qui punissoit le mérite & la vertu par l'ostracisme & la ciguë, ou qui persécutoit les Aristides, les Socrates, les Phocions ?

LES Romains se crurent libres, dès qu'ils n'eurent plus de Rois. Dupes d'un mot, ils furent dans tous les tems de la République des esclaves inquiets & turbulents, guidés par des tribuns ambitieux qui les souleverent à tout moment, & avec raison, contre des Sénateurs & des Patriciens confédérés pour exercer sur les Plébéiens, & l'usure, & la tyrannie la plus dure. Impatientés de leur joug, à la suite de dissensions, de guerres civiles & de proscriptions sanglantes; affoiblis par leurs fureurs, ces fiers Romains tombèrent sous le joug d'un Dictateur, qui les transmit comme son héritage à des Empereurs détestables, sous lesquels ces ennemis du nom royal, furent des esclaves très satisfaits

voleurs exercent leurs brigandages. Les Anglois craignent la *Po-
lice*, parce qu'ils la regardent comme un instrument qui, dans la main du Souverain, peut introduire le Despotisme : ils aiment mieux être volés, que de confier au Monarque le soin de les garder, & celui-ci aime mieux laisser voler & assassiner ses sujets, que de leur permettre de se garder eux mêmes & sans lui.

d'avoir du pain & des spectacles (15), & dans les cœurs desquels il ne fut plus possible de réveiller aucun sentiment de liberté.

ON nous montre les Pompées, les Catons, les Cicérons, les Brutus comme des champions & des martyrs de la liberté romaine, tandis qu'en regardant la chose de plus près, on trouvera qu'ils n'ont été réellement que les défenseurs & les victimes des prétentions injustes du Sénat tyrannique, dont l'ambitieux César prétendit affranchir ses concitoyens: celui-ci, sous prétexte de délivrer sa Patrie du joug d'une Aristocratie oppressive, secondé par ses légions, la mit dans ses propres fers. Ainsi le peuple le plus libre devint l'esclave volontaire d'un citoyen rempli de courage & d'artifice qui, après l'avoir gagné par des largesses, des spectacles, des exploits glorieux, sut habilement se servir du beau nom de liberté pour l'enchaîner à jamais.

FAUTE d'avoir des idées vraies de la liberté, les Peuples furent communément les dupes de ceux qui sacrifioient évidemment la Patrie à l'ambition qu'ils avoient d'y jouer eux-mêmes un rôle distingué. Les factions dans les corps politiques peuvent être comparées aux hérésies & aux disputes dans la Religion: les Peuples y prennent part sans jamais y rien comprendre; ils se battent pour des mots auxquels on leur a dit d'attacher de l'importance. *Liberté* ne fut presque en tout pays qu'un mot de ralliement dont des ambitieux imposteurs se servirent, comme les Prê-

(15) *Panem & Circenses.*

VOYEZ JUVENAL. SAT. X. VERS 81.

tres du mot *Religion* pour enflammer la multitude. Des fourbes profitent de la crédulité du vulgaire & ne l'échauffent pour la liberté, que dans la vue d'exercer eux-mêmes la plus affreuse des licences.

LA liberté, comme on l'a dit ci-devant, est le pouvoir de prendre les moyens nécessaires pour se procurer le bien-être. Cette liberté est limitée par la raison ou par l'intérêt de notre propre conservation, même lorsque nous nous trouvons seuls. Dans l'état de société, les limites de la liberté du citoyen sont fixées, soit par l'équité naturelle qui lui défend de nuire aux autres, soit par des loix positives destinées à lui faire observer ses devoirs envers ses associés.

AINSI dans quelque état que l'homme se trouve, quoiqu'il ait le droit d'être libre, quoique la liberté politique soit nécessaire à son bonheur, il ne lui est pas permis d'en abuser : seul ou dans l'état de nature, il est puni de l'abus qui nuit à son bien-être ; dans la Société, il en est puni par la loi qui protège ses associés, comme elle le protège lui-même.

LA Société n'est utile que parce qu'elle fournit à ses membres les moyens de travailler librement à leur bonheur. D'où il suit que le gouvernement, fait pour exécuter les intentions de la Société qu'il représente, doit à ses sujets la liberté nécessaire à leurs travaux, & doit assurer cette liberté par des loix capables de réprimer tous ceux qui voudroient l'envahir. La liberté est donc une dette, & non une faveur : elle est un bien sans lequel tous les autres avantages dis-

paroissent. La Société, le Gouvernement, la Loi ne sont faits que pour nous tracer la route au bien-être, de façon à ne point mettre d'obstacles au bien-être des autres.

UN Pays vraiment libre seroit celui où chaque citoyen, protégé par la Loi, jouiroit de la faculté de travailler à son propre bien-être, ou à son intérêt particulier, & où il ne seroit permis à personne d'agir contre l'intérêt général, ou de nuire au bien-être de ses concitoyens. Une Société est libre quand tous ses membres sans distinction sont soumis à l'équité, qui est invariable, & non à la volonté de l'homme si sujette à changer. Une liberté juste ne laisse à chacun que le pouvoir de chercher son avantage propre, sans préjudice de celui d'un autre. On n'est plus libre, on est licentieux, dès qu'on s'écarte des règles immuables de l'équité, de la vertu, de la morale, que nulle institution ne peut jamais contredire, que nulle Société ne peut anéantir sans se détruire elle-même.

LA liberté ne consiste donc pas, comme quelques gens l'imaginent, dans une égalité prétendue entre les concitoyens: cette chimere adorée dans les Etats Démocratiques, mais totalement incompatible avec notre nature, qui nous rend inégaux pour les facultés, soit du corps, soit de l'esprit. Cette égalité seroit encore injuste, & dès lors incompatible avec le bien de la Société, qui veut que les citoyens les plus utiles à la chose publique soient les plus honorés, les mieux récompensés, sans être pour cela dispensés de la loi générale qui prescrit à tous des règles uniformes.

La vraie liberté consiste à se conformer à des loix qui remédient à l'inégalité naturelle des hommes, c'est-à-dire, qui protègent également le riche & le pauvre, les grands & les petits, les souverains & les sujets. D'où l'on voit que la liberté est également avantageuse à tous les membres de la Société.

QUAND on nous dit que les loix doivent être stables & permanentes, on ne veut pas indiquer par là que jamais ces loix ne puissent être changées : les circonstances & les besoins des nations n'étant pas éternellement les mêmes, leurs loix sont faites pour se régler sur ces circonstances & ces besoins. (16) Les loix ont toute la fixité & la stabilité convenable, quand personne ne peut les changer, sans l'aveu de la nation, pour qui ces loix sont faites. Par-tout où quelqu'un est le maître de changer les loix sans l'approbation de la Société, il ne peut pas y avoir de liberté.

QUELQUE soit la forme du Gouvernement, l'on est libre par-tout où il n'est permis à personne d'exercer la licence ou de toucher aux loix : on est esclave par-tout où ceux qui gouvernent, peuvent se mettre au-dessus de la justice & des loix. La loi assure la liberté, elle ne la détruit pas ; elle est faite pour lier les mains de tous ceux qui voudroient envahir la liberté des autres ou les priver de leurs droits. Tout Souverain qui veut empiéter sur la liberté de son Peuple, est un

(16) On assure que dans la République de Gènes, la durée de toute loi est fixée à cinquante ans, au bout desquels le Sénat délibère pour savoir si elle doit être abrogée, ou si l'on doit continuer de l'observer. Les loix que le sage Locke avoit faites pour la colonie de la Caroline, ne devoient durer que cent ans.

prévaricateur, un usurpateur, un ennemi de la Société. La liberté ne donne pas le droit de résister à l'autorité, ou de s'exempter des règles; elle donne le droit de faire ce qu'on doit vouloir & non pas ce qu'on veut. En un mot, être libre, c'est n'obéir qu'aux loix.

UN citoyen n'exerce pas sa liberté en résistant à une autorité légitime; il est alors un insensé qui brise la barrière destinée à le garantir lui-même. Tout citoyen, dit Locke, qui renverse un gouvernement équitable, se rend coupable du sang & des maux de ses concitoyens. Tout souverain qui anéantit les loix, est un forcené qui s'expose à la licence des citoyens qu'il a lui-même déchaînés.

LES passions des hommes doivent être, ou contenues par la raison, ou réprimées par la crainte. Tout homme qui ne craint rien sur la terre, ou qui n'écoute pas la raison, devient un être insociable. Une nation qui connoît le prix de sa liberté, doit désarmer l'ambition de ses chefs, la priver de la force dont elle pourroit abuser, lui prescrire des règles qu'elle ne puisse enfreindre sans danger. En un mot, c'est évidemment à la Société qu'il appartient de régler la manière dont elle veut être gouvernée, & de juger si les règles sont fidèlement observées.

MAIS, comme on a vu, la violence & le désordre ont seuls présidé, soit à l'établissement, soit aux réformes des gouvernements. Les nations sans expérience ont rarement su ce qu'elles devoient exiger de leurs souverains, & n'ont eu ni la force, ni la prudence, ni la prévoyance nécessaires pour leur prescrire des règles d'admini-

stration; quand elles en ont fait, elles ont été si vagues & si peu précises, qu'il fut toujours facile à l'audace de les étendre, ou à l'adresse de les éluder. Les loix qui reglent le pouvoir suprême, devroient être les plus simples & les plus claires de toutes; elles sont les plus importantes au bonheur social; dans les cas incertains ou douteux, c'est à la nation seule qu'appartient le droit de les interpréter, de les étendre ou de les rassembler, en un mot, de faire connoître ses vraies intentions.

IL n'existe pas encore de forme de gouvernement, par laquelle la liberté publique soit convenablement assurée & l'ambition des chefs efficacement contenue. La liberté est incertaine & chancelante dans les nations mêmes qui en paroissent le plus fortement éprises; elle est totalement bannie de toutes les autres contrées de la terre où son nom même est entièrement ignoré. (17)

(17) Un peuple de Labor & de Kachemire appelé Sèyk est gouverné par quatre Magistrats élus tous les ans par leurs concitoyens. Le Souverain de cette nation est un livre placé sur un trône avec un sabre, un bouclier & un poignard: par ces symboles ce Peuple Republicain désigne qu'il n'est gouverné que par la loi qui punit, qui protège & qui commande également aux chefs & aux citoyens. Les quatre Magistrats sont chargés de consulter le livre & d'annoncer au Peuple les oracles de la loi qui sont reçus avec une vénération profonde. D'autres relations nous apprennent que ce Peuple est sans culte ainsi que sans Monarque, & qu'il est le plus vertueux & le plus courageux de l'Indostan.

VOYEZ LE JOURNAL DES BEAUX ARTS MARS 1771. PAG. 408.
ET SS. ET DOW. HIST. DE L'INDOSTAN.

CHAPITRE IV.

Du Gouvernement mixte. Des Représentans d'une Nation.

DANS la vue de remédier aux abus & aux inconvénients de chacun des gouvernements dont nous avons parlé, quelques Peuples ont imaginé des Gouvernemens *mixtes*, c'est-à-dire dans lesquels l'Autorité Souveraine fût partagée & contrebalancée par des corps, chargés de stipuler les intérêts de la Société & de réclamer en son nom contre les abus dont elle peut souffrir. La nécessité de ces corps est déjà un vice dans la constitution d'un Etat, où les intérêts du Souverain ne devroient jamais être opposés à ceux de ses Sujets. Ceux-ci connurent très rarement les vrais moyens de se mettre en garde contre une autorité, destinée à les protéger & à les rendre heureux.

LES Nations, composées d'une foule d'individus peu d'accord, ne purent pas communément stipuler par elles-mêmes leurs propres intérêts: elles furent obligées de choisir des *Représentans*, c'est-à-dire des citoyens qu'elles chargerent de parler en leur nom, d'exposer au Souverain leurs intentions, leurs besoins & leurs vœux. Dans presque tous les pays soumis au Gouvernement Monarchique, nous voyons quelque corps chargé de délibérer avec le Prince sur les affaires publiques. Le Sénat Romain établi par Romu-

lus fut un corps de Représentans, ou un Conseil National établi par le Souverain lui-même. Suivant Tacite, toutes les Nations de la Germanie jouissoient d'un Gouvernement mixte, dans lequel le chef délibéroit avec les guerriers les plus distingués ou les nobles, qui concouroient avec lui dans la confection des loix & dans les affaires d'importance. On retrouve la même forme de gouvernement chez les Scythes, les Tartares, les Sarmates, les anciens Saxons; & chez les Modernes parmi les Polonois, les Suédois, les Allemands, les Anglois, les François, &c.

Les gouvernemens pour la plupart, comme on a vu ci-devant, se sont établis par la force des armes. Les Peuples vaincus reçurent la loi des vainqueurs, qui communément les gouvernerent d'une façon militaire. Réduits en esclavage, ces Peuples n'eurent point de part à l'administration publique, ils ne furent comptés pour rien dans l'Etat; les guerriers coopérateurs de la conquête devinrent les seuls Représentans de la Nation, & réglèrent son sort conjointement avec le Souverain. Mais ces Représentans, établis par la force ou par la volonté du Prince, songerent rarement à stipuler les intérêts d'un Peuple méprisé; ils ne penserent qu'à leurs propres intérêts, qui décidèrent de tout & devinrent la loi générale: ils profiterent de la foiblesse des Rois pour limiter l'autorité suprême que ceux-ci ne purent maintenir contre des guerriers turbulents & séditieux qui jamais ne connurent d'autre loi que la force. Ainsi ces Représentans devinrent des tyrans également incommodes & pour les Souverains & pour les Sujets. Tel fut l'état des

choses durant le brigandage systématique connu sous le nom de *Gouvernement Féodal* qui pendant un grand nombre de siècles, régla le sort de presque toutes les Nations Européennes, & qui subsiste encore, en tout ou en partie, chez quelques Peuples modernes. Les Nobles ou les Grands sont presque en tout pays les Représentans nés des Nations; en conséquence les Nations sont communément sacrifiées aux intérêts des Grands, qui, après les avoir séparé de ceux de la Société, finissent tôt ou tard par devenir les esclaves d'un Prince habile.

LES Rois profitèrent habilement des divisions continuelles de ces Représentans, armés pour les soumettre à l'Autorité Souveraine. Dans la vue de contrebalancer leur pouvoir, ils admirent le Peuple, sous le nom de *Communes* ou de *Tiers-Etat*, dans les assemblées nationales, où celui-ci fut représenté par des citoyens de son corps. De cette manière, la partie la plus nombreuse de la Nation obtint le droit de prendre part aux affaires & de stipuler ses propres intérêts. Mais comme ces intérêts ne s'accorderent que rarement avec ceux des Princes, ceux-ci se servirent des forces & des richesses déposées dans leurs mains, pour diviser, intimider, corrompre les Représentans de leurs Nations, qui eurent souvent autant à redouter la trahison ou la vénalité de ceux qu'elles avoient chargés de ménager leurs droits, que les entreprises violentes ou les artifices de la puissance suprême. Les Souverains, qui toujours tendirent au Despotisme, ont souvent réussi à détruire peu-à-peu les corps anciennement chargés de tempérer & de balancer leur pouvoir;

ces corps font anéantis dans plusieurs contrées ; mais quand les Rois n'ont pu parvenir à les faire disparaître , ils se sont servis de l'appas des titres , des récompenses , des places , des richesses pour mettre dans leurs propres intérêts ceux qu'ils voyoient chargés des intérêts de leurs Peuples. Ainsi , la représentation devint illusoire , & la Puissance Souveraine trouva pour l'ordinaire , dans les Représentans des Nations , des hommes toujours disposés à entrer dans ses vues , & à munir ses volontés de leurs suffrages vénaux.

C'EST ainsi que par l'activité des Princes ou de leurs Ministres , par la perfidie des Représentans des Peuples , par la division des intérêts des différens Ordres de l'Etat , par la négligence ou l'inexpérience des Nations , la liberté se perd peu à peu , & finit souvent par faire place , à un despotisme avéré , qui parvient quelquefois à l'éteindre totalement , dans le cœur même des sujets.

LE problème le plus important en Politique , c'est de trouver le moyen d'empêcher que ceux qui n'ont aucune part au Gouvernement ne deviennent la proie de ceux qui les gouvernent. Quels remèdes opposer à l'ambition des Princes toujours prêts à tout envahir ? Comment une Nation peut-elle se mettre en garde contre les trahisons de ceux qu'elle charge de parler en son nom ? Comment garantir ses Représentans des séductions de la Puissance Souveraine qui distribue tous les biens que les hommes désirent ? Ces effets ne peuvent s'opérer que par le moyen de bonnes loix , faites pour fixer les droits & des Souverains & des Représentans du Peuple , & pour réunir d'intérêts tous les membres de la Société.

UNE

UNE trop grande masse de pouvoir & de richesses confiée au Monarque, des prérogatives trop étendues, des droits indéfinis, sont des choses qui l'inviteront toujours à empiéter sur les droits légitimes de son Peuple. Un Prince toujours armé deviendra tôt ou tard le maître absolu d'un Peuple désarmé ; celui-ci n'aura jamais la force de parer les coups inopinés que l'autorité souveraine voudra lui porter. Tant de nations ne sont asservies, que parce qu'en tout pays leurs chefs ont à leurs ordres des mercenaires, des hommes sans Patrie, ou qui ne connoissent pas d'autres liens que ceux qui les attachent aux intérêts de leurs maîtres. C'est de la Société que doivent dépendre les citoyens qu'elle stipendie ; c'est à la Société qu'ils doivent jurer d'être fidèles ; nulle puissance ne peut avoir le droit d'armer contre la Patrie les enfans qu'elle nourrit. C'est pour se défendre, qu'une nation a des armées. Ce n'est pas pour être asservie qu'elle entretient des soldats : une nation armée tient dans ses mains sa propre sûreté. Dans un pays jaloux de sa liberté, tout citoyen devroit être en état de porter les armes. Si le métier de la guerre faisoit partie de l'éducation publique, nulle force ne pourroit usurper les justes droits d'un peuple.

LES deniers publics levés sur le travail & les possessions des citoyens, sont destinés à servir aux vrais besoins de l'Etat ; ils ne sont pas faits pour entretenir la splendeur & la vanité d'une cour, ou pour corrompre les Représentans du Peuple. Ce n'est pas pour alimenter la paresse de quelques courtisans inutiles, ou pour récompenser les conseils perfides de quelques favoris, que

les citoyens sacrifient une portion de leurs biens. Les trésors d'une nation ne peuvent sans une prévarication manifeste être employés à la corruption ou à payer des traîtres. La Nation elle-même doit confier les fonds destinés au maintien de la chose publique, à des hommes choisis qui lui en rendent un compte fidele à elle-même, sous peine d'être sévèrement punis. Les malversations, & les vols publics sont-ils donc les seuls que les loix doivent autoriser ?

Pour être fidèlement représentée, la Nation choisira des citoyens liés à l'Etat par leurs possessions, intéressés à sa conservation ainsi qu'au maintien de la liberté, sans laquelle il ne peut y avoir ni bonheur ni sûreté. En vain une Société remettrait-elle son sort entre les mains d'hommes avarés, vicieux, débauchés, sans conduite, sans lumieres, sans probité, qui ne connoitroient point les droits de l'équité ; le Peuple ne se trompe gueres sur les hommes qu'il a sous les yeux ; quiconque a du mérite & des talents se fait bientôt connoître à ses concitoyens. Une nation doit choisir des gens de bien, si elle veut être tranquille sur ses intérêts.

Pour avoir des Représentans dignes de stipuler les intérêts de la Patrie, la vénalité, la corruption, la licence & la brigue doivent être rigoureusement bannies des élections ; un Peuple qui vend lâchement ses suffrages, doit s'attendre à être lâchement revendu. La voie tranquille du scrutin doit être préférée à ces élections tumultueuses qui nécessairement font disparoître le sang froid de la raison. Quels fruits peut-on se

promettre de Représentans élus au milieu de la crapule & dans des orgies aussi turbulentes, que le festin des Centaures & des Lapithes !

SATISFAITS du choix honorable de leurs concitoyens, ou, si l'on veut, du salaire fixé par la Nation, les Représentans s'engageront de la façon la plus solennelle à ne recevoir ni faveurs, ni pensions, ni graces du Thrône, sous peine d'être déchus par le fait du droit de stipuler les intérêts de leurs concitoyens. Que ceux-ci d'ailleurs se conservent le droit de révoquer les pouvoirs qu'ils trouveront avoir remis en des mains infidèles. N'est-il donc pas dans l'ordre que les Représentans dépendent de leurs Constituans, qui seuls doivent juger, s'ils sont bien ou mal représentés ?

NULL Représentant d'un Peuple ne doit être perpétuel, ni transmettre son droit à sa postérité. Les intérêts de tout homme sont sujets à varier : tout corps permanent se fait des droits & des intérêts à part. La naissance ne donne ni les talents, ni la sagesse, ni les vertus nécessaires pour remplir des fonctions, desquelles dépend le bien-être d'une nation entière. Le mérite personnel doit conduire à cette magistrature honorable.

LA faculté d'élire des Représentans ne peut appartenir qu'à de vrais citoyens, c'est-à-dire, à des hommes intéressés au bien du Public, liés à la Patrie par des possessions qui lui répondent de leur attachement. Ce droit n'est pas fait pour une populace désœuvrée, pour des vagabonds indigents, pour des âmes viles & mercénaires.

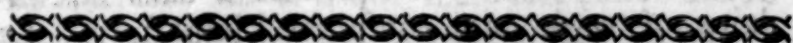
Des hommes qui ne tiennent point à l'Etat, ne sont pas faits pour choisir les administrateurs de l'Etat.

PAR le mot *Peuple*, on ne désigne point ici une populace imbécille qui, privée de lumières & de bon sens, peut à chaque instant devenir l'instrument & le complice des Démagogues turbulents qui voudroient troubler la Société. Tout homme qui a de quoi subsister honnêtement du fruit de sa possession, tout pere de famille qui a des terres dans un pays, doit être regardé comme citoyen. L'artisan, le marchand, le mercenaire doivent être protégés par l'Etat qu'ils servent utilement à leur manière, mais ils n'en sont de vrais membres, que, lorsque par leur travail & leur industrie, ils y ont acquis des biens fonds. C'est le sol, c'est la glèbe qui fait le citoyen; un Politique moderne a dit avec raison que, *la terre constitue la base physique & politique d'un Etat.*

• UNE Représentation sagement distribuée pourroit remédier aux inconvénients qui résultent de la trop grande étendue d'une nation. Dans ce cas chaque Province ou district pourroit avoir une assemblée de Représentants ou d'Etats Provinciaux, établie dans chaque district, qui choisiroient quelques-uns de leurs membres ou députés pour se rendre à l'Assemblée Nationale, ou aux Etats Généraux. Ces Etats particuliers donneroient leurs instructions à leurs Députés, & leur prescriroient la conduite qu'ils auroient à suivre d'après le vœu du district ou de la Province.

ENFIN les Etats ou Représentans d'une nation doivent avoir le droit de s'assembler à volonté,

pour travailler aux affaires publiques, ou bien à des tems fixés, sans avoir besoin d'une convocation expresse: ils doivent pareillement se séparer de leur plein gré. L'expérience nous montre que les Princes, toujours ennemis des obstacles qui s'opposent à leurs volontés arbitraires, ne sont pas empressés à convoquer les Représentans de leurs Peuples; ou bien ils dissolvent leurs assemblées, dès qu'ils ne prévoient pas pouvoir les amener à leurs vues.



CHAPITRE V.

De la Liberté de penser. Influence de la Liberté sur les Mœurs.

LA libre communication des idées, l'instruction, la publication des découvertes utiles sont des choses intéressantes pour toute Société. Tout bon citoyen doit ses talents & ses lumières à ses associés. Ainsi, dans un pays bien gouverné, l'homme est en droit de penser, de parler & d'écrire; cette liberté est une digue puissante & nécessaire contre les complots & les attentats de la tyrannie. Un bon avis, un écrit peuvent être quelquefois des services importans. Il n'est point de citoyen qui ne doive contribuer à la félicité de son pays; l'homme qui pense, inutile & désagréable sous le Despotisme, sert sa Patrie par ses recherches & ses réflexions. L'apathie, l'indifférence pour le bien public ne peuvent être des vertus, que dans des esclaves; elles n'en sont pas

pour l'homme de bien qui doit s'intéresser au bonheur de sa Patrie.

CELUI qui, sous prétexte de servir la Société, ne cherche qu'à la troubler en calomniant ses chefs, en allarant mal-à-propos ses concitoyens, en plongeant le poignard dans le cœur de ses associés, un tel homme, dis-je, n'exerce point sa liberté, mais sa méchanceté. On ne trouble point par des écrits un pays bien gouverné; une administration équitable a dans sa conduite même de quoi confondre l'imposture. La vertu est un bouclier impénétrable à la calomnie. Priver les citoyens de la liberté de parler & d'écrire, sous prétexte qu'ils peuvent en abuser, est aussi peu sensé, que de les empêcher d'avoir des flambeaux pour s'éclairer, sous prétexte que l'on peut s'en servir pour produire un incendie.

LA liberté de penser en matière de Religion, ne peut être ravie aux hommes, que par une injustice aussi absurde qu'inutile. Chaque homme ayant reçu la religion de ses pères, y est attaché par habitude, & la suppose nécessaire à son bonheur éternel. Il n'appartient donc qu'à la tyrannie de vouloir lui arracher ce qui lui paroît indispensable à son bien-être. Nonobstant ces réflexions si simples, on ne voit pas, même dans les nations les plus libres, une tolérance complète en matière de religion. Le Christianisme, insupportable par son essence, ne permet guères aux partisans de sectes différentes de s'aimer. En tout pays la Religion du Prince opprime & fait sentir son antipathie à ceux qui refusent de l'admettre. Rien de plus contraire à l'humanité, à la justice,

à la sociabilité parfaite, que toutes les Religions nationales qui prétendent jouir exclusivement de l'approbation du ciel; elles deviennent communément tyranniques, ennemies de la liberté de l'homme, & foulent aux pieds les devoirs les plus saints de la morale.

Les sectes multipliées ne deviennent dangereuses dans un Etat, que lorsque l'une d'entre elles s'arroge le droit de persécuter ou d'opprimer les autres. La violence seule fait éclore des fanatiques, & produit des troubles dans l'Etat. La liberté de penser & d'écrire est un contrepoison assuré contre les folies & les transports du fanatisme. La raison cultivée en liberté, répand ses lumières chez un peuple libre, & amortit peu-à-peu l'influence des chimères & des terreurs paniques. D'ailleurs sous un gouvernement heureux & sage, les imposteurs n'ont pas de motifs pour échauffer les esprits; ce n'est que dans une nation opprimée & mécontente, que les fourbes trouvent des matériaux disposés à s'allumer. Une nation vraiment libre seroit bientôt heureuse & raisonnable, & par conséquent très difficile à troubler.

On nous dira peut-être que les pays libres que nous voyons aujourd'hui, sont sujets à des troubles fréquents, & à des factions continuelles. Mais il est aisé de voir que ces désordres viennent de ce que, même dans les nations les plus libres, la liberté n'est point encore établie sur une base assez solide. On est forcé de craindre sans cesse pour elle, sur-tout quand on a lieu de voir qu'elle est sans cesse ouvertement & sourdement attaquée par des ennemis puissants, &

défen due par des amis foibles ou des traîtres. D'ailleurs, comme on a déjà dit, les agitations auxquelles des pays libres font souvent exposés, feroient elles-mêmes préférables à la stagnation mortelle que le despotisme produit. Mais nous avons déjà fait voir ce que l'on doit penser de la tranquillité que le Despotisme procure; & tout nous prouve que c'est dans les contrées où il règne avec le plus de violence, que l'on voit les révolutions les plus subites, les plus terribles, les plus fatales aux Souverains.

LES révoltes des peuples sont toujours des effets de l'oppression & de la tyrannie: les peuples ne prennent de la défiance & de la haine pour leurs chefs, qu'après avoir apperçu des marques réitérées de leur mauvaise volonté. L'injustice des Souverains brise les liens de la Société; leur licence invite les Peuples à la licence; leurs attentats provoquent des attentats, ou forcent les Nations à les punir & à se faire justice elles-mêmes. Si les Princes étoient plus justes, les Sujets seroient plus tranquilles: s'ils n'attendoient pas à tout moment sur les droits des hommes & sur leur liberté, ils ne fourniroient pas si souvent des prétextes aux entreprises des factieux, des esprits inquiets & turbulents. En général les hommes préfèrent le repos au mouvement: leur paresse, leur timidité, l'amour du repos, les liens si puissants de l'habitude les retiennent, tant qu'ils croient entrevoir le terme de leurs peines. Ne voyons-nous pas des peuples très malheureux, qui souffrent en silence, & qui n'osent rien entreprendre pour améliorer leur sort? Il n'y a pour l'ordinaire que l'excès de la tyrannie, qui mette

les nations en feu ; c'est alors les Tyrans que l'on doit regarder comme les vrais incendiaires. Locke nous dit, qu'une longue suite d'oppressions, d'abus, de négligences, d'injustices, de prévarications font assez connoître à tout citoyen raisonnable, l'état de son pays, & en cas que pour lors la nation vienne à s'expliquer, il sçaura qu'il ne doit pas se ranger du côté des brigands & des pirates.

C'EST, je le répète, à la Nation, source unique & véritable de toute autorité légitime, qu'il appartient de juger si elle est bien ou mal gouvernée, bien ou mal représentée ; si ses loix lui sont utiles ou nuisibles. Un Gouvernement, quelqu'il soit, est fait pour la Nation, & non la Nation pour le Gouvernement. Les Rois sont faits pour les Peuples, & non les Peuples pour les Rois. Une Nation est donc en droit de révoquer, d'annuler, d'étendre, de restreindre, d'expliquer, d'altérer tous les pouvoirs qu'elle a donnés ; quand elle combat un Tyran, elle combat un furieux, elle se défend de ses coups ; ce n'est pas elle qui se révolte, c'est le Tyran. Si chaque individu de notre espece a le droit de se défendre contre l'agresseur qui l'attaque, par quelle étrange jurisprudence une Nation en corps seroit-elle privée d'un droit que l'on ne peut contester au dernier des citoyens ? Un Peuple peut, non seulement résister au Tyran qui l'outrage & qui travaille à sa ruine, mais encore il peut le traiter en ennemi : s'il a violé les loix, de quel droit réclame-t-il la protection de ces loix ? Destinées à servir de bouclier à ceux qui remplissent leurs engagements envers la Société, elles sont faites pour châtier tous ceux qui s'en déclarent les ennemis.

MAIS si les Nations jouissent incontestablement du droit de punir les Tyrans qui les outragent, ce droit n'appartient aucunement au citoyen isolé; celui-ci ne pourroit sans crime se rendre juge dans sa propre cause. Le plus juste des Princes, le plus cher à son peuple ne seroit pas à couvert des attentats d'un fanatique ou d'un scélérat, s'il étoit permis à tout citoyen de juger ou de punir les chefs de la Société. C'est à des Loix fondamentales, dictées par la justice, la prévoyance, le sang froid, qu'il appartient de fixer les droits des Princes & les bornes de l'obéissance des Sujets. C'est d'après ces loix, & non d'après le caprice ou le ressentiment du citoyen souvent aveugle, que les Souverains doivent être jugés. (18)

Toujours inquiets sur des droits qu'ils savent n'être fondés que sur l'opinion & le préjugé; toujours jaloux d'une autorité qu'ils ne veulent partager avec personne; toujours avides d'un despotisme qu'ils ne peuvent exercer sans alarmes & sans danger, les Princes regardent communément tous ceux qui réclament en faveur des Peuples, comme des ennemis de toute autorité, tandis qu'ils en sont les amis les plus sincères. Si nul Citoyen n'est intéressé à vivre dans la servi-

(18) Suivant les Loix de Sparte, les Ephores étoient les Juges des Rois, & les punissoient au nom de la Nation, quand ils l'avoient mérité: ce Tribunal avoit même le droit de les condamner à la mort. Si Charles I. Roi d'Angleterre fut un Tyran, il fut condamné par des rebelles, qui de leur autorité privée s'établirent Juges du Souverain sans l'aveu de la Nation. Les peuples presque en tout pays, ou n'ont pu faire des Loix, ou ont si peu prévu les cas, que la violence termine seule les querelles des Nations avec leurs Chefs. Jusqu'ici dans aucune contrée les hommes ne sont parvenus à faire, ni des Loix fondamentales solides, ni des *Capitulations* stables & raisonnables avec les Souverains.

tude ; nul Souverain n'est intéressé à exercer la tyrannie , qui , comme tout le démontre , devient toujours fatale à celui qui l'exerce , & met en danger sa vie ainsi que son autorité.

INDÉPENDAMMENT de l'équité qui veut que le Souverain remplisse ses devoirs , il est de son intérêt d'être exactement instruit des besoins , des vœux , des dispositions de son Peuple : celui-ci ne peut s'exprimer paisiblement que par la voix de ses Représentans qui partagent ses besoins & forment les mêmes desirs. Lorsque les loix fondamentales d'un Etat ont négligé d'établir des corps chargés de stipuler les intérêts des Nations ; ou lorsque la Tyrannie est parvenue à fermer la bouche de ceux qui étoient originellement destinés à parler en leur nom , par la nécessité même des choses , il se forme des corps qui représentent aux Souverains les vérités que leurs Courtisans & leurs Ministres leur laissoient ignorer. En les réduisant au silence , le Prince ne déclare-t-il pas hautement qu'il ne veut pas connoître la vérité , qu'il approuve les abus dont ses sujets se plaignent , qu'il prétend les éterniser ? Les esclaves d'un tyran n'ont personne qui lui parle pour eux , ils ne lui parlent que par des révoltes , des révolutions , des assassinats. Les Janissaires sont en Turquie les seuls Représentans de la nation. Pour les fautes d'un Visir , ils égorgent un Sultan qui souvent ne se doute pas que son Peuple est mécontent. Dans les Gouvernemens Despotiques , les plus grandes révolutions sont communément amenées par les causes les plus légères & les plus imprévues. Le Despote est toujours exposé aux coups de ses esclaves qui jamais ne

voient qu'en lui la source de leurs maux ; il est exterminé souvent avec plus de promptitude & moins de formalités que le dernier de ses Sujets. C'est toujours la tyrannie qui arme les mains des hommes contre elle-même. Tels sont les effets de ce gouvernement dangereux pour lequel les Princes ont la folie de soupirer, faute d'en apercevoir les dangers.

DANS un Etat Despotique, le Despote le plus débonnaire est souvent traité avec autant de fureur, que le tyran le plus coupable, il est puni pour les crimes de tous ses ministres. *Ton regne est fini*, disoit un Effendi au Sultan Achmet, *tes sujets révoltés ne te veulent plus pour maître, ils demandent à grands cris ton neveu.* *Què ne m'a-t-on plutôt appris la vérité*, répondit le Sultan accablé. Mais quel est le téméraire qui oseroit parler vrai à un maître dont un seul mot peut anéantir son esclave ? Conseiller un Despote, *c'est dit un Persan, laver ses mains dans son propre sang.* Ce n'est que dans un pays libre que le Souverain peut entendre la vérité, & jouir en sûreté d'un pouvoir légitime.

ON ne peut trop le répéter aux Princes ; nulle Puissance sur la terre n'est assurée, si elle ne reconnoît des bornes, toujours assez fixées par la justice & la raison. Un pouvoir illimité entre la main de l'homme doit, par la nature même de l'homme, dégénérer en abus, & devenir aussi funeste pour celui qui l'exerce, que pour ceux contre lesquels ce pouvoir est exercé. Tout prouvera dans le cours de cet ouvrage, que l'intérêt du Souverain ne peut jamais sans danger se sépa-

rer de celui de la Société qu'il gouverne: cet intérêt demande que l'autorité suprême soit guidée par la morale, également nécessaire au bonheur, & de ceux qui gouvernent, & de ceux qui sont gouvernés.

IL y a dans le pouvoir absolu quelque chose de si séducteur pour ceux qui ne l'ont point envisagé sous son vrai point de vue, qu'il est toujours très difficile d'en soustraire une portion à ceux qui sont accoutumés à l'exercer tout entier; à ceux qui sont consister leur gloire dans la faculté de fuivre aveuglément leurs fantaisies; à ceux qui ont entre les mains des forces pour défendre ce pouvoir. L'affranchissement des Peuples ne peut être que l'ouvrage de la justice, de la sagesse, des lumières, des grandes vues de ceux qui gouvernent; ou bien, à ce défaut, de la prudence des Nations, que des circonstances heureuses peuvent quelquefois mettre à portée de réformer les abus qui les ont longtems affligées.

CE n'est qu'en éclairant les hommes, que l'on peut espérer de les rendre & meilleurs & plus heureux qu'ils ne sont. Les Peuples & les Souverains sont également intéressés aux progrès des lumières, & ces lumières ne peuvent être que le fruit de la liberté. Ce n'est que dans un pays libre, que l'homme apprend à penser: tout homme qui ne réfléchit point est aussi peu capable de régler ses mœurs, que de se rendre heureux. Le républicain est fier; le sujet du despotisme est souple & poli; le citoyen libre a du ressort, de l'énergie, du courage; il connoît ses droits, il sent sa dignité, il s'estime lui-même, il fait cas

de l'estime des autres. Ces dispositions inconnues des ames avilies qui rampent sous le despotisme, viennent de l'idée de la sécurité, de la connoissance des appuis que la Société procure, de la certitude où l'on est que personne n'est en droit de nuire. Dans une nation libre, chaque citoyen se sent défendu par la loi & soutenu par tous ses concitoyens; il sçait que sa personne & ses biens ne sont point à la merci du plus fort, & que nulle puissance ne peut lui arracher des avantages qui lui sont garantis par tous ses associés.

A I N S I la liberté ennoblit l'homme, élève son ame, lui inspire le vrai sentiment de l'honneur, le rend capable de générosité, d'amour du bien public, d'enthousiasme pour la Patrie, de noblesse & de vertu.

C E n'est que dans un pays libre, qu'il existe une Patrie digne d'être aimée & défendue par ses enfans. La Patrie n'est qu'une marâtre peu faite pour être aimée, quand elle est asservie sous les caprices d'un tyran. C'est dans le sein d'une nation libre, que l'on trouve des vertus publiques: c'est là que des citoyens opulents cherchent à plaire à la nation, à mériter son estime, à s'illustrer par des monuments utiles. Des esclaves abjects n'ont d'autre but que de plaire à leur despote & de gagner ses faveurs par des bassesses. Le pouvoir absolu amortit l'amour de la Patrie; l'idée du bien public lui fait ombrage; rien ne se fait pour la nation; tous les monuments & les travaux n'ont pour objet que de repâtrer le faste, la vanité, la fantaisie du maître; le public dédaigné n'est jamais compté pour rien; dans les

entreprises les plus ruineuses pour lui, on ne consulte que la commodité du Prince, & jamais, celle des Sujets méprisés. Le bon citoyen est une plante exotique & rare qui ne peut point prendre racine dans un terrain que le despotisme a desséché.

La raison cultivée est le plus sûr antidote contre la corruption des mœurs. Mais la raison ne se cultive que dans un pays de liberté. Le despotisme, ainsi que la superstition, est l'ennemi né de la raison humaine; il ne veut commander qu'à des esclaves privés de raison, de lumières & de mœurs.

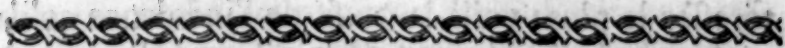
Si dans les pays qui jouissent de la plus grande liberté nous voyons régner des vices & des désordres aussi grands que dans ceux qui sont asservis, c'est que jusques ici les Nations les plus libres n'ont point assez réfléchi aux objets faits pour efficacement contribuer au bonheur national; elles n'ont point senti l'importance de l'éducation, la nécessité de former dès l'enfance des citoyens vertueux; elles n'ont point reconnu les vices de ces institutions antiques qui livrent la jeunesse entre les mains des hommes les moins capables de la rendre utile à la Société. Les législateurs de ces nations, entraînés par la routine, ou livrés eux-mêmes à des passions & à des vices nuisibles, n'ont point senti la liaison nécessaire de la vertu avec le bien public, & des lumières avec la vertu. Ils n'ont pas vu que la liberté ne peut être bien défendue que par des âmes nobles, honnêtes, généreuses, & qu'elle ne peut longtems subsister, quand elle n'a pour soutiens que des

ames vénales ou des hommes corrompus. Enfin ces législateurs n'ont point assez veillé sur les mœurs du Peuple, qui communément privé de raison, ne fait jamais distinguer la liberté de la licence. Le Peuple étant par-tout la portion la moins instruite & la plus inconsiderée d'une nation, est fait sur-tout pour attirer l'attention du législateur, & doit être contenu par des loix équitables & par une police sévère qui l'empêche de troubler la Société ou de commettre des injustices.

MAIS, par un effet naturel de la paresse ou du peu de prévoyance des hommes, ils s'endorment promptement, dès qu'ils jouissent du bien-être présent, & s'occupent très peu de l'avenir. La liberté, continuellement attaquée par l'ambition active, demande à être défendue par des citoyens vigilants. L'engourdissement & le sommeil sont aussi nuisibles à la liberté, que les factions & les dissensions civiles (19). Le despotisme fait mettre tout à profit; quand il ne peut réussir de vive force, il s'introduit à la faveur de la langueur où les richesses & le repos plongent souvent les Nations. L'oppression & le malheur, quand ils n'écrasent pas les hommes tout-à-fait, les tiennent éveillés & pressent fortement le ressort de leurs ames; voilà pourquoi du sein oppressé d'un esclave dont l'ame n'est point encore brisée, l'on entend quelquefois sortir des cris plus perçants que ceux des citoyens d'une Société qui jouit d'une partie de ses droits.

(19) *Libertas per inertiam amittitur.*

SALLUST.



CHAPITRE VI.

Réflexions sur le Gouvernement Britannique.

Si les Nations doivent espérer de se voir quelque jour plus sages & plus fortunées, ces effets, comme on vient de le dire, ne peuvent être attendus que du progrès des lumières, du développement ultérieur de la raison humaine, des expériences réitérées, des réflexions sérieuses sur le passé, le présent & l'avenir. S'il est rare de trouver des hommes qui réfléchissent, il est plus rare encore de trouver des nations dont les idées se tournent avec suite, même sur les objets les plus intéressants pour elles. Les expériences des pères sont communément perdues pour les enfants. Les révolutions antérieures sont bientôt oubliées par les sociétés présentes. Le gros des hommes se laisse entraîner par l'habitude, & ne se donne guères la peine de méditer sur les choses qui se passent sous ses yeux; on croit que ce qui subsiste a toujours subsisté, & ne peut être autrement qu'il n'est. (20)

VOILÀ sans doute la cause de cette indifférence presque générale que l'on trouve dans les hommes sur les objets qui feroient en droit de les in-

(20) *Vivimus ad exempla, nec ratione componimur, sed consuetudine abducimur. VOYEZ SENECA. EPIST. 124. Assiduitate quotidianâ & consuetudine oculorum assuescunt animi, neque ammirantur, neque requirunt rationes earum rerum quas vident.*

VOYEZ CICERO. DE NAT. DEORUM. LIB. II. CAP. 3.

téresser le plus; voilà la cause de l'indolence qu'ils montrent, lorsqu'il s'agit de la réforme des mœurs ou des abus politiques. Chacun souffre; chacun se plaint; chacun désireroit que les choses allas- sent autrement, mais bientôt on se console, par l'idée qu'elles n'ont jamais été & ne seront jamais plus sagement disposées. C'est ainsi que presque tout le monde raisonne. C'est ainsi que la paresse des hommes vient à bout d'amortir & de vaincre en eux jusqu'à la tendance naturelle qui les excite à chercher le bien-être. Les Nations, comme les individus, perpétuellement occupées d'objets frivoles, dans lesquels l'opinion & le préjugé leur font placer la félicité suprême, perdent à chaque instant de vue les objets solides & sur lesquels leur félicité durable devroit s'établir. Des peuples, contents de jouir d'une portion de liberté souvent très petite & très précaire, s'enthousiasment du commerce, s'enivrent de la passion des richesses, sacrifient tout à cette idole vaine, s'engagent à tout moment dans des guerres fatales, se ruinent pour s'enrichir; & remplis de ces idées extravagantes, ne songent ni à remédier aux abus dont ils souffrent le plus, ni à se procurer le bonheur intérieur & domestique, ni à cimenter par de bonnes loix la liberté publique qu'ils sont exposés à voir disparaître à tout moment. Voilà comment les hommes cherchent toujours le bonheur au-dehors, courent après son image, & ne voient pas que c'est chez eux qu'il faudroit l'établir.

APPLIQUONS ces réflexions à la Nation Britannique, la plus libre que l'on trouve maintenant sur la terre; dont le gouvernement passe

pour le chef-d'œuvre de la sagesse humaine ; qui jouit des plus grandes richesses & du commerce le plus étendu , & qui pourtant toujours en proie à des factions continuelles , ne renferme que des habitans mécontents de leur sort & souvent plus malheureux que les esclaves du Despotisme même.

IL NE suffit pas d'être riche pour être heureux , il faut encore savoir employer ses richesses d'une façon propre à procurer le bonheur. Il ne suffit pas d'être libre pour être heureux ; il faut ne point abuser de la liberté ; ne point la laisser dégénérer en licence ; ne point en faire un usage injuste. Il ne suffit pas d'être libre pour conserver sa liberté ; il faut en connoître le prix , la regarder comme le plus grand des biens , & ne point la sacrifier à des intérêts fardes ou à la passion servile de l'argent , qui , plus que toutes les autres , est propre à dégrader les ames , à rétrécir le cœur , à conduire l'homme à l'esclavage.

LE Peuple Anglois , célèbre dans l'histoire par son amour pour la liberté , qui long - tems le fit combattre avec succès contre ses Rois , est gouverné par un Monarque dont le pouvoir est supposé justement balancé par deux Corps chargés de concourir avec lui dans la législation & dans l'administration des affaires. L'un de ces Corps est composé des Nobles , des Grands , des *Pairs* du Royaume ; l'autre des Représentants du Peuple , choisis par le Peuple lui-même , qui forment la *Chambre des Communes*.

DANS l'esprit de bien des gens cette consti-

tution passe pour le plus grand effort de l'esprit humain : on croit jouir par son moyen des avantages de la Monarchie, de ceux de l'Aristocratie, & de la Liberté Démocratique. Mais pour juger sainement d'une machine si compliquée, il faut contempler le jeu de ses différents ressorts.

UNE Aristocratie, composée des Grands, dont l'éclat n'est jamais qu'une émanation du trône, doit par sa nature même craindre le pouvoir du Peuple & favoriser celui du Prince, source visible des titres, des honneurs civils & militaires, des pensions & des graces. Ainsi les intérêts de la portion aristocratique se confondent évidemment avec ceux du Monarque & ne peuvent presque jamais s'en séparer. Le Roi est donc assuré de la pluralité des suffrages dans la Chambre des Seigneurs. D'ailleurs il y trouve dans les *Seigneurs spirituels*, ou dans les Evêques qu'il a nommés, un parti toujours dévoué à ses volontés. Le Clergé fut en tout tems & en toute contrée bien plus disposé à flatter les Princes dans leurs entreprises, qu'à défendre la liberté des Peuples. Le Prêtre, ainsi que le Despote, ne veut que des esclaves & craint sur-tout la liberté de penser.

Tous les citoyens d'un Etat sont également intéressés au maintien de la liberté ; toutes les distinctions des rangs, tous les privilèges devroient disparaître, quand il s'agit d'un objet si important, fait pour servir de base au bonheur social. Les Grands, comme le Peuple, ont un même intérêt ; leur grandeur n'est rien, quand elle ne dépend que du caprice d'un maître. La distinction vaine & barbare du Noble & du

Roturier, est-elle faite pour subsister dans un pays dont tous les citoyens doivent travailler de concert à soutenir les droits de la raison & de la justice, sans lesquelles la liberté ne peut être solide? Est-ce donc être libre & grand, que de jouir de privilèges contraires à l'équité? „ La „ distinction odieuse & humiliante de *Nobles* & „ de *Roturiers* ne signifie dans son origine que „ des tyrans & des esclaves, des insolents & „ des malheureux. ” (21).

LA Chambre des Communes qui forme la partie démocratique du Gouvernement Anglois, est une assemblée nombreuse, & conséquemment tumultueuse & discordante de Représentans qui, élus une fois, ne prétendent plus être comptables à leurs Constituans, & ne peuvent pas être privés du droit de les représenter ou de parler pour eux. Ainsi ces Représentans peuvent, sans courir aucun danger, trahir les intérêts du Peuple & vendre sa liberté au Monarque: celui-ci en vertu de ses *prérogatives* est le dispensateur unique des trésors d'une Nation, qui par là lui fournit les moyens d'acheter les suffrages de ceux qu'elle charge de parler en son nom. D'où l'on voit clairement que le Souverain & ses Ministres sont à portée de se rendre les maîtres absolus des Représentans du Peuple.

CES Représentans sont élus par une Populace composée en grande partie de citoyens indigents que leur misère dispose à donner leurs suffrages aux candidats qui voudront les payer. C'est

(21) VOYEZ IDÉES RÉPUBLICAINES. PAG. 7.

au milieu des rixes, des cabales, des combats sanglants d'une troupe ainsi composée, le plus souvent plongée dans la crapule & l'ivresse, que s'élisent les hommes qui seront chargés de défendre la liberté publique contre les entreprises d'un Monarque & d'un Ministère en état de corrompre par mille moyens les adversaires qu'on leur oppose. Des Représentans de cette trempe lui livreront sans peine les droits d'un Peuple, qui pour les choisir, a déjà trafiqué de ses suffrages.

QUE peut-il résulter de cette conduite aussi ridicule que désordonnée? Le voici; une Nation à qui sa liberté a coûté tant de sang & de travaux n'a pu acquérir jusqu'ici que le droit de vivre dans des transes continuelles; pour n'avoir point eu la prudence de se réserver le pouvoir de punir des Représentans prévaricateurs, elle est forcée de souscrire en silence à leurs plus indignes perfidies. Les prérogatives immenses accordées à un Roi qu'elle fait l'exécuteur des loix auxquelles seul il donne leur sanction; qu'elle rend dépositaire du trésor public; qu'elle laisse maître absolu des armées, ces prérogatives, dis-je, suffisent pour le mettre à portée de subjuguier, quand il sera entreprenant, tous ceux qu'il ne pourra gagner par ses largesses, ses titres & ses places.

UNE très longue expérience prouve que dans la Grande-Bretagne, le *Patriotisme* de ceux qui se montrent opposés à la cour ou au parti du ministère, n'a pour objet que d'importuner le Souverain, de contrarier les actions de ses Ministres, de renverser leurs projets les plus sensés,

uniquement pour avoir part foi-même au Ministère, c'est-à-dire aux dépouilles de la Nation. Le Patriote Anglois n'est communément qu'un ambitieux qui fait des efforts pour se mettre en la place des ministres qu'il décrie; ou bien un homme avide qui a besoin d'argent, ou bien un factieux qui cherche à rétablir une fortune délabrée. Des patriotes de cette trempe sont-ils donc faits pour prendre sincèrement à cœur les intérêts de leur pays? Dès qu'ils jouissent des objets de leurs vœux, ils suivent les traces de leurs adversaires, & deviennent à leur tour les objets de l'envie & des criailleries de ceux qu'ils ont déplacés; ceux-ci paroissent à leur tour de vrais patriotes aux yeux d'un peuple inquiet, qui croit toujours que ses vrais amis sont les ennemis de ceux qui sont actuellement en pouvoir. Les peuples sont éternellement repris dans les mêmes pièges.

D'où l'on voit qu'un Peuple ainsi gouverné doit nécessairement être entraîné dans des factions éternelles, vivre dans une défiance & des allarmes continuelles; il doit craindre le pouvoir, le crédit & les artifices d'un Monarque ambitieux ou d'un ministère adroit. Il doit craindre la complaisance des Grands pour ce Monarque qui est la source de leur propre grandeur. Il doit craindre la perfidie des Représentans qu'il charge de ses propres intérêts, & que tant de causes peuvent séduire. Enfin il doit craindre sa propre folie.

UNE Nation déchirée par des cabales, des factions, des émeutes populaires, où les droits

d'aucun ordre de l'Etat ne sont clairement fixés ; dont les loix d'ailleurs sont multipliées , intelligibles , contradictoires ; une telle Nation , dis-je , peut-elle être jamais tranquille ou contente ? Tous les citoyens d'un Etat n'ont qu'un intérêt , c'est de vivre en paix , d'être bien gouvernés , d'avoir de bonnes loix , de jouir en sûreté des avantages que la nature & l'industrie peuvent procurer. Mais quel bonheur & quelle sûreté peut-il y avoir pour un peuple que la brigue , le désordre , l'intérêt fardé de quelques marchands avides peuvent à chaque instant précipiter dans des guerres inutiles pour les vrais citoyens , dans des dépenses énormes qui font naître des dettes énormes dont l'Etat est accablé pendant une longue suite d'années sans pouvoir jamais se libérer (22). Enfin la liberté peut-elle être sûre un instant , entre les mains d'une troupe de dépositaires perfides qui préfèrent l'argent à l'honneur & à la liberté ?

Pour être un vrai Patriote , il faut une âme grande , il faut des lumières , il faut un cœur honnête , il faut de la vertu. Le Patriotisme est une passion noble , fière ; généreuse ; il est incompatible avec l'avarice , passion toujours fardée , basse , insociable. Un peuple enivré de l'amour de l'argent ne trouve rien de plus estimable que l'argent ; il craint la pauvreté ou la médiocrité comme le comble de l'infortune , & sacrifiera tout au désir de s'enrichir. Un peuple commerçant ne voit rien de comparable

(22) Voyez la IIIe. Partie Chap. VII.

à la richesse, chacun veut l'obtenir; si cette passion épidémique gagne tous les ordres de l'Etat, le Représentant du Peuple n'en sera point exempt, il traitera de la liberté publique avec le Prince & son Ministre, qui auront bientôt le *tarif des probités de leur pays.* (23)

UNE Nation vénale, vicieuse, corrompue peut-elle donc long-tems conserver sa liberté? Elle ne fait cas de cette liberté, qu'autant qu'elle lui procure les moyens de s'enrichir. La liberté, pour être sentie & conservée, demande des âmes nobles, courageuses, vertueuses; sans cela elle dégénère en licence, & finit par devenir la proie du maître qui aura de quoi corrompre. Un Peuple sans mœurs n'est pas fait pour être libre; un Peuple injuste pour les autres; un Peuple brûlé de la soif de l'or; un Peuple conquérant; un Peuple ennemi de la liberté d'autrui; un Peuple jaloux même de ses concitoyens ou des sujets d'un même Etat, a-t-il des idées vraies de liberté? La liberté véritable doit être accompagnée de l'amour de l'équité, de l'humanité, d'un sentiment profond des droits du genre hu-

(23) Ce mot est du célèbre Robert Walpole, premier Ministre d'Angleterre sous le règne de George II. En 1729. on proposa dans le Parlement de la Grande-Bretagne une formule de serment par laquelle chaque Représentant du Peuple devoit s'engager à ne recevoir aucuns bienfaits de la cour, mais cette proposition fut rejetée par la Chambre des Seigneurs, dont la plupart des membres sont dévoués au Ministère. Les dépenses secrètes du Ministère depuis 1731. jusqu'à 1741. montoient à 1,453.400 livres sterling (environ 25 millions de livres tournois.) Voyez *Seasonable hints from an honest man*, publié in 8vo. en 1761. Les bons citoyens en Angleterre regardent la loi appelée *Septennial act*, qui fixe la durée de chaque Parlement à sept ans, comme un grand coup porté à la liberté nationale.

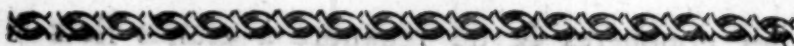
main ; ces sentimens ne peuvent être que le fruit d'une éducation vertueuse & généreuse , bien différente de cette éducation servile que l'on donne aux hommes en tout pays.

QUE peut-il donc manquer à la félicité complète d'un Peuple qui se vante de jouir de la constitution la plus heureuse & de la plus grande liberté ? Que reste-t-il à désirer pour une Nation dans les ports de laquelle les richesses du monde entier vont aborder ? Il lui manque une éducation généreuse, des mœurs honnêtes, des notions véritables de justice, en un mot, des dispositions contraires à une soif inextinguible des richesses, dont l'abondance n'est propre qu'à étouffer dans les ames les vertus les plus nobles, les plus utiles à la Société.

PEUPLES d'Albion ! d'où viennent ces allarmes continuelles, ces factions qui vous déchirent, ces chagrins sombres qui vous dévorent & qui se peignent sur votre front ? Comment ces trésors qui s'accumulent dans vos mains, loin d'assurer votre bonheur ne font-ils que le troubler sans cesse ? Pourquoi dans le sein même de l'abondance & de la liberté vous voit-on rêveurs, inquiets, & plus mécontents de votre sort, que les esclaves frivoles qui sont les objets de vos mépris ? Apprenez la vraie cause de vos craintes & de vos peines. Jamais l'amour de l'or ne fit de bons citoyens. La liberté ne peut être fermement établie, que sur l'équité, & courageusement défendue, que par la vertu. Laissez à des Despotés la gloire folle & destructive de faire

des conquêtes & de répandre à grands flots le sang de leurs sujets. Pour vous, contents de jouir en paix des bienfaits de la nature, n'allez pas les anéantir par des guerres insensées, qui ne seroient utiles qu'à une poignée de commerçants insatiables, & qui seroient ruineuses pour vos vrais citoyens. Cultivez donc, ô Britons! la sagesse & la raison : occupez vous à perfectionner votre gouvernement & vos loix. Liez à jamais les mains cruelles du pouvoir arbitraire. Ne vous endormez point dans une sécurité présumptueuse, dont l'ambition éveillée profiteroit pour vous charger de fers. Craignez un luxe fatal aux mœurs & à la liberté. Redoutez les effets du fanatisme religieux & politique. Veillez à votre sûreté & à celle de l'Europe; humiliez les Tyrans, enchaînez leur ambition, protégez la justice opprimée; & pour lors votre Isle fortunée deviendra le modele des Nations, le foyer de la liberté, au feu duquel tous les Peuples de la terre viendront s'éclairer & s'échauffer.





C H A P I T R E VII.

Des intérêts des Princes ou de la Politique véritable.

CONFONDRE les intérêts de l'homme avec celui des êtres que la nature rend nécessaires à son propre bonheur, voilà comme on a vu l'objet de la morale. Réunir d'intérêts les Souverains & leurs Peuples, voilà, comme nous allons le prouver, l'objet de la Politique. Cette réunion heureuse seroit promptement effectuée, si les Princes daignoient s'instruire de leurs intérêts véritables : ils reconnoïtroient alors que le Despotisme, cette façon de gouverner qui ne suit d'autre regle que le caprice & la passion, ne peut être avantageux, ni à celui qui l'exerce, ni à ceux contre qui l'on voudroit l'exercer : ils sentiroient que la Tyrannie anéantit la sûreté du Souverain en détruisant l'affection des Sujets : ils verroient que des loix équitables sont les soutiens les plus fermes, & des Nations, & des Trônes : ils s'appercevroient que le Prince ne peut se rendre heureux tout seul, ou se faire un bien être distingué de celui de la Société dont il est le chef : ils trouveroient que la vertu seule fait fleurir les empires ; que sans elle il n'est ni vraie puissance, ni vraie grandeur, ni vraie gloire, ni sûreté véritable. Tout leur prouveroit que la vertu du Maître fait éclore la vertu des Sujets, dont l'effet est de produire, & la félicité publique, & la félicité particuliere. Enfin tout

les convaincroit que la morale est la même pour le Monarque que pour le Citoyen ; pour les Nations que pour les Familles ; pour la Société que pour chacun des Membres dont elle est composée, & que nulle Puissance ne peut impunément violer ses regles immuables, dont la base se trouve dans la nature de l'homme.

QUEL intérêt un Souverain peut-il avoir à gouverner ? Quels avantages peuvent faire désirer la Puissance Suprême ? Surquoi peut être fondée l'ambition, cette passion qui fait souhaiter de commander aux autres hommes ? Le Pouvoir Souverain ne procure des biens réels à celui qui le possède, que parce qu'il dépose dans ses mains les mobiles les plus puissants, les plus capables d'engager, d'inviter, d'obliger tous les membres d'une Société à concourir à ses vues, à seconder ses projets, à contribuer à son propre bien-être, à lui montrer l'attachement, le respect, la déférence, la soumission, les sentimens qui sont dus à l'autorité suprême.

EST-IL un homme plus grand, plus respectable, plus fort, plus digne d'amour qu'un Prince qui, placé sur un Trône où il est exposé aux regards de tout son Peuple, y jouit de la tendresse de tous les cœurs, & voit chaque citoyen personnellement intéressé aux succès, au contentement, à la conservation, au maintien de l'autorité d'un chef qui le défend, qui le chérit, qui s'occupe de ses besoins, qui veille à sa sûreté ? Un bon Roi est l'ami de chacun de ses Sujets, & trouve dans chacun d'eux un ami véritable.

QUE manque-t-il à un Souverain pour être

aussi grand, aussi puissant, aussi glorieux, aussi heureux que la nature humaine le comporte ? Accablé de tous les biens que l'homme puisse désirer ; entouré d'hommes empressés à deviner tous ses souhaits ; en spectacle aux yeux d'une nation entière dont il ne tient qu'à lui de se rendre l'idole ; distributeur des graces, des honneurs, des richesses, des distinctions qui sont l'objet de tous les vœux, comment se fait-il qu'un Prince traîne communément une vie languissante & malheureuse ? Dégouté de tout pour l'ordinaire, il ne fait jouir de rien ; il ignore la maniere de faire servir à son bonheur tous les moyens qu'il tient entre ses mains ; rassasié, fatigué des plaisirs & des amusements les plus piquants, il cherche dans le tumulte des guerres, dans des amusements frivoles ou souvent criminels, dans une vaine pompe, dans des fêtes ruineuses, dans des dépenses aussi immenses qu'inutiles, des moyens de s'éviter lui-même, & des remèdes momentanés contre l'oïveté qui l'accable.

EST-IL bien concevable qu'un Souverain puisse être sujet à l'ennui ? Ce supplice, réservé à l'oïveté, est-il fait pour tourmenter un Prince dont tous les moments peuvent être agréablement remplis ? Comment les occupations multipliées de la Souveraineté, les détails aussi curieux que variés de l'Administration, la scène toujours diversifiée de la Politique, peuvent-ils donner place au dégoût & produire la satiété ? Le Prince, direz-vous, se repose sur ses Ministres du soin de gouverner son Empire. Eh bien ; qu'il gouverne lui-même, qu'il remplisse en personne les fonctions les plus augustes qu'un mortel puisse exercer ;

qu'il apprenne à goûter à chaque instant de sa vie le bonheur le plus grand, le plus pur, le plus diversifié, le plus constant que l'on puisse éprouver en ce monde: qu'il apprenne à faire chaque jour des heureux; qu'il jouisse par lui-même du plaisir si doux de tarir les larmes de l'affliction, de voir couler les pleurs de la reconnoissance; qu'il soulage la misere; qu'il bannisse l'oppression; qu'il réforme les abus; qu'il corrige les loix; qu'il s'occupe des besoins de son Peuple; & chaque moment de son regne sera marqué par des plaisirs nouveaux: il entendra perpétuellement retentir dans son oreille les applaudissements & les bénédictions de ses sujets; il se repaîtra, non de la fumée de la flatterie, mais d'une gloire solide. Il rentrera avec joie en lui-même, où il aura établi le siege de son bonheur; il goûtera sans interruption la satisfaction de s'aimer, sentiment qu'il verra sincèrement applaudi, non par les flatteries suspectes de quelques courtisans, mais par les acclamations & les vœux d'un peuple tout entier. Il jouira d'avance des hommages de la postérité, à qui l'histoire transmettra les actions, dont la prospérité & la félicité de ses peres auront été les effets mémorables.

TELLES sont les sources inépuisables de joie que la vertu réserve aux Souverains qui auront appris à connoître ses charmes. Les plaisirs les plus vifs perdent peu-à-peu leur activité, ils finissent par causer des dégoûts & se changer en peines. Les objets les plus séduisants fatiguent la vue à la longue; le beau lui-même devient indifférent, mais la vertu procure seule un contentement inaltérable. L'homme peut-il jamais

se lasser de ce qui le ramene sans cesse agréablement sur lui-même? Un bon Roi jouit de tous les bonheurs qu'il répand sur ses Peuples; il rassemble dans son cœur toutes les joies de ses Sujets.

Si les Grands chargés de l'éducation des Rois, au lieu de les énorgueillir & de leur apprendre de bonne heure à mépriser les hommes, leur enseignoient à les aimer, les leur montroient comme les instruments de leur propre bonheur; si, au lieu de les endurcir, ils les accoutumoient à sentir, les Rois auroient de la vertu. Des plaisirs bruyants, des voluptés méprisables, des édifices ruineux, des spectacles frivoles, les conquêtes même les plus brillantes leur paroîtroient-elles comparables à la satisfaction si pure de pouvoir se dire chaque jour, „ ce jour n'est point „ perdu; un Edit consolant, une loi juste & „ bienfaisante vont m'attirer les bénédictions de „ tout un Peuple attendri? Mes Provinces les „ plus éloignées prononceront mon nom avec „ transport; il n'est pas un seul de mes sujets „ à qui je n'aie procuré de la joie; je suis le Pe- „ re d'une famille immense, & tous mes Enfants „ sont satisfaits de mes soins. Mes voisins se- „ ront forcés de me rendre des hommages; leurs „ sujets porteront envie aux miens, & désire- „ ront vivre sous mes loix. Mes ennemis ja- „ loux seront eux-mêmes obligés de respecter „ ma puissance; ils la verront soutenue par tou- „ tes les forces d'un Peuple fidele, dont les inté- „ rêts sont confondus avec les miens.”

IL NE reste aucuns vœux à former pour un Prince équitable & bienfaisant qui a su mériter la confiance & l'amour de ses sujets. Souhaiteroit-

roit-il un pouvoir illimité? En est-il un plus absolu que celui qu'on exerce de concert avec une nation entière? Voudroit-il que son autorité fut respectée? En est-il une plus sainte & plus sacrée que celle dans laquelle chacun trouve sa propre félicité, & dont le mépris entraîneroit sa propre infortune? Ambitionneroit-il d'être aimé? Quoi de plus propre pour faire naître le sentiment de l'amour dans les cœurs, que des bienfaits continuels & variés? Lui faudroit-il des richesses, des secours, des impôts? Un Monarque équitable ne peut-il pas disposer sans violence des biens de ses sujets, lorsqu'ils savent qu'il n'en usera que pour les rendre plus heureux, ou pour conserver leur bonheur? Demanderait-il des armées pour défendre la patrie? Tout citoyen pénétré des avantages dont il jouit ne devient-il pas un soldat prêt à verser son sang pour une Société dont le chef lui procure des biens aussi chers que la vie, & sans lesquels cette vie perdrait elle-même tous ses charmes?

QUE de travaux, d'inquiétudes, de dépenses, de machinations & de chagrins les Souverains s'épargneroient à eux-mêmes! Que de murmures, d'afflictions, de larmes & de sang épargneroient-ils à leurs Sujets! Que de fourberies, de perfidies, de négociations insidieuses, de guerres, de parjures honteux les Princes s'épargneroient à eux-mêmes, s'ils étoient plus équitables, & s'ils renonçoient aux maximes d'un Machiavélisme odieux qui fait trop communément la base de la Politique des Rois!

LA vraie Politique est toujours conforme à la Morale & ne peut jamais s'écarter de ses principes. Celle des Souverains, ainsi que de chacun de leurs sujets, est d'être justes, modérés, de bonne foi, vertueux. L'équité est la sauvegarde, & des Nations, & des Princes, & des Particuliers. Elle les défend également contre les passions défordonnées : elle proscriit la violence, les conquêtes, les usurpations, les perfidies entre les nations ; elle rend les traités inviolables & sacrés ; elle met en sûreté la vie, la personne, les biens, la liberté du citoyen. Elle maintient la concorde, l'union, la paix entre les différents peuples de la terre, de même qu'entre les membres d'une cité. Elle assure l'empire des loix tant naturelles que civiles. Si les hommes étoient justes, le mal moral seroit banni de la terre ; si les Princes étoient justes, leurs Sujets seroient justes, & leurs Etats jouiroient de toute la félicité dont ils sont susceptibles.

RECONNOISSONS donc la fausseté ainsi que la perversité d'une Politique qui met les Princes au-dessus des regles éternelles de la Morale, & qui leur fait dédaigner le soin de cultiver la raison de leurs sujets. Des Souverains injustes & perfides trouveront des ennemis dans tous les Peuples qui les entourent. Des Maîtres dépourvus de vertus, n'auront pour Sujets que des esclaves sans vertus. Les vices des Souverains & des sujets ne peuvent que les rendre mutuellement malheureux, & conduire les uns & les autres à des calamités sans fin.

L'ESPÉRANCE & la crainte, voilà les grands mobiles des actions humaines: ils sont entre les mains de ceux qui gouvernent les hommes. Les récompenses & les châtimens mettent la puissance souveraine à portée de modérer les passions & de diriger les volontés, soit vers le bien, soit vers le mal. Les Princes donnent toujours les impulsions les plus fortes à la machine Politique, dans laquelle il entre une multitude de ressorts que le Gouvernement doit faire agir de manière à produire le bien général. Mais ce bien général ne peut être l'effet que des efforts de tous; & pour que tous y conspirent, il faut que le Prince ou la force motrice les porte au même but.

CHAQUE membre dans la Société tend au bien-être à sa manière. Souvent peu d'accord avec lui-même, ses mouvements sont sujets à varier; il marche peu sûrement, il chancelle à chaque pas, par les chocs divers, & souvent opposés, qui le poussent suivant des directions différentes. C'est au Gouvernement à lui donner des impulsions utiles & à le soutenir dans la direction qu'il lui donne. Le grand art du Politique seroit de faire en sorte que dans la machine compliquée de la Société, il n'y eut point de ressorts superflus, inutiles, contraires au jeu universel, mais que tous conspirassent au même but sans varier. Ce problème sera parfaitement résolu, lorsque dans un Etat le mérite & la vertu pourront prétendre aux récompenses, & quand l'inutilité, le vice & le crime auront toujours à craindre le châtimement ou le mépris.

SOUVERAINS de la terre! soyez justes. Tenez une balance équitable entre tous vos sujets. Soyez fideles à récompenser la vertu, à honorer l'utilité, à distinguer le vrai mérite; soyez exacts à punir le crime; montrez du mépris à l'homme inutile & vain; privez le vice de vos bienfaits; bannissez de votre présence le Grand lui-même, quand il méconnoit ses devoirs; ne donnez les places qu'à des citoyens distingués par leur probité, leurs vertus & leurs talents; & bientôt vos sujets auront de la vertu, acquerront les qualités nécessaires pour vous plaire, & s'efforceront à l'envi de se rendre utiles à la Société. Un Prince qui, fermement attaché aux regles de l'équité, ne répandroit ses graces & ses faveurs que sur les gens de bien, & qui montreroit un front sévere aux méchants, prêcheroit la Morale & la réforme bien plus efficacement que tous les Prêtres & les Moralistes du monde.

QUE les Ministres du Très-Haut tonnent du haut de leurs chaires contre la corruption du siècle: qu'ils menacent les mortels du courroux des puissances invisibles; qu'ils entrouvrent sous leurs pas les cavernes embrasées de l'autre vie. Les puissances visibles seront bien plus fortes que les Dieux. L'exemple du Prince, ses bontés & ses disgrâces seront plus efficaces, que les promesses de biens inconnus, que les menaces de châtimens éloignés auxquels on peut aisément se soustraire. Les exhortations les plus touchantes de la Religion ne feront jamais sur les cœurs une impression aussi forte, qu'un seul mot, un regard, un signe, un bienfait, un reproche, un refus d'un

Souverain vertueux lui-même & fortement résolu à faire régner les mœurs dans ses Etats (24).

RIEN de plus sage que le Proverbe Persan qui dit, *veux-tu faire croître le mérite? Sème les récompenses*. Si les Souverains montraient de l'estime aux citoyens les plus vertueux, il n'y auroit bientôt dans la Société qu'une heureuse émulation de vertu. Ne leur seroit-il donc pas infiniment plus facile d'exciter entre leurs sujets une émulation d'honneur, que d'exciter entre eux une émulation de bassesses, d'opprobre & d'infamies? La vertu procure de la gloire; le vice ne procure que de la honte & du repentir; quelque soit le succès du vice, tous ceux qui réussissent par son moyen, sont forcés eux-mêmes d'en rougir. Si l'on ne parvenoit aux honneurs & aux places que par le mérite & la vertu, de combien d'avantages ne jouiroit-on pas? On

(24) *Rex velit honesta, nemo non eadem volet.* SENECA. IN THYEST. Erasme parlant de Geradas le Spartiate dit „ qu'il comprit très-bien que les vices ne pouvoient pas naître dans les endroits où ils n'avoient point été semés, & qu'ils s'affoiblissoient par-tout où, au lieu d'être honorés, ils étoient punis par l'ignominie. Et c'est là, ajoute-t-il, la façon la plus douce de corriger les mauvaises mœurs & d'exciter à l'amour de la vertu. *Prudenter intellexit ibi non posse nasci vitia, ubi non admittuntur vitiorum seminaria, eaque ubique jacere quibus pro honore tribuitur ignominia. Atque hæc est clementissima ratio medendi pravis moribus, excitandique virtutis studium.* Voyez ERASMI APOPTHEGM. LIB. I.

De tous les moyens qu'un Prince peut employer pour mettre la vertu en honneur & pour ainsi dire, à la mode, il n'en est pas de plus puissant que l'exemple. „ Tout le monde, dit Claudien, se modèle sur le Prince; les édits n'ont pas autant de pouvoir sur les esprits des hommes que la vie du Souverain.

..... Componitur Orbis
Regis ad exemplum: nec sic inflectere sensus
Humanos edicta valent ut vita regentis.

VOYEZ CLAUDIAN. DE IV. CONS. HONORII. Vers 296.

goûteroit d'abord la satisfaction intérieure attachée au mérite; on obtiendrait l'estime des autres; enfin l'on jouiroit de l'objet de son ambition. Quel est donc l'aveuglement, la négligence ou la mauvaise volonté de tant de Princes qui, pouvant faire naître les bonnes mœurs, les talents & la vertu dans leurs Etats avec tant de facilité, ne sentent pas les avantages qui en résulteroient pour eux!

LA Chine est le seul pays connu où la Politique se trouve, par la constitution même, intimement liée avec la Morale. L'antiquité de cet Empire a, sans doute, fait connoître à ceux qui l'ont autrefois gouverné qu'un Etat ne peut prospérer sans la vertu. Depuis plus de vingt siècles les Empereurs & les Grands de cette Nation, désabusés de la superstition, qu'ils laissent à la lie du Peuple, se sont bien gardés de l'incorporer avec la Morale, avec laquelle ses principes, toujours surnaturels & merveilleux, ne peuvent rien avoir de commun. Mais si la Religion a perdu son crédit auprès des chefs de cette Nation, la science des mœurs en a rempli la place. Nul homme dans la Chine ne peut parvenir aux emplois, ou avoir part à l'administration de l'Etat, à moins d'être exempt des religions populaires; on a senti dans cette vaste contrée que la Morale étoit la seule religion de tout homme raisonnable. En conséquence une étude approfondie de la science des mœurs, est la seule voie pour s'avancer, pour obtenir la Magistrature, pour parvenir au Ministère. Parmi nous cette étude, réservée à quelques penseurs obscurs, seroit un titre pour exclure du maniement des

affaires & de la faveur de ceux qui gouvernent les Etats.

A LA Chine, au lieu des leçons fanatiques & mystérieuses des fondateurs de sectes, les préceptes raisonnables d'un sage, depuis plus de deux mille ans, reglent la marche d'un Empire qui n'a gueres moins d'étendue que l'Europe toute entière. Ses loix ont été trouvées si remplies de sagesse, qu'elles ont subjugué jusqu'aux Tartares farouches qui se sont rendus maîtres de ce vaste pays; par un effet très rare de son pouvoir sur les Princes, la raison a vaincu les vainqueurs de la Chine. Des Empereurs devenus tyrans ont disparu, leurs races ou dynasties ont été détruites; le fer & le feu ont ravagé les Villes & les Provinces; mais la Morale du sage Con-fut-zé, fondée sur la base éternelle de la vérité, a survécu à ces tempêtes, & dirige encore la marche d'un Gouvernement qui se fit respecter par les conquérants les plus sauvages.

DES Empereurs qui se glorifient d'être appelés les *Peres & Meres* de leurs Peuples, ne dédaignent pas de se charger eux-mêmes du soin d'instruire leur famille nombreuse: les Edits de ces Princes ne sont communément que des leçons utiles de Morale, dans lesquelles ils donnent à leurs enfans des préceptes sur l'amour paternel, la piété filiale, les devoirs de l'homme, sur l'humanité envers les malheureux. Tantôt le Souverain excite entre ses sujets l'émulation du travail, tantôt il exhorte les riches à se rendre chers à la nation par des monuments utiles, par des canaux, des aqueducs, des ponts & des chemins &c. Tantôt il recommande aux maîtres la dou-

cœur envers leurs domestiques: il fait sentir aux peres l'intérêt qu'ils ont de donner une éducation honnête à des enfans, à qui il enseigne la docilité. En un mot, le Monarque, ainsi que les Ministres, Gouverneurs & Mandarins qui le représentent, sont continuellement occupés de l'instruction du Peuple; lui remettent fréquemment sous les yeux les devoirs propres à le rendre heureux, lui indiquent des moyens de faciliter ses travaux. Ils sont même parvenus à inspirer aux hommes les plus grossiers la politesse & la déférence mutuelle que l'on ne rencontre parmi nous, que dans les personnes les mieux élevées.

MAIS ce Gouvernement éclairé a senti que les leçons les plus utiles ne feroient sur les esprits qu'une impression passagere, si elles n'étoient fortifiées par des récompenses sensibles. Peu content donc de récompenser par des places & des dignités, ceux qui se sont distingués par l'étude de la Morale, le Gouvernement agit encore sur les cœurs des citoyens, par des distinctions honorables, par des largesses, par des éloges Publics qu'il décerne à ceux qui se sont remarquer par leur activité, leur industrie, leur zèle pour la Patrie, ainsi que par leur fidélité à remplir leurs devoirs. Une action éclatante de vertu, des talents rares, sont annoncés à tout l'empire par les nouvelles publiques, & mettent ceux qui ont mérité cet honneur à portée de jouir des applaudissements de tous leurs concitoyens (25).

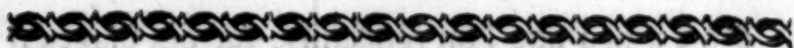
(25) Voyez l'*Hist. de la Chine* du R. P. Duhalde. Les *Mémoires de la Chine* du R. P. le Comte. Les *Lettres Edifiantes* tom. XV. Les dernières relations de l'Indostan nous parlent d'un peuple voisin du Bengale qui s'est heureusement préservé de l'es-

POUR peu que l'on réfléchisse sur des usages si louables, on reconnoîtra que des Souverains vertueux, dès qu'ils le voudront, seront à portée de réformer les mœurs, de bannir le vice de leurs Etats, d'y faire naître l'activité, d'y établir le regne de la vertu. On nous dira, peut-être, que ces usages établis à la Chine n'ont pas fait de ses habitans des hommes plus vertueux que d'autres; & que bien des relations s'accordent à les peindre comme des fourbes, des voleurs, des hommes très vicieux. Nous répondrons qu'au moins certaines vertus, la piété filiale sur-tout, y sont très religieusement observées, & que d'ailleurs nul Peuple sur la terre n'a poussé plus loin son industrie. Enfin nous dirons que, nonobstant ses institutions si sages, le Gouvernement Chinois est despotique, & que le Despotisme par sa négligence permet à toutes sortes d'abus de s'introduire, ou par ses violences & ses caprices anéantit les effets des institutions les plus utiles; la forme reste & le fond disparoît.

clavage & des vices affreux qui affligent toutes les nations dont il est entouré. La justice, la bienfaisance, l'humanité, l'hospitalité y sont exercées, non seulement entre les concitoyens, mais encore envers les étrangers. Quand quelqu'un y perd sa bourse ou quelque autre chose sur le chemin, celui qui les rencontre les suspend au premier arbre, & donne avis au Magistrat de ce qu'il a trouvé.

VOYEZ HOLLWELL RELATION DES EVÉNEMENTS
DU BENGAL, PARTIE II.



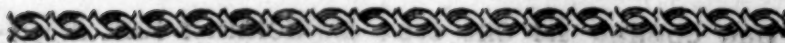


C H A P I T R E V I I I .

*Des qualités & des vertus nécessaires au
Souverain.*

MORALISTES Philosophes, Prêtres & Politiques! écrivez des volumes pour nous montrer les qualités & les vertus que doit avoir un grand Prince. Entrez dans un détail immense sur les connoissances qu'il doit acquérir, les talents qu'il doit posséder, les grandes choses qu'il doit faire, la conduite qu'il doit tenir à l'égard de ses sujets & de ses voisins. Ministres du Seigneur! appesantissez-vous, sur-tout, sur les vertus religieuses qu'il doit montrer, & sur les pratiques minutieuses auxquelles il doit se soumettre pour plaire à l'Eternel. Le Prince ne vous lira point; ou s'il daigne vous lire, vos écrits ne feront que le décourager. Pour rendre le Prince tel qu'il doit être, le citoyen raisonnable lui dira, *soyez juste*; par là vous serez heureux vous-même & vos Peuples seront heureux.





CHAPITRE IX.

Causes de l'abus du pouvoir ou de la corruption des Princes.

LES Princes sont de tous les hommes ceux que la vérité devoit le plus intéresser, & ceux qui sont le moins à portée de l'entendre. Tout conspire à leur donner des idées fausses d'eux-mêmes, de leurs droits, de leur autorité, de leur puissance, de leur grandeur & de leurs Sujets. Les Nations seroient aussi heureuses qu'elles pourroient le désirer, si pour instruire leurs chefs, on prenoit la centième partie des peines & des précautions que l'on prend pour les tromper & les corrompre.

L'ART de régner, le plus important de tous les arts, est le seul qu'on ait droit d'exercer, sans l'avoir jamais appris. Pour gouverner les hommes & décider de leur sort, il suffit communément d'être né ou de descendre d'une race particulière. Presqu'en tout pays les Peuples ont supposé que la naissance conféroit toutes les qualités du cœur & de l'esprit, nécessaires pour l'administration des Empires. Devons-nous donc être surpris de trouver si peu de bons Princes sur la terre? A peine en mille ans rencontre-t-on dans l'histoire, un Souverain qui ait le mérite, les talents, les vertus de l'homme le plus ordinaire. Et cependant l'histoire nous montre bien plus souvent les Rois comme ils auroient dû être

que comme ils ont été; les hommes sont disposés à élever jusqu'aux nues les moindres vertus des Souverains; pour être un grand Prince, il suffit quelquefois d'avoir montré quelque bonne volonté, quand bien même on ne l'auroit jamais exécutée. Tout homme qui vit en Société, a des idées de justice, connoît ce qu'il doit aux autres, se sent intéressé à leur plaire, veut mériter leur affection & leur estime, est jaloux de sa réputation présente & de la mémoire qu'il peut laisser après lui; ces sentimens sont trop souvent inconnus de ceux que le sort destine à gouverner les Peuples.

Avec les peines que l'on se donne pour cacher aux Princes ce qu'ils doivent aux autres; avec l'ignorance où on les tient des rapports qui les lient avec leurs Sujets, si l'on doit être surpris de quelque chose, c'est de ne pas les voir cent fois pires qu'ils ne sont. Ceux qui sont chargés d'élever un jeune Prince, lui apprennent avec soin ce que ses Peuples lui doivent, rarement lui parlent-ils de ce qu'il doit à ses Peuples. Prostrnés aux pieds de leur disciple, ces vils instituteurs ne l'habituent, ni à régler ses passions, ni à modérer ses desirs, ni à résister à aucunes de ses fantaisies. Qui est-ce qui auroit le courage de contredire un enfant dans lequel son Gouverneur voit déjà son Maître? Rien de plus important que de briser de bonne heure les volontés de l'homme, afin de l'accoutumer à faire céder ses caprices aux loix de la raison. Mais on craint d'affliger les Princes; on écarte de leurs yeux tous les objets propres à les émouvoir; on ne leur permet point de connoître les

infortunes des hommes; ils semblent faits pour ignorer qu'il existe des malheureux sur la terre; leur cœur ne s'attendrit jamais sur les maux de leurs semblables. D'ailleurs les Souverains croient-ils avoir des semblables? Ne sont-ils pas des Dieux que leur rang sépare du reste des mortels?

QUE faire d'un enfant volontaire, inappliqué, continuellement dissipé, corrompu par la flatterie dès le moment qu'il est né, que tout le monde entretient de sa grandeur future, à qui ses maîtres ne parlent qu'en tremblant, que son Gouverneur est forcé d'appeler MONSIEUR? Comment trouver de la docilité dans un jeune homme impérieux, que, depuis son berceau, tout enivre sans cesse & d'orgueil & d'encens? Comment faire sentir les droits de l'équité, de l'humanité, de la décence à un être à qui tout le monde s'empresse de céder, à qui personne n'a le courage de résister? Il est presque impossible qu'un Prince, sur-tout s'il est né sur le Trône, ait la plus légère idée de justice ou de vertu. Les meilleurs Rois ont été ceux qui avant de régner ont éprouvé les coups du sort, ou bien ont vécu dans une condition privée.

LES Nations les plus grossières nous donnent quelquefois des exemples de sagesse qui devraient faire rougir celles qui se croient civilisées. Chez un Peuple Nègre de l'Afrique l'usage veut que l'héritier présomptif de la couronne soit au moment de sa naissance enlevé de la cour de son père, & relégué dans un village, où jusqu'à la mort du Roi, il vit dans une ignorance complète du sort illustre qui l'attend. Dans les Na-

tions gouvernées par des Monarques héréditaires, les loix devroient au moins pourvoir à l'éducation de ceux qui sont faits pour régner. Un Empereur de la Chine n'ayant trouvé dans son fils aucunes des qualités convenables à un grand Prince, désigna pour son successeur un citoyen vertueux dont il avoit reconnu les talents. *J'aime mieux, dit-il, que mon fils soit mal & mon Peuple bien, que si mon fils seul étoit bien, & tout mon Peuple mal.*

EST-IL une trahison plus criminelle & plus funeste à la Patrie, que celle de ces instituteurs qui pervertissent les Princes par leurs flatteries, ou qui négligent d'inspirer le goût de la vertu à des hommes, dont les volontés régleront un jour le sort des nations? Est-il un forfait comparable à celui de ces empoisonneurs, qui dès l'enfance, ne sement dans les cœurs de leurs élèves que de l'orgueil, de la dureté, du mépris pour les hommes; dispositions cruelles dont les Peuples recueilleront pendant des siècles les fruits abominables? Quelle trahison plus infâme que de former à son Pays un chef capable de le détruire? N'est-ce pas empoisonner un Peuple entier, que de flatter un Prince qui deviendra l'arbitre de son sort?

LA vraie Morale n'entre communément pour rien dans l'éducation des Princes: ce n'est pas dans les cours qu'on apprend la vertu: ces cours sont les cloaques des Nations, tout y respire la licence, la volupté, la débauche, la perfidie, le mensonge; tout conspire à détourner de la raison, de la réflexion, de la probité. L'école des courtisans n'est que l'école de la dis-

sipation, de l'intrigue & du crime ; un jeune Prince n'y prend que des leçons de vanité, de dissimulation, de tyrannie ; il y apprend à regarder les hommes comme des êtres d'une espèce différente de la sienne, comme les jouets de ses propres caprices, comme une race abjecte & peu digne de ses soins. Quelles idées peuvent se former dans la tête d'un mortel à qui tout persuade que Dieu, en le faisant naître, a voulu qu'il fût le maître absolu de la personne, des biens, de la vie de ses sujets ?

Sous un Gouvernement Despotique, qui toujours est ombrageux, le successeur au Trône ne peut communément acquérir ni connoissances ni talents. Ses lumières & ses vertus causeroient des inquiétudes au Despote régnant, fait pour craindre les qualités dont il se sent lui-même dépourvu. La sûreté de l'Etat ou plutôt la tranquillité du maître & de ses favoris exige que son héritier soit retenu dans l'ignorance, engourdi dans la mollesse & même totalement abruti. Le tyran regarde son fils comme un ennemi : il aime bien mieux le voir stupide que dangereux. Le Prince qui doit régner un jour sur les Ottomans, privé de toute instruction, confiné dans un sérail, entouré de vils Eunuques, ne lit que l'*Alcoran*, & ne voit le *Divan* qu'après la mort du Sultan. Des breuvages dont l'effet est de rendre hébété rassurent un Mogol contre les craintes qu'il pourroit avoir de ses propres enfants (26).

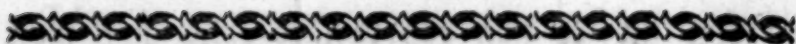
(26) *Scha-Abadin-Kan*, visir de l'Indostan fit assassiner *Alum-gir* son maître, afin de se maintenir dans sa place, & choisit le plus stupide des Princes du sang Royal pour le placer sur le trône. Le même visir avoit déjà fait déposer & aveugler *Scha-hamet*, qui régnoit en 1754.

L'ÉDUCATION que même dans des contrées plus éclairées, l'on donne aux Princes ne paroît avoir pour but que de leur endurcir le cœur & de leur rétrécir l'esprit; des Prêtres intéressés, des dévots imbécilles, des hommes de parti sont ceux que l'on choisit de préférence pour former les arbitres de la terre. Ils ne leur enseignent que des merveilles, des fables, des dogmes inconcevables, des notions bien plus propres à détruire la raison dans son germe, qu'à la développer. Pour tous devoirs, on leur impose les pratiques minutieuses de la superstition; pour toutes vertus, on leur inspire des vertus religieuses totalement étrangères au bien de la Société: au lieu de faire naître en eux les sentimens de l'équité, de l'amour du bien public, de la grandeur d'ame, de la vraie gloire, qui pourroient leur mériter l'attachement & l'estime des gens de bien, on les remplit d'un saint zèle pour des opinions puériles, pour des futilités théologiques, pour des factions religieuses; ce zèle en fera quelque jour des tyrans, des persécuteurs, des fanatiques, des bourreaux. On leur forme une conscience erronée qui les portera, pour les intérêts d'une cabale, à commettre sans remors les crimes les plus noirs. Si on leur parle de la crainte de Dieu, de ses jugemens redoutables, des terreurs d'une autre vie; ces idées effrayantes sont bientôt effacées par la facilité qu'on leur montre à expier les plus grands forfaits. D'ailleurs les Rois traitent avec les Dieux de couronne à couronne; les Dieux de la terre ont lieu de croire qu'ils trouveront de l'indulgence dans les Dieux du ciel, dont on leur dit qu'ils sont les lieutenants, les représentans, les images.

ON

ON dit & l'on répète sans cesse qu'il n'est point d'autre frein pour les Princes que la religion: on peut répondre que dans ce cas les Princes n'ont aucun frein. Voyons-nous dans le fait que ce frein imaginaire soit capable de contenir des passions que tout conspire à semer dans leurs cœurs, à nourrir, à fortifier? Trouve-t-on, en bonne foi, que la crainte d'un Dieu vengeur des Peuples qu'on outrage, rende ces potentats plus équitables, plus humains, plus modérés, plus fideles à leurs serments, plus attentifs à gouverner? Les menaces d'une Religion austere sont-elles donc assez fortes pour les empêcher de se livrer à la volupté, à des plaisirs deshonnêtes, aux vices les plus honteux? D'ailleurs la religion des cours n'est pas la même que celle des peuples; elle en impose encore bien moins aux Princes qu'à leurs Sujets, sur lesquels elle ne fait déjà que très peu d'effet. Une religion de cour s'accommode aux circonstances, se prête à toutes les passions & n'en retient aucune. Ce n'est pas dans le ciel, c'est sur la terre qu'il faut chercher des barrières que l'on puisse efficacement opposer aux penchans impétueux des maîtres du monde. Une éducation véridique & des loix soutenues par la Nation; voilà les vrais moyens de contenir les passions des Rois, & de les empêcher de devenir des Tyrans.





C H A P I T R E X.

*De la fausse Politique. Du Despotisme
& de la Tyrannie.*

D'A P R È S les idées funestes d'une fausse Politique dont on remplit l'esprit des maîtres de la terre, ils ne gouvernent point, ils tyrannisent; au lieu de protéger leurs Sujets, ils leur déclarent la guerre. Par ce renversement des notions les plus claires de la Morale & de la Politique, le Gouvernement, destiné dans son origine à défendre, à rapprocher, à rendre les Peuples heureux, est devenu pour eux le plus grand des fléaux, au point que bien des gens ont douté si les foibles avantages qu'il procure aux Nations, pouvoient contrebalancer les maux sans nombre que leur font souffrir sans intermission ceux qui les gouvernent: l'anarchie leur paroît un mal momentané, tandis que les calamités produites par le Despotisme n'ont point de terme. Voilà sans doute ce qui fait que, comme on a vu, des penseurs ont décidé que la vie sauvage ou le renoncement total à la Société, procureroient aux hommes un sort plus doux que la vie sociale, qu'ils ont vu perpétuellement agitée par les passions discordantes & des chefs & des membres de la Société.

LE Souverain est le chef ou la tête qui fait mouvoir les ressorts du Corps Politique. Pour n'avoir point fait attention à la liaison intime &

nécessaire qui devoit invariablement subsister entre la tête & le corps, la Politique est devenue, presque en tout Pays, un tissu de mystères à la vue desquels le bon-sens demeure confondu. La science du Gouvernement, pour s'être éloignée des principes naturels & simples de la Morale, est devenue une science énigmatique, surnaturelle, dont les principes & les maximes sont dans une contradiction perpétuelle avec la droite raison. L'ignorance des Peuples, la bassesse des Cours, les flatteries blasphématoires des Prêtres ont transformé les Princes en Divinités, (27) qui bientôt se sont montrées aussi cruelles, aussi capricieuses, aussi bizarres que celles dont la terreur avoit peuplé l'Olympe. Par une suite de ces apothéoses, il n'y eut plus ni proportions ni rapports entre un Monarque & ses Sujets. Comme les foibles mortels ne sont pas en droit de rien disputer à leurs Dieux, tout fut permis aux Dieux de la terre ainsi qu'à ceux du ciel; la résistance, les murmures, les plaintes les plus douces, les remontrances les plus légitimes furent interdites aux Peuples. De quel droit en effet de chétives créatures pourroient-elles s'opposer aux volontés d'une puissance toute Divine, dont les droits sont appuyés par l'autorité céleste qui représente celle de la Divinité même?

SUIVANT les idées générales que les hommes se sont formées de la Divinité, à laquelle ils attribuent essentiellement la justice & la bonté,

(27) Chacun sait qu'Alexandre enivré de ses conquêtes, se fit reconnoître pour un Dieu dans toute l'étendue de ses Etats. Les villes grecques firent différens décrets pour lui décerner cette qualité. Les Lacédémoniens en firent un en ces mots, *puisque Alexandre veut être un Dieu, qu'il soit un Dieu.*

VOYEZ ÆLIAN. VAR. HIST. LIB. II. CAP. 19.

l'autorité de Dieu lui-même sur les hommes ne peut être raisonnablement fondée que sur les biens qu'ils en attendent, & non sur la terreur que son pouvoir peut inspirer. Le pouvoir d'un Dieu sur ses créatures ne seroit qu'une tyrannie, si elle n'avoit pour base que la puissance & la force. La dépendance où l'homme est de ce Dieu ne seroit qu'une servitude abjecte, involontaire, révoltante, si elle n'étoit motivée que sur la peur. Ainsi, par le pouvoir absolu que le Despote s'arroe sur les Peuples, il s'élève insolument au-dessus de la Divinité, & s'attribue des droits dont elle ne peut pas jouir. D'où l'on voit que, dans les principes même de la Religion, le Pouvoir Despotique est une insulte continuelle à la Divinité qu'il prétend représenter sur la terre.

Ce pouvoir n'est pas moins contraire aux principes de la Morale, à laquelle la vraie Politique ne peut jamais déroger. La Morale, comme on n'a cessé de le prouver, fonde ses préceptes, ses obligations, ses devoirs sur les intérêts & les besoins réciproques des hommes, que la nature a rendus nécessaires à leur bonheur mutuel. D'où il suit qu'il n'existe ni morale, ni obligations, ni devoirs pour un Monarque divinisé, qui doit dès lors s'imaginer qu'il n'a besoin de personne; qui se sent assez fort pour se faire craindre, & pour se mettre lui-même à l'abri de toutes craintes; qui se croit au-dessus de l'opinion publique; qui s'embarrasse fort peu de l'attachement & de l'estime de son Peuple; dont la conscience & les remors sont perpétuellement étouffés par la voix toujours écoutée des tyrènes qui l'empêchent

d'entendre les soupirs & les cris de sa Nation & les dangers dont il est menacé. Comment un Souverain qui s'imagine qu'il est d'une autre espèce que le commun des mortels, qu'il est le représentant de la Divinité sur la terre, qui croit peut-être de bonne foi qu'il est un Dieu lui-même, comment, dis-je, peut-il se soumettre à des devoirs? Un être de cette trempe doit-être indigné de tout lien qui le gêne; il doit se croire dispensé de tout à l'égard des mortels qui l'entourent, pour lesquels il conçoit le plus profond mépris. Il est très peu de Princes à qui l'on ne persuade qu'ils sont pétris d'un autre limon que le reste des hommes. Pour oser dire à un Roi qu'il est *un homme comme un autre*, il faut un courage dont lui-même & toute sa cour seroient épouvantés.

Il n'est point de maxime plus propre à corrompre les Princes & plus destructive pour les Peuples que celle qui persuade & aux uns & aux autres, que *les Rois ne sont comptables de leur conduite qu'à Dieu seul*. L'impunité portera toujours les hommes à la licence. En disant aux Souverains qu'ils n'ont d'autre juge que la Divinité, on a visiblement anéanti pour eux toutes les digues qui pouvoient les contenir. Entraînés alors par les mauvais penchans que tout conspiroit à leur donner, ils ne se sont plus embarrassés, ni des jugemens des hommes, ni de la puissance des loix, ni de l'affection de leurs sujets, trop foibles pour les ramener à leurs devoirs (28).

(28) *Nihil est quod credere de se
Non possit cum laudatur diis æqua potestas.*
JUVENAL. SAT. IV. VERS 70.

IL subsiste presque par-tout un Pacte entre le Tyran & les Prêtres. Ceux-ci lui disent : „ com-
 „ mets tous les crimes que tu voudras, & nous
 „ les expierons: tyrannise les autres, mais sois
 „ nous dévoué. Le Ciel te livre tes Peuples,
 „ pourvu que tu respectes les droits sacrés de
 „ ses Ministres. Obéis nous à nous-mêmes, &
 „ nous te ferons obéir comme aux Dieux.” D’a-
 près les conditions de ce traité, les Tyrans ont
 fait cause commune avec les Prêtres, en les ga-
 gnant par des largesses & des immunités; en ap-
 paisant par leur moyen le Ciel en courroux, les
 Princes les plus corrompus n’ont pas douté que
 les jugements d’un Dieu vénal ne leur fussent fa-
 vorables dans l’autre monde, même après avoir
 désolé le monde actuel. Les Souverains les plus
 méchants ne sont pas ceux qui se font le moins
 signalés par leur dévotion, par leur soumission
 aux Ministres de la Religion, par leur généro-
 sité à leur égard. Machiavel conseille très pru-
 demment à son Tyran d’affecter aux yeux des
 Peuples un grand respect pour la religion (29).

*Nil pudet assuetos sceptris. LUCAN. LIB. VIII.
 Virtus & summa potestas
 Non coeunt. LUCAN. LIB. VIII.*

(29) Louis XI. étoit l’homme le plus dévot & le plus méchant de son royaume: il portoit une figure de la vierge Marie à laquelle il demandoit la permission toutes les fois qu’il vouloit commettre quelques grands crimes. Philippe II. montra toute sa vie le plus grand zèle pour le maintien de la Religion Romaine dans ses Etats. Cependant il fut très débauché, & tout son regne ne fut qu’une longue suite de perfidies, d’assassinats, d’empoisonnements, de parjures & de tyrannies. Mouley-Ismaël, Empereur de Maroc, étoit le Musulman le plus dévot de son pays; cependant on assure qu’il égorga de sa propre main plus de cinquante mille de ses sujets; c’étoit communément au sortir de la Mosquée où il prêchoit lui-même, qu’il faisoit ses exécutions, dont ses propres enfans furent souvent les victimes.

PAR une pente très naturelle, les Tyrans doivent être portés à la superstition. Un Souverain ne devient Tyran, que parce qu'il est ignorant & sans vertu; son ignorance le rend crédule, & sa méchanceté lui rend nécessaires les prétendus moyens que ses Prêtres lui fournissent d'expié ses forfaits & de mettre en repos sa conscience agitée. C'est communément sous les plus mauvais Princes, que le Prêtre jouit du plus grand crédit.

GRACES aux préjugés avilissans que la superstition & la flatterie ont accrédités sur la terre, la plupart des corps politiques présentent des troncs décharnés, sur lesquels se trouvent entées des têtes énormes, qui attirent à elles toute la substance des Nations: ces corps fléchissent & chancelent sous un poids qu'ils ne soutiennent qu'avec peine; ils n'ont gueres la force de contrebalancer une masse terrible qui les entraîne à la ruine commune. Dans chaque Société civile se trouve un être unique, destiné par le Ciel à ne rien faire pour elle, ou à la faire servir à ses propres caprices.

AINSI la Politique est devenue en bien des contrées une vraie conspiration contre les Peuples. Suivant l'ordre naturel des choses, le tout est préférable à sa partie: il sembleroit en conséquence qu'une Nation entière doit être préférée à un seul citoyen qu'elle a choisi pour la représenter. On pourroit supposer que le représentant doit dépendre de ses constituans. On croiroit que celui qui gouverne est fait pour le Peuple gouverné; enfin on diroit que c'est en vue

d'assurer leur bien-être, & non de le détruire; que des êtres raisonnables se soumettent à l'autorité de l'un d'entre eux. Mais suivant les principes d'une Politique vraiment mystérieuse & totalement inconcevable, toutes ces idées se trouvent renversées; la partie l'emporte sur le tout; des millions d'hommes ne sont faits que pour un seul homme; cet homme isolé ne se croit nullement intéressé au bonheur de ceux qui ne lui obéissent que dans l'espoir des avantages qu'ils attendent de lui. En un mot, la Société toute entière est absorbée dans la splendeur du Trône qu'elle soutient, & qui emprunte d'elle tout l'éclat dont elle est éblouie.

DANS presque toutes les parties de notre globe, le Souverain est tout, sa Nation n'est rien. *Il n'y a point ici de nation, je n'y connois qu'un Maître & des Sujets*, disoit arrogamment un Visir à quelqu'un qui osoit lui parler des intérêts de sa Nation. En effet, une Nation privée de liberté n'est plus rien: elle est dépouillée de tout ce qui pourroit la faire connoître, chérir & respecter de ses enfants. Réduite à trembler elle-même, elle n'en impose à personne: privée de ses propres trésors, du droit de punir & de récompenser, tout le monde l'abandonne pour tourner ses regards sur ceux qu'elle a rendus les maîtres de son sort: ceux-ci s'attachent des ingrats qui méconnoissent la source de l'autorité, des richesses, des honneurs qu'on ne leur distribue qu'à condition de tenir la Patrie sous le joug. Les citoyens qui lui restent fideles ou qui ont le courage de représenter ses droits, sont regardés comme des audacieux, comme des perturbateurs,

des hommes dangereux, & leurs châtimens paroissent justes & mérités à ceux-mêmes dont ils défendent la cause. Ainsi les Nations n'ont rien à elles, pas même leurs façons de penser, qui leur sont suggérées par ceux qui les tiennent en tutelle.

DANS des pays ainsi constitués, le Pacte ou le Contrat qui lie le Souverain à son Peuple, ne paroît qu'une chimère. Un Prince qui se croit redevable à Dieu seul de la couronne, s'embarrasse fort peu des titres qui n'ont pour eux que la raison & l'équité. Oser parler de ce Pacte, seroit une témérité séditionneuse. Ou bien si l'on admet l'existence de ce Pacte, il ne lie que les Sujets, sans aucunement gêner le Souverain.

AINSI, en vertu de l'étrange Contrat qui enchaîne les Peuples, ceux-ci, sans nul profit, se sont engagés à contribuer par leurs travaux à la splendeur, à l'agrandissement, aux fantaisies d'un Maître qui, non seulement ne s'engage à rien, mais encore, qui se réserve le droit de nuire à tous, sans laisser à personne celui de réclamer. En un mot, on diroit que dans chaque Nation il existe un être privilégié, destiné par le Ciel à commander à des Peuples nombreux qui, transformés en automates, doivent se persuader que leurs biens, leur liberté, leur vie, ne leur appartiennent pas; qu'ils ne sont sur la terre que pour travailler sans relâche & périr selon les fantaisies du Dieu visible, au pouvoir duquel la Providence les abandonne.

SI les notions flatteuses de la superstition sont propres à pervertir les Princes, elles ne sont pas moins faites pour anéantir, ou pour rendre peu

fières les idées de justice dans l'esprit des Sujets : partout on prêche aux Peuples une obéissance *passive* & machinale aux volontés quelconques de leurs Maîtres les plus injustes : par-tout on leur défend d'y résister ; par-tout où regne le Despotisme, des Esclaves ont pour maxime qu'on n'est jamais coupable en exécutant aveuglément les ordres de son Sultan. Quelles idées de morale & d'équité peuvent avoir des hommes qui s'imaginent que la volonté d'un Tyran peut rendre l'oppression, la rapine, la cruauté légitimes ? Quelles idées de la morale divine peuvent se former des êtres, à qui l'on dit que Dieu protège des Tyrans, & veut qu'ils soient obéis !

Les conventions de la plupart des Peuples de la terre avec leurs impitoyables maîtres, ressemblent assez à celles d'un voyageur qui, attaqué dans un bois par des brigands, leur abandonne tout pour obtenir la vie, & qui se trouve encore en outre obligé de travailler pour eux, & de porter le butin qu'ils lui ont enlevé. Tout Despote, tout Souverain injuste ne possède qu'un titre frauduleux que la crainte seule force ses Sujets de reconnoître ; ils n'osent pas examiner ce titre, & encore moins l'annuller ; parce qu'ils s'imaginent que les efforts qu'ils feroient pour récupérer leurs propres droits, les rendroient encore plus malheureux qu'ils ne sont. Voilà la position dans laquelle se trouvent tant de Nations asservies ; elles ont rarement le courage d'espérer un sort plus doux. Le plus souvent elles s'habituent tellement à leurs chaînes, qu'elles n'imaginent point qu'il soit possible de s'en passer. La Tyrannie la plus marquée, les inju-

stices les plus criantes, les violences les plus manifestes finissent par ne point révolter, & paroissent à la longue des actes d'un pouvoir légitime à des Peuples entiers. L'esclavage dégénéré en habitude, est un mal incurable. L'univers est rempli d'esclaves contens, assez lâches pour aimer leurs chaînes, assez fous pour en rire, assez bas pour s'en glorifier. Les Turcs respectent, comme Dieu lui-même, les Sultans dont à tout moment ils éprouvent les frénésies; ils attachent de l'honneur à périr par leurs ordres; chez eux la sûreté personnelle est réputée le partage ignoble des hommes les plus vils (30).

Si l'on ne connoissoit pas les effets de l'habitude fortifiée par l'ignorance, rien ne devroit paroître plus étonnant que la facilité avec laquelle les hommes s'accoutument au gouvernement le plus injuste. A force d'éprouver les coups de la puissance, du crédit, de la grandeur, les idées d'équité s'effacent totalement des esprits, ou plutôt ne peuvent jamais s'y former. On s'imagine qu'il est dans la nature, des êtres à qui tout est permis, & qu'il en est d'autres qui sont faits pour tout souffrir de la part des premiers. Rien de plus rare que des hommes qui se fassent des idées vraies de l'équité: si leur nombre étoit plus grand, on verroit bien moins de Tyrans & d'Esclaves sur la terre. L'ignorance & la paresse des hommes, voilà les seuls appuis du pouvoir absolu & de la fausse Politique.

C'EST encore l'ignorance, la paresse, l'inca-

(30) Les habitans de l'Empire de Maroc regardent comme un grand honneur de périr par les ordres du Monarque: & se persuadent que ceux qu'il tue de sa propre main vont droit en Paradis.

pacité des Souverains qui les font soupirer après un pouvoir absolu. Il faut de la vigilance, de la justice, de la fermeté pour gouverner un Peuple; il ne faut que de la force pour le tyranniser. Si l'inexpérience & l'inertie font les Despotes, elles font aussi les Esclaves. A l'aide du Despotisme, le Souverain est dispensé du soin de rien apprendre; le plus inepte & le plus pervers se trouve aussi capable de commander à des Nations, que le Prince le plus sage & le plus éclairé.

DANS le plus grand nombre des Nations, le Monarque est trop fier par s'abaisser jusqu'à gouverner ou régner par lui-même. Communément il ne semble fait que pour jouir dans la mollesse & dans l'oïveté, du travail des Nations; pour recevoir en idole leur encens, leurs tributs, leurs hommages; pour végéter dans l'indolence, ou pour diversifier ses ennuis par des plaisirs achetés aux dépens de la sueur & des larmes de ses Sujets. On diroit que la plupart des Princes ne sont au monde que pour qu'on place à leur insçu leur nom à la tête d'un édit. (31)

RIEN de plus rare qu'un Souverain qui se donne la peine de remplir les fonctions de son état. L'éducation qu'on donne aux maîtres de la terre, les rend communément plus propres à être eux-mêmes esclaves, qu'à gouverner les autres; ils ne sont le plus souvent dans les mains de leurs Ministres, de leurs Courtisans, de leurs Sultanes, que des automates que chacun à son tour fait

(31) Les Siamois ignorent le nom du Souverain régnant: quand ce Prince donne audience, il ne parle point, il s'explique par signes.

mouvoir à son gré. C'est rarement à son Monarque, c'est à ses Visirs que les Nations sont asservies. Un Prince sans lumieres, quand même il n'auroit pas de passions dangereuses, adopte aveuglément toutes celles des Femmes, des Eunuques, des Proxénètes, des Favoris qui le gouvernent lui-même: le Souverain & son Etat sont chaque jour immolés à leurs intrigues, à leurs complots, à leurs folies criminelles. Le Sultan redoutable n'est souvent que le premier esclave de l'esclave qui trouve le secret de s'emparer de lui. (32)

Sous des Princes sans talents, les Ministres sont les Rois. Ainsi, les Souverains ne desirerent le Despotisme, qu'afin de mettre leurs esclaves à portée de se rendre leurs maîtres. Un Prêtre ambitieux parloit bien en Ministre quand il disoit à son Monarque, que *sa majesté ne pouvoit être coupable devant Dieu tant qu'elle suivoit l'avis de son conseil* (33). Ailleurs ce Politique admiré insinue à son maître qu'il doit bien se garder d'appeller au Ministère ou aux grandes places des gens de bien, *parce qu'ils ne sont pas assez faciles en affaires*. Des Princes à qui l'on parle sur ce ton, sont-ils donc des Monarques? N'est-ce pas leur conseiller sans détours d'abandonner à d'autres les rênes du Gouvernement, que leurs

(32) Plin (hist. nat. liv. VI. chap. 30) assure qu'un Peuple d'Ethiopie conféroit la dignité royale à un chien, auquel on rendoit les honneurs divins; c'étoit par ses mouvemens que l'on jugeoit de ses intentions (*motu ejus imperia augurantur*). Quelqu'un disoit que, si les Rois étoient les images de la Divinité, la plupart d'entre eux ne lui ressembloient que parce qu'ils laissoient tout faire aux causes secondes.

(33) Voyez le *Testament Politique du Cardinal de Richelieu*.

maines débiles sont incapables de soutenir ? Les Rois feroient-ils donc trop grands pour gouverner eux-mêmes ? Quel attachement peut attendre de son Peuple, un Prince qui l'abandonne aux vexations, aux caprices, aux cabales de quelques tyrans subalternes, & qui ne paroît exister que pour donner la sanction royale à leurs oppressions ? Quelle considération personnelle peut s'attirer un Souverain qui, par sa négligence & son apathie, semble annoncer à toute la terre qu'il n'est pas fait pour régner ? Enfin quelle reconnoissance peuvent attendre de ceux mêmes qu'ils comblent de faveurs & de graces, des Princes qui, incapables par eux-mêmes de faire du bien, ne le font que sur les suggestions ou par les intrigues de ceux qui les entourent ?

DANS toutes les Nations policées, les loix privent un citoyen en démence de la faculté de gérer ses propres affaires; il n'en est pas de même quand il s'agit des affaires d'un Etat. On diroit que les Peuples, pour être gouvernés, n'ont besoin que d'un simulacre, & qu'il leur importe peu que celui qui regne sur eux soit raisonnable. Ni l'enfance, ni la décrépitude, ni la stupidité, ni la folie la plus complète n'ôtent le droit de commander aux hommes. On a vu des Nations célèbres aimer mieux devenir la proie des factions les plus sanglantes & de l'anarchie la plus affreuse, que de priver des Princes en démence du droit de régler le sort des humains (34).

(34) Voyez Mezerai Hist. de Charles VI.

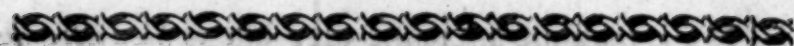
UNE maxime ancienne dit, que le bien-être du Peuple doit être la loi suprême. (35) Par le renversement qu'introduit une Politique absurde, on est parvenu à faire croire que le bien-être de ceux qui gouvernent doit être la première des loix; d'après ces principes on voit que les Princes se sont habilement subrogés à la Société; ainsi servir l'Etat, c'est servir celui qui a conquis l'Etat & qui souvent le traite en pays de conquête: la grandeur d'ame, l'honneur, la valeur consistent à braver pour lui les dangers & la mort: le devoir du citoyen & du noble est de se sacrifier à ses ordres les plus injustes, à son ambition effrénée, & plus souvent encore à celle de ses Ministres. Le genre humain n'est-il donc fait que pour être le jouet du caprice de quelques individus! (36)

(35) *Salus Reipublice suprema lex esto.*

(36) *Humanum paucis vivis Genus.*

LUCAN. LIB. 4.





C H A P I T R E X L.

De la Guerre.

SI, comme on vient de voir, l'inertie, la mollesse, l'oisiveté des Princes est souvent funeste aux Nations, leur activité, quand elle n'est pas tempérée par la justice, la prudence, les intérêts de l'Etat, est tout autrement destructive pour elles. On a déjà fait remarquer ci-devant que les chefs des Peuples les plus civilisés n'ont pu encore se guérir de la frénésie de la guerre, qui décele en eux des dispositions vraiment sauvages, & directement contraires au bonheur des Sociétés pour qui la paix sera toujours le plus grand des biens.

EST-IL rien en effet qui mette plus d'obstacles à la félicité publique, aux progrès de la raison humaine, à la civilisation complète des hommes, que les guerres continuelles dans lesquelles des Princes inconsidérés se laissent entraîner à tout moment ? C'est dans cette Politique vraiment barbare & déraisonnable, que nous trouverons la source des maux les plus cruels & les plus durables qu'éprouvent les Nations.

LES loix de Crête & de Sparte n'avoient rapport qu'à la guerre, & sembloient supposer que la paix n'étoit pas faite pour les hommes. Les Gouvernements modernes semblent avoir conservé le même esprit. On diroit que les Nations n'ont été placées sur la terre que pour se haïr,
se

se tourmenter, se détruire les unes les autres; le repos est pour leurs chefs un état violent dont ils imaginent mille prétextes pour sortir. Par un effet de cette manie toujours subsistante, & les Peuples & les Rois sont dans une misere continue; au sein même de l'abondance, ils ne jouissent de rien; les Nations les plus opulentes se dépeuplent, se ruinent en pure perte & n'ont presque jamais le tems de se remettre des secousses fréquentes & douloureuses que leur donnent des maîtres destinés à les conduire paisiblement au bonheur: elles ressemblent à des malades que l'imprudence de leur régime replonge à tout moment dans des rechutes, parce qu'une convalescence trop courte n'a pu les rétablir. Ce n'est communément que la nécessité, c'est-à-dire l'impossibilité de continuer la guerre; ce n'est qu'un épuisement total des ressources, qui déterminent les Princes à la paix: cette paix, toujours inquiète & peu sûre, ne semble être elle-même destinée qu'à recueillir de nouvelles forces pour combattre de nouveau. Aussi-tôt qu'une Nation commence à respirer, à rétablir son commerce, à se livrer à l'industrie, à cultiver ses terres, un vertige de cour vient tout d'un coup arrêter tous ses projets: les campagnes sont dépeuplées pour former des armées; des impôts accablants écrasent le cultivateur; le commerce est détruit ou gêné; toute activité est suspendue; tout tombe dans la langueur; & l'attention du Gouvernement, absorbée par la guerre, ne peut se porter sur aucuns des objets nécessaires au bien-être intérieur.

PAR une suite des préjugés sauvages dont les
Tome II. H

Peuples sont imbus & que ceux qui les gouvernent semblent vouloir éterniser, une éducation martiale est presque la seule que l'on donne aux Princes, ainsi qu'aux Grands dont ils sont environnés: on ne sème & l'on ne cultive que rarement en eux les vertus pacifiques; elles paroissent ignobles au Souverain, & sont dédaignées par une Noblesse impétueuse, à qui l'on persuade que c'est uniquement dans le courage que consiste l'honneur. C'est ainsi que le Prince & sa Cour s'accoutument à trouver de la gloire dans la violence, & ne voient point d'amusement plus digne d'un grand cœur que d'exterminer des hommes. D'après ces notions fatales dans lesquelles tout conspire à entretenir les Rois & ceux qui les approchent, les Nations sont entraînées dans des guerres perpétuelles par des maîtres dont on a fait des tigres altérés de sang, qui ne connoissent rien de plus beau que d'en répandre, & que le calme jetteroit dans l'inaction & l'ennui.

D'un autre côté le Despotisme a toujours besoin de soldats pour se maintenir; c'est un état de guerre d'un Maître allarmé contre des Esclaves chagrins qu'il faut retenir sous le joug. Même durant la paix le Despote, entouré d'une cour avide & de ses cohortes, n'est-il pas continuellement occupé à combattre les loix, la liberté de son Peuple, à réprimer les plaintes que ses oppressions peuvent exciter? C'est par la force qu'on soutient un Gouvernement établi par la force. C'est, comme on a vu, par la conquête que le Despotisme s'introduit; ainsi les Princes, pour la plupart, vivent dans leurs Etats comme dans un pays conquis dont ils craignent la révolte.

Sous prétexte de veiller à la défense de l'Etat, les Gouvernements tiennent sur pied en tout tems des armées nombreuses, dont le but réel est de perpétuer la tyrannie. Si les Nations ne prenoient les armes que pour leur propre défense, pour leur propre sûreté, pour leurs intérêts véritables, en un mot, pour des causes légitimes, les guerres seroient très peu fréquentes. En effet, à quoi sont dues ces guerres périodiques qui dépeuplent, appauvrissent, ensanglantent à tout moment la terre, & qui en font le séjour du carnage? C'est à l'ambition des Rois, à leurs prétentions injustes, à leur cupidité sans bornes, à leur désœuvrement inquiet, à l'incapacité, où ils se trouvent pour l'ordinaire, de s'occuper en paix du bien-être intérieur de leur pays. Pour jouer un grand rôle dans le monde; pour faire valoir des titres frauduleux ou douteux, souvent même dans la vue de faire une vaine parade de puissance, ils immolent à leurs intérêts personnels, à l'agrandissement de leurs familles, à leurs vanités enfantines, à des jalousies mal fondées, à des rêveries, le repos, les forces, les richesses, l'industrie, la félicité de tout un Peuple.

QUE les mobiles des plus grands événements de ce monde sont faits pour paroître petits aux yeux de la raison! Des disputes sur l'étiquette, des prétentions puériles, des querelles de presséance, la mauvaise humeur d'un Ministre ou d'une Maîtresse, l'impertinence d'un Ambassadeur, la brutalité d'un Pirate ou d'un Corsaire, un mot mal entendu; en voilà plus qu'il n'en faut pour mettre le monde en feu!

LA guerre n'est juste, que quand elle est nécessaire: la guerre est nécessaire, quand le bien-être d'une Nation est véritablement en danger. Une Nation est en danger, quand des voisins injustes veulent la priver d'un Gouvernement équitable, d'un Prince nécessaire à son bonheur, de la liberté, de la jouissance de ses droits légitimes. Enfin la guerre est juste & nécessaire, lorsque sans elle on ne peut être assuré de la paix. (37) Une guerre est injuste, quand elle n'a pour objet que d'étendre la puissance, de faire valoir les prétentions peu fondées, de contenter l'avidité, de repaître la vanité, d'augmenter la puissance déjà trop étendue d'un Souverain sans équité, dont les intérêts n'ont rien de commun avec ceux du Peuple qu'il gouverne. Les Nations font quelquefois des guerres très injustes pour agrandir des tyrans contre qui elles auroient les plus justes droits de la faire.

LES Nations sont-elles donc faites pour se ruiner & s'égorger dans des querelles qui ne devroient aucunement les intéresser? En seront-elles plus heureuses de ce que leur chef possédera une ville, ou même une Province de plus? La défense rigoureuse de jamais prendre les armes pour s'agrandir au-dehors, devrait être une loi fondamentale & irrévocable pour toute Nation prudente & raisonnable: elle mettroit les Souverains dans l'heureuse impossibilité de troubler leur tranquillité mutuelle. Un Peuple assez sage pour s'im-

(37) *Iustum est bellum quibus est necessarium, & pia arma quibus nulla nisi in armis relinquitur spes.*

VOYEZ TIT. LIV. LIB. IX. CAP. I.

poser une loi pareille, deviendrait bientôt l'arbitre & l'ami de tous les autres : au moins ne feroit-il pas à chaque instant la victime des prétentions personnelles de ses maîtres, à qui communément le sang humain ne coûte rien.

DE même que *nul homme ne peut servir deux maîtres*, nul Prince ne peut bien gouverner deux Etats. Un Souverain qui veut régner avec sagesse sur un Peuple quelconque, n'a-t-il donc pas déjà suffisamment d'affaires ? Augmenter les Etats, ce n'est jamais qu'augmenter la difficulté de les bien gouverner, & multiplier les prétextes de la guerre. Que les divers Etats dont ce globe est composé seroient petits, s'ils étoient proportionés aux talents de ceux qui les gouvernent ! S'il est si peu de gens qui sachent régler sagement une famille, est-il surprenant que si peu de Souverains sachent régler sagement un Etat ? La vaste étendue d'un empire y amène tôt-ou-tard le despotisme, & le despotisme tôt-ou-tard amène sa destruction.

QUELS motifs réels des Nations peuvent-elles avoir d'être ennemies les unes des autres ? Est-il rien de plus contraire à l'équité, à l'humanité, à la raison, que d'entretenir entre les Peuples ces haines héréditaires, absurdes & déraisonnables qui divisent les malheureux habitans de la Terre ? Chaque pays ne fournit-il donc pas à ses habitans de quoi déployer leur industrie & leurs talents ? Chaque Etat n'offre-t-il pas à tout Prince raisonnable un assez vaste champ pour exercer son grand cœur, sa justice, sa bienveillance & ses soins ? Est-ce une preuve de sagesse en lui, que de ne savoir s'occuper qu'à faire des malheureux,

incapables de lui procurer à lui-même ni grandeur, ni puissance, ni bonheur?

DANS toutes les guerres, les Souverains prétendent n'avoir jamais pour but que le bien-être futur ou la sûreté de leurs Etats, le maintien de la balance du pouvoir, le désir d'augmenter le commerce & les richesses de leurs sujets. Les imprudents! ne voient-ils pas que ces guerres entreprises par l'avidité, ne tendent qu'à dissiper tout d'un coup des forces subsistantes, des richesses tout acquises, pour en acquérir d'incertaines & d'imaginaires? Rien de plus rare que de voir les acquisitions & les conquêtes dédommager véritablement des dépenses qu'elles ont coûtées; la Politique des Princes se borne communément à faire de très petites choses avec de très grands moyens. Les succès les plus éclatans ne font pour l'ordinaire que diminuer des forces réelles, pour s'en procurer d'idéales. La *balance du pouvoir* n'est dans le vrai, qu'une balance de foiblesse. Les Princes par leurs guerres ne font que s'énerver réciproquement; & souvent le vainqueur est plus à plaindre que le vaincu. (38) Faire la guerre, c'est répandre les trésors amassés par le commerce & l'industrie de ses propres Sujets, sur des Nations qui n'ont ni commerce ni industrie; c'est enrichir des Peuples étrangers à ses propres dépens: avoir de grands succès, c'est augmenter le nombre de ses ennemis & des jaloux, sous les efforts desquels on se verra quelque jour forcé de succomber. Tout Prince ambitieux, toute Nation avide deviennent bientôt des

(38) Un homme d'esprit disoit que la *balance de l'Europe* consiste dans les *folies* qui se font de toutes parts. Cicéron a dit, *in quorum bello solum id scires esse miseriorem qui vicisset.*

ennemis communs, dont la puissance fait ombra-
ge, & qu'on cherche à détruire. Ainsi les guer-
res les plus heureuses n'amènent point la paix;
elles amènent des guerres nouvelles excitées par
la défiance & les craintes, qu'une ambition re-
muante fait naître dans les esprits des voisins. De
là cette inquiétude universelle répandue dans tous
les Gouvernemens, qui les force de tenir en
tout tems sur pied des armées formidables, éga-
lement ruineuses pour tous les Etats, & dont
l'effet est de rendre la paix même inutile aux
Nations.

Pour conquérir une nouvelle Province ou
pour s'agrandir, afin de jouer un plus grand rô-
le parmi les puissances qui l'entourent, un Souve-
rain belliqueux s'expose quelquefois à perdre ses
anciens Etats. Nonobstant l'extravagance d'un
jeu si périlleux, auquel les Peuples ou les Loix
devroient fortement s'opposer, le hazard ou ses
talents le sauve de ce danger: de retour dans son
Pays que fera-t-il? Il sçait qu'une guerre attire
une autre guerre; il sent la nécessité de faire bon-
ne contenance, afin d'en imposer à ceux qu'il
vient de dépouiller; il se voit donc forcé de te-
nir sur pied des légions sans nombre; il lui faut
bien plus d'hommes que son Etat n'en peut four-
nir; il lui faut plus d'argent qu'il n'en peut obte-
nir par des impôts raisonnables; alors il dépeuple
ses campagnes & ses villes pour avoir des soldats;
pour remplir ses trésors, il est forcé d'employer
la violence & la fraude; tout est écrasé par ses
concussions; il a une Province de plus, mais son
Domaine ancien est totalement ruiné; il se croit
plus puissant, & tout devroit lui montrer qu'il

est réellement plus foible; il a l'ambition de fonder un grand Empire, mais il commence par le détruire, & ne laisse à sa postérité que l'avantage de gémir pendant des siècles, des funestes effets de son humeur inquiète & de ses immenses travaux. Voilà donc ce qu'on appelle un Héros, un grand Politique! tout homme sage l'appellera un insensé, un mauvais calculateur, un fléau du genre humain.

Le vulgaire stupide a de tout tems admiré & révééré comme des Héros & des Dieux quelques brigands célèbres que l'histoire ne nous fait connoître que par leurs affreux massacres. Quels droits peuvent avoir à l'estime des hommes, tant de Gladiateurs mémorables qui, comme les déluges, les volcans & les contagions ne se sont illustrés que par leurs tristes ravages? Quelles idées sauvages de gloire peuvent s'être formé des êtres assez extravagants pour nous vanter les hauts faits d'un Alexandre, d'un César, d'un Pompée!

(39)

On dit que Tamerlan ne livroit des batailles que pour se procurer le merveilleux plaisir de former des pyramides avec les têtes de ceux

(39) Plin nous apprend que le grand Pompée, après avoir triomphé de plusieurs Peuples de l'Asie, bâtit de leurs dépouilles un Temple à Minerve, à l'entrée duquel il fit mettre l'inscription suivante, bien digne d'être approuvée par des Romains. *Cn. Pompée le Grand, général, après avoir terminé une guerre de trente ans; après avoir défait, mis en suite, tués & faits prisonniers DEUX MILLIONS CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE HOMMES; après avoir coulé à fond ou pris huit cents quarante six vaisseaux; après avoir soumis mille cinq cents trente huit villes & forteresses; après avoir subjugué tous les pays contenus entre la mer rouge & le palus méotide, s'aquite justement de ce vœu à Mi-*

Voyez PLIN. HIST. NATUR. LIB. VII. C. 26.

qu'il avoit égorgés. Néron, ce Tyran renommé par sa folie cruelle, dans un moment de caprice fit mettre le feu à la ville de Rome, tandis que du haut d'un monument élevé il contemplot les flammes qui réduisoient sa capitale en cendres. Il n'est personne qui ne frémissé de cette action aussi barbare qu'insensée; cependant combien de Princes également détestables, ont été célébrés dans l'histoire pour s'être amusés à mettre tout l'univers en flammes! Combien de conquérants se sont faits un passe-tems de détruire des Villes, de ravager des Provinces, de jouir, du haut de leurs Trônes, des malheurs du genre humain! Que de Nérons dans le monde, à qui les hommes ont la sottise d'adjuger des lauriers! Combien de Princes inquiets semblent, comme Caligula, se plaindre de ce que leur regne n'est point marqué par de grandes calamités.

La plupart des Nations seroient en droit d'adresser à leurs maîtres sanguinaires le discours qu'un Derviche osa tenir à *Kouli-Kan*, dans le moment où ce vainqueur barbare de l'Indostan ordonnoit le massacre des habitans de Dehli. *Si tu es un Dieu, agis en Dieu. Si tu es un Prophète, conduis-nous dans la voie du salut. Si tu es un Roi, rends ton peuple heureux & ne le détruis point.* La réponse du conquérant est conforme à celle que pourroient faire tant de héros glorieux devant lesquels l'univers s'extasie. *Je ne suis point un Dieu, & je n'agis point en Dieu. Je ne suis point un Prophète, chargé de montrer la voie du salut. Je suis celui que Dieu envoie aux Nations qu'il a résolu de visiter dans sa colère.*

PEUPLES inconsiderés! poussez des cris de

joie; allumez des feux; faites chanter vos triomphes par vos Poètes; rendez au ciel des actions de grâces pour tant d'hommes que vos guerriers ont eu le plaisir d'égorger. Eh! ne voyez-vous pas que le sang de vos concitoyens, cruellement prodigué, s'est mêlé avec celui de vos ennemis prétendus! hélas! bientôt vous allez pleurer de vos propres succès. Ils ont dépeuplé vos campagnes; ils vont forcer vos maîtres de vous accabler d'impôts. Votre postérité malheureuse se ressentira pendant des siècles de vos cruelles victoires. Retenez donc pour toujours la fougue de vos chefs imprudents; qu'ils se défabussent, ainsi que vous, de ces idées fausses de gloire, qui ne font de leurs contrées, que des déserts, & de vos villes, que des séjours de larmes.

QUEL est, en effet, le cœur honnête qui ne seroit point déchiré à la vue du détail immense des calamités que la frénésie ambitieuse d'un seul homme produit souvent en un instant dans le monde! Quel affreux tableau pour une imagination sensible, que celui qui ne présente que des villes embrasées, des campagnes fumantes, des laboureurs en pleurs levant leurs bras au Ciel en voyant les moissons, les fruits de leurs travaux devenir en un instant la proie des flammes, *des meres éplorées arrachant leurs filles tremblantes des mains du soldat effréné!* Qui peut penser sans frémir à la longue suite de douleurs propagées dans toute une nation par la destruction subite de tant de milliers d'hommes, de peres de familles, de parents, d'amis, qu'une seule bataille fait disparaître? Périissent donc ces Monstres qui d'un œil sec ordonnent ou contemplent de pareilles hor-

reurs ! Périr à jamais l'ambition qui sacrifie l'élite d'une Nation, le repos d'un Etat, la félicité publique, au desir insensé de laisser un nom fameux dans l'histoire ! Que les hommes qui ont le front de chanter ces forfaits soient eux-mêmes voués à l'opprobre éternel !

PUISQUE les Ministres du Très-Haut nous assurent que la Religion est un frein si puissant pour contenir les passions des Rois, que ne s'en servent-ils pour rappeler à la justice, à l'humanité, à la *charité* tant de Potentats indomptés qui ne semblent placés sur la terre que pour la désoler ? Au lieu de bénir lâchement les drapeaux de la guerre, pourquoi les Prêtres d'un Dieu de Paix ne les déchirent-ils pas sur ses autels ? ou du moins, pourquoi ne lancent-ils pas leurs anathèmes contre ceux qui ont la cruauté de prodiguer sans vraie cause la vie des citoyens ? Toute ame honnête est consternée, en songeant à l'étonnante facilité avec laquelle un Prince, du fond de son cabinet ou sérail, signe un arrêt de mort contre des millions de ses Sujets. Est-il sur ce globe malheureux un seul pouce de terre qui n'ait été à plus d'une reprise engraisé de sang humain !

AINSI, ne cherchons pas dans la colère des Dieux, les causes des dépopulations, des famines, des revers, de la ruine & des misères de tant d'Etats. D'où vient que dans les contrées les plus favorisées du Ciel, l'on ne rencontre à chaque pas que des solitudes effrayantes, habitées par quelques poignées de malheureux qui languissent sous le poids de l'indigence ? Est-ce donc les puissances invisibles que ces Peuples doivent implor-

rer pour demander la fin des infortunes qui les accablent ? Non sans doute ; des guerres interminables , les rigueurs d'un Despotisme insensé , l'arbitraire de l'impôt , les extorsions des traitants , l'injustice des gens en place , l'indolence ou l'insensibilité des Princes , ainsi que leur ambitieuse activité , les conseils affreux de leurs Ministres , les frénésies que les préjugés inspirent aux Nations ; voilà les véritables causes des maux dont ce monde est le théâtre. Les Dieux seroient rarement irrités contre les hommes , si ceux qui les gouvernent avoient de l'équité.

LES voyageurs nous disent que dans presque toutes les Nations sauvages , un malade fait appeler à son secours des jongleurs , des forciers ou des prêtres , à qui l'on suppose du crédit sur les esprits malins , que l'on croit les auteurs des accidents les plus naturels qui arrivent aux hommes. Sous prétexte de chasser la maladie , ces fourbes prononcent des conjurations en langage inconnu , invoquent les esprits , feignent de converser avec eux , poussent des hurlements affreux , étourdissent le pauvre infirme par des bruits effrayants , font mille contorsions & singeries , enfin forment des danses auxquelles , nonobstant sa foiblesse , ils forcent le malade de prendre part , jusqu'à ce qu'épuisé de fatigue , il tombe à terre , d'où souvent il ne se relève jamais. Quelque soit le succès du remède , le médecin est payé ; il en est quitte , quand le malade est mort , pour dire à ses parents que les puissances invisibles , acharnées à sa perte n'ont pas voulu s'appaiser. Cette méthode ne ressemble-t-elle pas à celle que suivent les Prêtres des Nations les plus éclairées ?

C'est toujours par des prières, des conjurations, des cérémonies qu'ils promettent aux Peuples de faire cesser leurs infortunes. C'est toujours à la colere du Ciel, qu'ils attribuent la durée des maux qui ne sont dûs qu'aux délires d'une administration insensée.

Si c'est dans l'ordre Physique de l'univers que l'on puise les preuves les plus fortes de l'existence & des soins d'une Providence remplie d'intelligence, de puissance & de bonté, quelles incertitudes ne doit pas jeter sur ces preuves le désordre moral & politique dont ce monde est continuellement le théâtre? L'ordre moral, l'ordre politique, la bonté permanente des Princes & des Gouvernements, les vertus des Citoyens auroient-ils donc fait moins d'honneur à la Divinité, que le mouvement réglé des Astres, que le retour périodique des Saisons? Le Dieu qui gouverne la nature & qui regle les destinées des hommes, seroit-il moins bien représenté par des Souverains justes & bons que par des Tyrans impitoyables, par des Sultans avides, par des Conquérants farouches, perpétuellement occupés à ravager la terre, à troubler la paix & l'ordre des Sociétés? Ce Dieu puissant eût-il moins clairement manifesté sa puissance, en forçant les Princes & les Peuples à faire le bien, qu'en forçant les planètes à décrire une route invariable? N'eût-il pas été plus avantageux à l'homme d'être nécessairement déterminé à la vertu dans chaque instant de sa durée, ou de plaire nécessairement à son Dieu, que de jouir de la funeste liberté de se déterminer au mal & d'encourir par là la colere du Ciel?

CHAPITRE XII.

Du Machiavélisme ou de la Perfidie en Politique.

LA superstition & la flatterie ayant changé les Souverains en des êtres d'une nature différente des autres hommes; en ayant fait des Divinités sur la terre, leur ayant adjugé des droits divins, ces Princes divinifiés eurent une morale à part, une jurisprudence faite pour eux seuls & incommunicable au reste des mortels. Si la religion ne produit des effets utiles que sur un très petit nombre d'hommes, il est évident que ce sont les loix, l'éducation, l'opinion publique, la crainte du déshonneur ou du châtimement, qui contiennent efficacement le grand nombre & qui les empêchent de se livrer à leurs passions. Le citoyen a par-tout quelque chose à craindre; les Princes sont exempts de toute crainte, & peuvent impunément se permettre tout ce que leur intérêt leur suggere.

UN des préjugés les plus fortement enracinés dans l'esprit du vulgaire, c'est que la licence est l'appanage de la puissance. On regarde comme heureux celui qui a le pouvoir de tout faire, ou dont les volontés déréglées ne rencontrent point d'obstacles. Quoique les hommes n'osent accuser les Dieux d'injustice, cependant toutes les religions tant anciennes que modernes les ont faits injustes, licentieux, emportés, déraisonnables;

les Théologiens en font quittes pour dire que les Dieux ont une justice à part, ou qui ne ressemble en rien à la justice des hommes. C'est ainsi que la superstition, plus que toute autre chose, contribue à renverser les idées de l'équité naturelle!

Si les Dieux invisibles du ciel ont joui du droit d'être injustes ou de violer les règles de la morale humaine, les Dieux visibles de la terre se sont arrogé le même droit, & les Peuples éblouis par l'éclat & la puissance de leurs maîtres, n'ont point osé le leur contester. Les Souverains se sont donc fait un code à part d'après lequel tout crime heureux se justifie. Les plus grands forfaits se pardonnent aux Princes & sont applaudis par les Nations, quand elles en voient résulter un très grand avantage. Voler, dans un citoyen obscur, est une action odieuse & punissable; mais faire des conquêtes, lever des impôts onéreux, ravir le nécessaire à ses Sujets, sont des actions glorieuses ou autorisées par l'usage (40). Assassiner un homme, c'est troubler l'Ordre Social, c'est commettre un crime digne de mort; mais assassiner des Nations entières & conduire hardiment ses Sujets à la boucherie, marque une ame héroïque qui mérite les louanges, & des contemporains, & de la postérité. Violenter ses serments, manquer à ses engagements, fausser sa parole, ne point payer ses dettes, sont des choses punissables par les loix & déshonorantes pour un homme privé, mais pour un Souverain, la raison d'Etat, le droit de bien-séance, l'intérêt de la nation, les malheurs des tems

(40) *Sua retinere, privata domus: de alienis certare, Regia laus est.*

TACIT. ANNAL. LIB. V.

sont des raisons qui l'autorisent à faire tout ce qui lui convient sans avoir rien à craindre. Les crimes les plus noirs, les perfidies les plus horribles, les injustices & les violences les plus marquées, les parjures les plus honteux finissent par s'adoucir aux yeux des hommes, assez aveugles d'ordinaire, pour croire que tout doit être permis à ceux qui jouissent d'un grand pouvoir. Les *Coups d'Etat* son communément des crimes dont les effets sont immenses, mais ils ne laissent pas de valoir à un Prince ou à son Ministre les titres de grands politiques & d'hommes d'Etat. En un mot, on s'est fait des idées si fausses & si perverses de la Politique, que bien des gens ont cru qu'elle étoit totalement incompatible avec la morale ordinaire; en conséquence, presque en tout pays elle est devenue un système de fourberies, de menfonges, de mauvaise foi, d'artifices, de violences & de crimes. On s'imagina qu'il étoit impossible de régner ou de gouverner, en suivant les regles de la probité.

VOILÀ ce qui fit éclore sur la terre les principes destructeurs & les maximes infames du *Machiavélisme*, c'est-à-dire de cette Politique exécrationnable qui fait que la plupart des Princes, non contents d'asservir & de tromper leurs propres Sujets, sont perpétuellement occupés à se surprendre réciproquement, à se tendre des pièges, à se nuire, soit ouvertement, soit d'une façon ténébreuse & cachée. D'après cette morale odieuse, on ne doit pas être étonné de voir que les Nations, gouvernées par des hommes nourris dans ces maximes, n'aient jamais pu jouir d'une tranquillité durable. Comment eussent-elles été
long-tems

long-tems paisibles, n'ayant d'autres garants que des traités infidiéux, aussitôt rompus que faits, & de la confection desquels la bonne foi fut toujours soigneusement bannie.

Si d'ailleurs tout ne prouvoit pas le peu d'effet de la Religion sur les Princes, rien ne seroit plus propre à détromper de son utilité, relativement à eux, que l'étonnante facilité avec laquelle on les voit oublier leurs serments les plus solennels, & fouler aux pieds les engagements les plus sacrés. A juger de leurs opinions religieuses par leur conduite, on est forcé d'en conclure qu'ils méprisent également & les Dieux & les hommes, & que la force seule est capable de les ramener aux principes de la morale, faite pour régler la conduite de tous les êtres de l'espece humaine, & dont jamais on ne peut s'écarter sans danger. C'est aux nations qu'il appartient de la faire observer. à leurs chefs qui, tant qu'ils n'auront rien à craindre en ce monde, s'embarasseront fort peu des châtimens dont on les menace dans un autre.

DES Souverains & des Ministres perfides impriment le sceau de l'infamie sur les nations qu'ils gouvernent. Un Peuple entier est, souvent à son insçu, déshonoré pendant des siècles par l'infame politique de ses Tyrans ambitieux ; on partage toujours les iniquités & les forfaits auxquels par son silence on paroît consentir (41).

(41) Il est évident que c'est aux fourberies de la cour de Rome, & aux crimes d'une foule de Princes sans foi que les Italiens sont redevables de leur mauvaise réputation. Ferdinand le Catholique, Charles-Quint, Philippe II, tous Princes fort dévots, ont flétri pendant longtems la nation généreuse, spirituelle & noble des Espagnols par leur conduite & leur Politique odieuse. *Quidquid delirant Reges, &c.*

Quelle idée peut-on se former de ces Nations asservies où les crimes, les perfidies les plus avérées, les guerres les plus injustes trouvent une foule de défenseurs & d'avocats! Quelle peut être la morale d'un Peuple qui applaudit tous les excès de ses Souverains les plus pervers!

UN Monarque disoit que *si la bonne foi étoit bannie de la terre, ce seroit dans la bouche des Rois qu'il faudroit la chercher.* On l'y chercheroit en vain; elle est bannie des cours; une Politique aussi fausse que criminelle, la traite de foible & de simplicité, on la croit uniquement réservée pour ceux à qui leurs forces ne permettent pas d'être injustes ou de tromper sans craindre les conséquences. Le seul crime en Politique est de ne pas réussir. Ainsi l'intérêt des Tyrans, c'est-à-dire des plus méchants des hommes, est devenu la règle de la conduite des Rois!

MAIS que résulte-t-il enfin de cette Politique abominable? Par tant de parjures, de perfidies, d'iniquités, les Princes se rendent-ils plus heureux, plus assurés de leurs possessions usurpées, plus tranquilles sur leurs droits? Non, sans doute; allarmés déjà sur les dispositions de leurs propres sujets qu'ils oppriment, ils craignent leurs semblables; ils savent qu'il n'est point de sûreté entre des brigands dont les alliances, les amitiés, les engagements n'ont que des intérêts variables pour base, & ne sont faits que pour endormir des rivaux qu'on voudroit dépouiller. Ils n'ignorent pas que la force & la ruse ne donnent pas des droits que la force & la ruse ne puissent anéantir. Conséquemment ils vivent dans des transes continuelles; ils se tiennent sur leurs gardes,

ils se ruinent à force de précautions, & dans l'espoir de jouir paisiblement un jour, ils ne jouissent de rien.

IL n'y a qu'une seule morale pour tous les hommes; elle est la même pour les Nations & pour les Individus; pour les Souverains & les Sujets, pour le Ministre & pour le Citoyen obscur. La politique la plus véridique est toujours la plus sûre. C'est celle qui a la probité, la justice & la bonne foi pour base (42).

LA droiture, la bonne foi, la franchise, la simplicité sont la plus sage des Politiques pour les Princes comme pour les Particuliers, même dans la constitution actuelle des choses; une Politique honnête & véridique seroit peut-être la plus propre à donner le change à des fourbes qui ne croient point à la probité des autres. D'ailleurs la droiture se fait respecter de ceux-mêmes qui n'en ont pas. Le mensonge & l'obliquité sont des signes de foiblesse; la franchise & la vérité annoncent les grandes ames; elles sont faites pour en imposer à ces génies rétrécis qui n'ont pas le courage d'être vrais.

QUELS exemples affreux les Souverains ne donnent-ils pas à leurs Peuples, par la façon dont ceux-ci les voient agir & traiter les uns avec les autres? Est-il rien de plus propre à bannir la

(42) Le chevalier Cecil, premier Ministre de la Reine Elizabeth lui disoit que *tout ce qui faisoit tort à la réputation d'un souverain ne pouvoit jamais lui procurer d'avantages bien réels.* Un Ministre moderne (M. le Duc de Choiseul) par sa façon de traiter noble & franche, a fait reprendre en peu d'années à son pays la considération & le rang qu'une guerre très malheureuse lui avoit fait perdre aux yeux de l'Europe.

probité de la terre, que de voir le mépris qu'ont pour elle les Princes dont les exemples influent si puissamment sur la conduite des hommes? O Princes! n'êtes-vous pas les vrais corrupteurs de vos sujets? N'est-ce pas votre Politique affreuse qui s'oppose à la réforme des mœurs? Si ces Dieux, dont vous prétendez vous servir pour les effrayer & les contenir, vous en imposent si peu à vous-mêmes, de quel droit vous flatteriez-vous qu'ils en imposent à vos Peuples? (43)

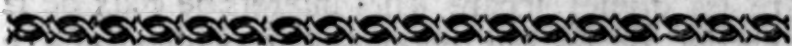
PEU contents d'écraser souvent les Nations sous un sceptre de fer, les Souverains semblent encore vouloir joindre l'insulte à l'injustice. Est-il en effet rien de plus insultant pour des Nations que la façon dont leurs chefs en disposent, sans daigner les consulter? Ils les vendent, ils les louent, ils les échangent, ils les donnent en dot, ils les leguent par testament; en un mot, ils en disposent comme de troupeaux de bêtes qui n'ont pas le droit de choisir leurs conducteurs. Si

(43) *Vitia non solum ipsi principes concipiunt, sed etiam in civitatem infundunt, plusque exemplo quam peccato nocent.*

CICERO III. DE LEGIBUS.

Le Pape Clément VI. par une bulle du 20. Avril 1351. datée d'Avignon, donna au confesseur du Roi de France Jean, & de la Reine Jeanne sa seconde femme le pouvoir de les délier pour le passé & pour l'avenir de tous les engagements, même appuyés de serments, qu'ils ne pourroient observer sans incommodité; grace qui devoit s'étendre à leurs successeurs à perpétuité. *Juramenta per vos præstita, & per vos & eos præstanda in posterum, quæ vos & illi servare commodè non possent.* VOYEZ DACHERY SPICILEG. TOM. IV. PAG. 275. PARIS 1661. IN 410. On sçait que l'Eglise Romaine a constamment enseigné que l'on ne devoit pas garder la foi jurée aux hérétiques; & que les Papes ont très souvent excité les Princes à violer les traités avec des infidèles, les mêmes Papes ont très souvent délié les sujets de leurs serments de fidélité faits à leurs souverains. D'où l'on voit que l'Eglise Romaine est une école de perfidies & de parjures, & qu'elle met les nations d'une autre Religion, dans l'impossibilité de traiter sûrement avec les Princes qui lui sont dévoués.

tant de Princes regardent leurs Peuples comme leur patrimoine, leur héritage, leurs serfs, ne devroient-ils pas du moins être jaloux de les transmettre en bon état à leur postérité? Mais, peu inquiets sur l'avenir, les Princes ne s'occupent que du moment présent: on seroit tenté de croire qu'ils ne voient après eux que l'affreuse perspective de la dissolution du globe.



CHAPITRE XIII.

Effets Physiques ou Naturels du Despotisme.

TOUT nous montre que c'est faute de connoître leurs intérêts véritables, que tant de Princes font le mal, suivent une Politique funeste & méprisable, exercent sur les Peuples un despotisme destructeur dont ils ne tardent pas à sentir eux-mêmes les effets déplorables. La paresse, le découragement, la langueur, la misère, la corruption, les mécontentements des Peuples sont les suites nécessaires & fatales d'un pouvoir insensé qui, content de satisfaire ses fantaisies présentes, n'a jamais la prudence de porter ses yeux sur l'avenir.

Le despote est un chef qui prétend que sa volonté seule doit régler le sort d'un Etat; mais comme cette volonté est rarement d'accord avec les règles de l'équité, il devient communément un tyran dont le pouvoir est perpétuellement aux

prises avec la justice, la raison, les droits, la liberté, le bien-être de son Peuple; & par conséquent agit à tout moment contre son propre intérêt.

GOUVERNER, comme on a vu, c'est réunir d'intérêts les membres d'un Corps politique, afin de les faire concourir au bien public. Le despote les divise, sépare leurs intérêts de ceux de la Patrie, & ne leur permet de travailler qu'à ce qu'il suppose utile à son intérêt particulier. Le Gouvernement conserve, défend, maintient l'association; le Despotisme la dissout. Pour gouverner, il faut de l'expérience, des soins, de la vigilance, des lumières, de la raison; pour tyranniser, il ne faut que de la force. Pour édifier & conserver, il faut des talents & des vertus; pour détruire, il ne faut rien. L'autorité, pour être légitime, doit être fondée sur la félicité publique & le consentement des Peuples; l'autorité despotique n'est fondée que sur la violence & la misère publique, d'où il suit qu'elle ne peut jamais être approuvée par les malheureux qu'elle écrase.

AINSI le Despotisme ne peut pas être regardé comme une forme de Gouvernement; il est évidemment l'absence de toutes les formes, l'anéantissement de toutes les règles. Il ne peut être légal, parce qu'uniquement fondé sur le caprice, il est contraire aux lois naturelles qui toujours sont conformes à la justice; il est contraire aux lois civiles, qui ne peuvent jamais déroger à celles de la nature; il est contraire aux lois fondamentales d'un État, qui toujours doivent avoir pour objet l'administration équitable de l'État.

Un *Despotisme légal* est une contradiction dans les termes.

LE Despotisme est essentiellement contraire à la nature de l'homme & au but de toute société. Il est totalement impossible qu'un mortel foible, sujet à des passions, à des vices, à des préjugés, à des erreurs, à des infirmités, ne se trompe très souvent sur les moyens d'opérer le bien public; un Prince infaillible & sans défauts est un être de raison, & l'expérience nous prouve que la puissance suprême est communément bien plus propre à corrompre, qu'à former le cœur & l'esprit. Tout concourt à nous convaincre que le Despotisme ou le pouvoir absolu est la licence, l'anarchie, la violence d'un seul, ou de ses complices, exercée contre tous. C'est un brigandage affreux qui finit par être aussi funeste au despote, qu'à ses esclaves.

LES ravages du Despotisme sont tracés en caractères lisibles sur toutes les parties de notre globe. Il est aisé de reconnoître ses sinistres effets dans la dépopulation, dans l'engourdissement, dans la pauvreté, dans l'inertie de toutes les Nations qui éprouvent ses fureurs. Pourquoi des Peuples que la nature avoit placés dans un sol fertile; à l'industrie desquels tout fournissoit d'amples matériaux; que les circonstances sembloient destiner à la félicité, pourquoi, dis-je, ces Peuples languissent-ils dans l'indolence la plus lâche, dans la paresse la plus honteuse, dans le découragement le plus complet? Pourquoi sont-ils privés des arts les plus nécessaires à la vie, des manufactures les plus utiles, des connoissances les plus communes? Le sol a-t-il donc

absolument changé dans la Grece que nous voyons aujourd'hui inculte & dépeuplée; dans cette Italie dont les plus belles Provinces sont désertes; dans cette Espagne qui n'offre plus au voyageur étonné qu'une terre aride, habitée par quelques mendiants vains & paresseux? Non, sans doute; le Despotisme, à force de désordres, a vaincu la nature, & rend tous ses dons inutiles. Il a depuis long-tems enchaîné & les corps & les esprits; il est parvenu à éteindre dans les cœurs toute idée de liberté; il a même anéanti jusqu'à la volonté de travailler à son bien-être. Des Princes remplis d'un orgueil puéril, & qui n'ont nulle idée, ni de la vraie grandeur, ni de la vraie puissance, se contentent de régner tristement sur d'immenses déserts où l'on ne rencontre que quelques malheureux éloignés les uns des autres. Un Souverain peut-il donc se croire grand & puissant, quand ses Etats ne lui présentent que le tableau lugubre de la foiblesse, de l'affliction & de la servitude? quand ses provinces deviennent le repaire des bêtes féroces, des serpents venimeux, le séjour de la contagion & de la mort?

Où; je le répète, c'est l'avidité du Despotisme, ce sont ses extorsions, sa négligence, ses extravagances qui changent les plus belles contrées en d'affreuses solitudes, dont elles font disparaître l'abondance & la salubrité. Les terres abandonnées par le cultivateur produisent des famines suivies de contagions fréquentes, qui achevent d'emporter les malheureux que la fureur guerrière des tyrans avoit épargnées. Des forêts stériles & mal saines, des eaux croupissantes, des

marais infectés qui répandent des vapeurs mortelles viennent peu-à-peu remplacer des campagnes riantes dont les habitans ont été forcés de se bannir (44). On diroit que les Despotés se plaisent à repousser les dons de la nature & veulent la forcer à n'être qu'une marâtre pour leurs malheureux Sujets. A juger de leurs idées par leur conduite, on seroit tenté de croire qu'ils font souvent consister toute leur gloire à exercer leur méchanceté sur des mendiants & des pestiférés. Les pays ne deviennent salubres qu'en raison de leur culture; ils ne sont cultivés qu'à proportion de leur population; ils ne sont peuplés qu'à proportion du bien-être, de l'aisance & de la liberté dont jouissent leurs habitans. Ainsi le Despotisme parvient même à corrompre l'air & à changer la nature du climat & du sol.

EST-IL une maxime plus fausse & plus détestable que celle de tant de Princes à qui l'on persuade que, pour rendre les Peuples plus dociles, il est avantageux de les tenir dans la misère! Un

(44) Tous ceux qui ont été en Italie connoissent les dangereux effets des *Marais Pontins* qui se trouvent dans l'état de l'Eglise entre *Terracine* & *Nettuno* dont l'effet est de répandre des exhalaisons pestilentiellés qui chaque année font périr beaucoup de monde. On a calculé que le desséchement de ces Marais donneroit deux millions cinq cents mille pieds quarrés de bon terrain capable de garantir pour toujours les terres du Pape des fréquentes disettes & des contagions dont elles sont ravagées. Mais jamais jusqu'ici les Pontifes n'ont daigné consacrer la somme modique de cinq cents mille livres à ce projet utile, dont l'exécution passe pour sûre & facile. C'est ainsi que la négligence & l'avarice perpétuent les malheurs physiques & moraux de l'espèce humaine! *Molesworth* a remarqué que depuis l'établissement du Despotisme en Dannemarck, il y regne des Epidémies causées par la mauvaise nourriture du Peuple.

On peut observer que dans les pays libres, il regne plus de propreté que dans les pays asservis; les esclaves se négligent, la propreté est le fruit de l'aisance & contribue à la santé.

Souverain se trouve tôt ou tard cruellement puni, quand il prête l'oreille à cet affreux principe, dont la pratique n'est propre qu'à jeter, ou dans une inaction mortelle, ou dans un désespoir dangereux dont il peut devenir lui-même la victime; en attendant il s'appercvra bientôt qu'un Souverain ne peut être ni aimé ni considéré, s'il n'a sous ses ordres que des esclaves mal sains, affamés & mécontents de leur sort.

POUR être aimé des hommes, il faut leur faire du bien. Cette maxime si simple & si démontrée est pourtant méconnue du plus grand nombre de ceux qui gouvernent les hommes. Ils semblent avoir adopté la maxime d'un Tyran qui disoit, *qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent* (45). Le Souverain qui néglige ses sujets leur devient indifférent. Le Tyran qui les opprime, leur devient odieux: celui qui joint l'opiniâtreté à la Tyrannie les réduit au désespoir & doit tout craindre pour lui-même: des esclaves irrités par des vexations continuelles, qui ne connoissent le nom terrible de leur Maître que par des ordres cruels, à qui ce Maître ne parle dans ses édits que pour leur annoncer de nouveaux malheurs, de nouveaux impôts, peuvent-ils donc aimer la source de leurs peines? Seront-ils sincèrement attachés à un Prince dont on ne les entretient, que pour les épouvanter & pour arracher le pain des mains de leurs enfans?

(45) *Oderint dum metuant.* Mais le Tyran, suivant Sénèque, est forcé lui-même de craindre ceux qui le craignent.

*Qui sceptrâ duro sævus imperio regit
Timet timentes: metus in auctorem redit.*

VOYEZ SENECA. ŒDIP. V. 705.

IL faut qu'un Souverain soit bien méchant ou bien aveugle , quand il n'est point aimé. Les Peuples éblouis par la pompe & le faste dont la grandeur est entourée, respectent toujours la Puissance Suprême, & sont naturellement portés à la chérir & à se glorifier de son éclat. Il n'y a que l'excès & la continuité du mal qui détruisent ces idées, & qui portent les Sujets à la haine. Au milieu des rigueurs les plus marquées, ils cherchent encore à disculper leurs maîtres ; ils aiment mieux croire qu'ils ignorent leurs maux, que d'oser les accuser d'en être les auteurs. N'est-il pas bien barbare de se servir de ces dispositions mêmes pour tout oser ? Un Roi de Castille disoit, *qu'il craignoit bien plus la haine de son Peuple, que le fer de ses ennemis.*

Si l'on en juge par leur conduite inquiète & par les dépenses énormes qu'ils font pour mettre leurs personnes en sûreté, on est forcé de dire que les Peres des Peuples vivent souvent dans leurs familles, comme s'ils se croyoient entourés d'ennemis (46). Inaccessibles à leurs sujets ; environnés d'une triple rangée de satellites, ne semblent-ils pas annoncer ouvertement le peu de confiance qu'ils ont dans ceux qu'ils devraient regarder comme leurs enfans ? Un Prince peut-il être mieux gardé, que par la tendresse de tout un Peuple intéressé à la conservation de ses jours ?

LES Souverains & leurs Ministres, par un aveuglement fatal, regardent comme des ennemis de leur autorité, ceux qui leur mettent sous

(46) Il n'y a pas, dit Xénophon, de véritable paix entre un Roi & les Peuples qu'il tient sous le joug. Jamais Tyran n'ose se fier à des traités.

VOYEZ XENOPH. DIALOG. DE LA CONDITION DES ROIS.

les yeux les dangers évidents d'une politique aussi contraire à leurs propres intérêts, qu'à ceux des Nations, dont elle anéantit l'amour. Ne sentiront-ils jamais que les loix qu'ils veulent affoiblir ou détruire font leur propre sûreté? que la liberté qu'ils veulent écraser, est nécessaire à l'activité, à l'industrie, au développement de la raison nationale? Ne voient-ils pas que les vrais ennemis de l'autorité sont ceux qui la rendent odieuse & qui accumulent sur elle l'indignation publique? Enfin ces hommes dont les yeux sont si perçants & lisent dans l'avenir, ne sentiront-ils jamais qu'il faut semer pour recueillir?

UN mauvais Gouvernement est un champ aride & brûlé, incapable de fournir une moisson abondante. Les bienfaits de la nature ne sont pas faits pour ceux qui contredisent la nature: les avantages qu'elle procure se tournent en poison pour ceux qui en abusent. Mais ainsi que la Théologie, le pouvoir despotique voudroit concilier les choses les plus inconciliables: il voudroit se faire aimer, tandis qu'il ne sçait inspirer que la terreur. Il voudroit une agriculture florissante, tandis que ses impôts arbitraires découragent le cultivateur. Il voudroit de l'industrie, tandis que ses chaînes lient les bras & punissent l'industrie. Il voudroit du commerce, mais le commerce languit sans liberté. Il voudroit des Provinces peuplées, & ses guerres continuelles immolent les hommes beaucoup plus promptement que la nature ne peut les reproduire (47). Sous

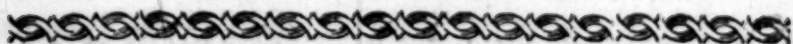
(47) On dit que le Grand Condé, ayant perdu beaucoup de monde dans une bataille dit, *qu'une nuit de Paris répareroit tout cela*. Mais ce Prince, tout grand capitaine qu'il pût être, étoit un mauvais calculateur. *Une nuit de Paris* ne fournit point à l'Etat des hommes tout formés; sur dix enfans qui naissent il y en a tout au plus un qui parvienne à l'âge de trente ans.

un Gouvernement injuste & vorace, l'esclave n'a pas le courage de se multiplier; il sçait que la vie est un présent funeste, quand elle n'est destinée qu'à des infortunes continuelles; il sçait que donner le jour à des enfans, c'est augmenter le poids de sa propre misere (48).

L'HOMME ne chérit son existence, que quand elle est heureuse ou peut le devenir: il s'abandonne lui-même & cesse d'aimer la vie, dès qu'elle ne lui montre que des peines sans fin. Il est contre nature d'aimer la violence, l'indigence & la faim, & d'en aimer les causes. Le dernier excès de l'aveuglement & de la folie est de baiser avec transport la main qui nous enfonce le poignard dans le cœur. Cependant, à la honte de l'espèce humaine, la tyrannie, quelque cruelle qu'elle soit, trouve des défenseurs, des approbateurs, des soutiens. Les despotes les plus méchants, entourés de flatteurs, sont communément ceux que l'on encense le plus; l'on espère peut-être, à force de ramper, adoucir la férocité de ces lions déchaînés; tandis que réellement on ne fait que la rendre plus entreprenante & plus avide. Présenter la vérité aux Princes, leur montrer leurs intérêts, leur exposer les conséquences dangereuses de leur négligence ou de leurs passions; faire connoître aux Peuples leurs droits, leur exposer les avantages de la liberté, leur annoncer la vérité; voilà les seuls remèdes que l'on puisse opposer aux maux dont ils sont si souvent les victimes.

(48) Dans les dernières années du regne de Louis XIV. les habitans de la Champagne, accablés par les impôts, récitoient chaque jour & apprennent à leurs enfans une formule de prière par laquelle ils demandoient à Dieu la grace de mourir dans l'année.

Dans les Etats de Maroc, & dans tout l'Empire Ottoman, les gens mariés ont des secrets infames pour n'avoir point d'enfans, même en usant des droits du mariage.



C H A P I T R E X I V .

De la Corruption des Cours.

S'IL N'Y avoit point de flatteurs, il n'y auroit point de tyrans sur la terre. Les hommes, comme on l'a dit ailleurs, ne rougissent point de ce qu'ils voient approuvé & applaudi par ceux qui les entourent. Les Princes, perpétuellement environnés de personnes disposées à flatter leurs penchans les plus déréglés, ou commettent souvent le mal par ignorance, on n'éprouvent aucuns remors. Ce n'est communément que lorsqu'il est trop tard, qu'ils ouvrent enfin les yeux, & sont saisis de frayeur à la vue de l'abîme qu'une complaisance criminelle a creusé sous leurs pas.

LE Monarque, en tout pays, est un Dieu. L'étiquette est son culte; ses ministres sont ses Prêtres, de même que ceux de la Divinité: ces Prêtres sont rarement d'accord entre eux; ils sont chargés de rendre les oracles de l'idole, qui sont communément dictés par eux-mêmes ou par leurs propres intérêts. Trop grand pour prendre part aux affaires, le Dieu demeure caché dans son Palais devenu son sanctuaire, dont les approches sont soigneusement gardées, de peur qu'aucun profane n'ait la liberté de lui adresser ses vœux ou de se plaindre des injustices qu'il éprouve. Le rang, la naissance, la faveur donnent seuls les entrées auprès des Princes, destinés à rendre la justice à tous leurs sujets.

L'IGNORANCE & l'incapacité trop communes chez les Princes, sur-tout quand ils jouissent d'un pouvoir absolu, les attachent pour l'ordinaire très fortement aux pompeuses minuties de l'étiquette; ils croient que régner, c'est se faire adorer. Les cérémonies fastueuses en imposent toujours au vulgaire, lui inspirent une admiration stupide, & constituent la grandeur à ses yeux: il auroit une idée méprisable de son maître, s'il le voyoit se conduire avec simplicité. En conséquence les Princes aiment à *représenter*; mais leur faste n'en impose pas à la raison; dans un cérémonial bien recherché, dans une étiquette orgueilleuse, dans un monarque inaccessible, elle apperçoit pour l'ordinaire la foiblesse, la vanité, le génie rétréci d'un homme qui s'efforce de s'envelopper d'un trompeur appareil. Les Princes qui ont des talens & de la grandeur d'ame, dédaignent souvent des frivolités qu'ils trouvent trop gênantes; le tems leur paroît trop précieux pour le sacrifier à des bagatelles puériles. Ils laissent aux Sultans méprisables de l'Asie, ce vain attirail qui n'annonce que la petitesse de celui qui s'en occupe.

UN Prince qui ne se laisse approcher que par ses ministres & ses courtisans, peut se tenir assuré que jamais la vérité ne pénétrera jusqu'à lui. Il n'entendra sans doute rien d'affligeant pour son ame; les justes plaintes de son Peuple demeureront éternellement interceptées; il ne se doutera nullement que ses Sujets soient accablés, que ses Provinces soient ruinées, que l'agriculture soit détruite, que le commerce soit banni de ses Etats. Toutes les voix se réuni-

ront pour lui dire que, sous ses loix bienfaisantes, les Peuples sont contents, & que chacun s'intéresse à la conservation du meilleur des maîtres, en un mot, que rien ne manque à la prospérité de l'Etat.

L'INTÉRÊT du courtisan & du ministre injuste est que le Prince soit foible, inappliqué, indolent, vicieux ; c'est alors qu'ils sont sûrs d'en tirer un grand parti ou de régner eux-mêmes. Rien de plus incommode pour une cour, essentiellement corrompue par la molesse & l'oisiveté, qu'un Prince ferme, actif, clairvoyant, ami de l'équité : rien de plus fâcheux que l'ordre & l'économie pour des valets intéressés qui vivent du désordre, qui profitent des vices & de la nonchalance de leur maître, qui font trafic de ses graces, qui ne se trouvent à leur aise que lorsque les Peuples sont accablés. Dans le langage des cours, un bon Prince est celui qui ne peut rien refuser aux affamés qui l'environnent, ou qui du moins leur permet de vexer impunément. Un bon Prince pour sa cour, est un Prince très cruel pour le reste de ses Sujets. Bodin dit avec raison, *qu'un méchant homme fait souvent un très bon Souverain*. Un Roi méchant, s'il a de l'activité, est préférable à un Prince qui, faute de vigueur, se prête communément à toutes les iniquités qu'on veut lui suggérer.

Le faste, le luxe, les profusions inutiles, les libéralités mal placées, le désordre, les dettes ; voilà ce qui constitue la grandeur d'un Prince dans l'esprit d'un courtisan. Dès qu'il est écouté, il montrera à son maître l'économie comme

me une petiteffe indigne de lui; l'arrangement & l'ordre, comme des choses qui ne sont faites que pour des puissances inférieures, & non pour le chef d'un grand empire: il lui dira que les loix gênantes de l'équité n'ont aucun droit d'arrêter les fantaisies d'un grand Potentat, qui doit se distinguer du vulgaire des Rois par des palais somptueux, des fêtes continuelles, des spectacles ruineux, & sur-tout par des guerres qui le mettent à portée de faire la loi à l'univers. Enfin il lui persuadera que rien n'est plus avilissant pour un Roi, que de gouverner, de remplir les devoirs de son état, de gérer ses propres affaires. On retrouve communément dans l'homme de cour, les vices qui forment le caractère du valet; un courtisan, avec de la hauteur dans l'ame, est un phénomène rare & qu'on ne sçauroit trop admirer; il déplaît toujours à ses pareils, & finit presque toujours par déplaire à son maître.

Si tant de Princes veulent exercer un despotisme insensé; s'ils n'ont pour l'ordinaire aucune idée de leurs devoirs & de leurs vrais intérêts; s'ils n'entendent presque jamais la vérité; si les nations sont continuellement écrasées par des impôts excessifs, désolées par des guerres; si les citoyens sont vexés dans leur personne & leurs biens, en proie à mille fléaux dont il ne leur est pas même permis de soupirer; c'est à des adulateurs faméliques, à des Ministres lâchement complaisants, à des Grands avides de distinctions & de rangs, que tous ces maux sont dûs. *Vos peuples sont trop heureux, ils n'en sont pas encore ré-*

duits à brouter l'herbe, disoit un Ministre à son Roi. (49)

APRÈS cela faut-il être surpris de l'orgueil insupportable que le pouvoir absolu donne à ceux qui l'exercent, & du mépris qu'ils ont pour le reste des hommes. C'est en vain qu'on réclame auprès d'un despote les droits de l'humanité. Un Sultan, ayant une passion extrême pour la chasse, son Visir osa lui représenter que cet amusement ravageoit les moissons, & même coutoit souvent la vie à plusieurs de ses sujets. Son Maître, le regardant d'un œil courroucé, lui donna pour toute réponse, *qu'on ait soin de mes chiens; & vous même voyez qu'ils soient bien nourris & bien traités* (50). C'est ainsi que des courtisans enorgueillissent les Princes, & ceux-ci finissent par les traiter eux-mêmes avec un profond mépris; la hauteur des Souverains n'est jamais que l'ouvrage des flatteurs dont ils sont environnés.

DANS la vue de se relever lui-même, ou du moins de justifier & de colorer sa conduite vile & rampante, l'homme de cour s'accoutume à regarder son maître comme un Dieu, & s'efforce de le faire passer pour tel aux yeux des autres. Dès lors il ne rougit plus, & même il se glorifie de se rendre le ministre de ses plaisirs infames; il se fait un devoir de respecter ses goûts & de les prévenir. Tout est permis aux Princes, ainsi qu'aux Dieux; sur ce principe rien ne paroît abject au courtisan; il sçait tirer sa gloire de l'op-

(49) Le Surintendant Bullion à Louis XIII. surnommé *le Jusse*.

(50) Voyez *Cantemir hist. ottomane Tome IV.*

probre; les services les plus humiliants, en lui donnant du crédit s'ennoblissent à ses yeux. Il se fait un mérite auprès de son maître du sacrifice total de l'honneur, de la vertu, des sentimens naturels de l'homme (51). Rien ne prouve d'une façon plus convaincante à quel point l'homme peut être modifié par l'habitude, que

(51) Rien de plus incroyable & de plus révoltant que les excès de bassesse auxquels l'histoire nous apprend que des courtisans se sont portés en tout pays. *Astyage* fit manger à *Harpagus* la chair de son fils, & lui ayant demandé comment il l'avoit trouvée, le courtisan lui répondit qu'à la Table du Roi on ne mangeoit rien que d'excellent & que tout ce qui s'y faisoit par ses ordres lui étoit très-agréable. — *Cambyse*, pour montrer son adresse à tirer de l'arc, perça le cœur du fils d'un Seigneur de sa cour aux yeux même de son Pere; sur quoi celui-ci s'écria qu'*Apollon lui-même n'auroit pas tiré plus juste*. — Le vaisseau qui portoit *Xerxès* étant prêt à faire naufrage, la plupart de ses courtisans se précipiterent dans la mer, afin d'alléger. — *Denis* le jeune, Tyran de Syracuse, ayant la vue très-basse, ses courtisans affectoient sans cesse de se heurter les uns les autres, & se plaçoient dans des endroits où il put cracher sur eux. — *Alexandre* ayant voulu se faire passer pour un Dieu, *Anaxandre* lui demanda sérieusement un jour d'orage si ce n'étoit pas lui qui avoit tonné. *Nioefius*, courtisan du même Prince l'assura que les mouches nourries de son sang Royal devenoient plus vaillantes & piquoient plus vivement que les autres. — *Combabus*, Ministre de *Seleucus*, se fit eunuque, pour se soustraire à l'amour de la Reine *Stratonice*, afin de ne point allarmer la jalousie de son maître; tous ses adhérens à la Cour en firent autant, & eurent la complaisance de se priver des parties qui manquoient à leur protecteur. — Un Roi moderne étant malade, il s'éleva près de son lit une dispute très vive entre un de ses valets de chambre & un Prince son grand chambellan pour savoir à qui appartenoit le privilege d'enlever le bassin de Sa Majesté. Le droit resta au Prince qui tout glorieux emporta sous son chapeau l'objet de la querelle. — Les Grands dans l'Isle de Ceylan ont un souverain mépris pour les roturiers; mais leur morgue dispaçoit en présence du Monarque; lorsqu'ils lui parlent d'eux-mêmes ils se qualifient de *Chiens*. — Les Grands de la cour de Perse prennent très souvent le titre de *Kouli*, c'est-à-dire d'*Esclave*. — Dans plusieurs cours d'Europe les Grands ne se font pas moins de gloire d'être esclaves, que dans les cours asiatiques: ils semblent annoncer avec emphase qu'il ne sont que des Valets énorqueillis de leur état. — Bien des gens ont reproché au Duc de la Rochefoucault d'avoir dans ses *Pensées* représenté l'espece humaine sous les traits les plus choquants; il est justifié, si l'on fait réflexion que la cour lui a fourni ses modeles.

la souplesse, la bassesse, le reconcement à soi-même, l'empire sur les passions les plus fortes que l'on contracte à la cour.

DANS l'ordre naturel des choses, les citoyens les plus utiles à la Société devroient être les plus considérés, les plus honorés, les mieux récompensés; mais par le renversement que produit un gouvernement absolu, ce n'est point à la nation qu'il s'agit d'être utile, c'est à son maître; desservir son pays, est communément le moyen le plus sûr de lui plaire. Dans chaque contrée il est une classe d'hommes qui absorbe tous les honneurs, les récompenses, les richesses d'un Etat; tandis qu'elle n'a d'autre fonction que de tromper, de flatter & de pervertir les Princes & de les séparer d'intérêt d'avec leurs Nations. Toujours à portée des faveurs & des graces, le Courtisan n'est occupé qu'à exciter & fomentier les passions du maître, qu'à l'endormir dans le vice pour l'empêcher d'entendre les gémissements de son Peuple; enfin son imagination ne travaille qu'à chercher des moyens d'augmenter la misère publique, afin d'en profiter lui-même.

LA Patrie n'est aux yeux du courtisan qu'un pays de conquête fait pour être mis sans cesse à contribution. Ennemi né de la liberté de son pays, il ne voit en tout que les droits de son maître, il ne s'attache qu'à lui, il ne désire que l'extension de son pouvoir; il lui faut un Despote qui puisse lui distribuer les dépouilles de son Peuple. Le Patriotisme de l'homme de cour est l'attachement du vautour sur sa proie: son attachement pour son maître est celui du parasite pour un riche stupide qui fait bonne chère.

CE n'est pas seulement pour contenter ses propres fantaisies qu'un Prince entreprend des guerres, redouble les impôts, se met dans la détresse lui-même, accable ses sujets & s'expose à perdre leur amour. C'est pour se prêter aux desirs d'une noblesse impétueuse qui demande à s'avancer, à mériter un grade; c'est pour faire jouer un plus grand rôle à un Ministre, que l'univers est mis en feu; c'est pour contenter l'avidité, le faste & les folies d'une cour; c'est pour amuser son oisiveté, pour charmer ses ennuis, pour alimenter ses vices, que les Nations sont ruinées. Au sein des Sociétés les plus opulentes, les Princes sont toujours épuisés & forcés de recourir aux expédients les plus injustes, sous prétexte des besoins de l'Etat. Mais qu'est-ce que ces besoins prétendus de l'Etat qui servent à colorer les extorsions les plus criantes, les impôts les plus excessifs, la violation des serments les plus sacrés? En examinant la chose de près, on trouvera pour l'ordinaire que les besoins de l'Etat sont les désordres des finances causés par le défaut d'économie, par la prodigalité du Prince, par la voracité des courtisans insatiables dont il est assiégré, & auxquels il sacrifie honteusement & son aisance propre & le nécessaire de son Peuple.

LES Nations sont-elles donc faites pour travailler sans relâche à fournir de quoi repaître la vanité, le faste, l'avarice d'une foule de sangsues inutiles & corrompues? Répandre les trésors & les graces de la Société sur des hommes qui, bien loin de la servir, ne sont que les instruments de sa ruine, n'est-ce pas un vol, une injustice, une prévarication manifeste? Un Souve-

rain, en comblant de richesses & de faveurs un indigne Ministre, un flatteur, un sycophante, une maîtresse, ne force-t-il pas son Peuple à honorer & à payer les flatteries, les fourberies, les mauvais conseils, les vices, la perte du tems & les folies qui réduisent ce peuple à la mendicité?

LES préjugés ont tellement dégradé l'esprit humain, que ceux mêmes qui, par leur état & leurs circonstances, devraient avoir plus d'élévation dans l'ame, sont parvenus à se faire un honneur chimérique de ce qui naturellement devrait les couvrir d'opprobre & les avilir, soit à leurs propres yeux, soit aux yeux de leurs concitoyens. Comment se fait-il que les hommes les plus grands d'une nation sont communément ceux qui, perdant toute estime & tout respect pour eux-mêmes, consentent le plus facilement à des bassesses? Les personnes que leur naissance, leurs richesses, leur rang dans la Société, leur pouvoir devraient faire penser avec le plus de noblesse, sont précisément celles que nous voyons très souvent s'abaisser & sacrifier le plus aisément l'estime que tout homme doit avoir pour lui-même. Tel homme qui n'a besoin de rien, qui a même de quoi contribuer au bien-être de beaucoup d'autres; qui jouissant dans les possessions de ses Peres d'une fortune éclatante, pourroit régner lui-même sur les cœurs de ses vassaux, préfère le plaisir ignoble d'aller ramper dans une cour, de se confondre avec une troupe de mendiants affamés, de se mêler d'intrigues criminelles & puériles, de s'exposer aux mépris & aux affronts d'une idole que

L'habitude rend insensible aux bassesses de ceux qui viennent journellement se prosterner à ses pieds! Est-il rien de plus dur que de s'humilier devant un maître qui nous avilit & nous dédaigne? Est-il rien de plus révoltant pour un grand cœur, que de souffrir les hauteurs d'un visir insolent qu'on méprise?

LA Noblesse, dans les Monarchies, forme toujours un corps à part, que sa vanité peu réfléchie, détache communément des intérêts de tous les autres citoyens. Les membres de ce corps, divisés entre eux par des jalousies continuelles, & par des passions pour des objets méprisables, se laissent communément leurrer par des distinctions frivoles, des privileges apparens, des presséances vaines, des ornemens fictifs qui, au lieu de les décorer, ne font que les avilir, les tenir dans l'esclavage, & les séparer du corps de la Société. Ainsi, une vanité puérile, que l'on prend pour de l'honneur, asservit réellement la partie la plus distinguée de l'Etat, qui bientôt donne l'exemple de la bassesse aux autres classes d'une nation. La vraie noblesse, le sentiment, de la vraie gloire, le sentiment de l'honneur véritable peuvent-ils se concilier avec l'esprit de servitude? Comment prétendre à l'estime des autres, quand on commence par s'avilir & se mépriser soi-même?

ON prétend que *l'honneur est le grand mobile des monarchies*. Mais en quoi consiste donc cet honneur? C'est dans une vanité ridicule, dans des avantages imaginaires, dans des titres ou des sons, dans des marques futiles, que le courtisan & le noble font consister tout leur hon-

neur, & auxquels on sacrifie son bien-être véritable, toujours lié à celui de la nation. Qu'est-ce qu'un honneur qui dépend des caprices, de la faveur, de l'opinion, de la mode (52)? Le véritable honneur est, comme on l'a fait voir, le droit que nous avons à l'estime de nos concitoyens & à notre propre estime. Ce droit ne peut être appuyé que sur le bien que nous faisons. L'honneur fondé sur la vertu ne dépend, ni des fantaisies d'un Monarque, ni des conventions des hommes, ni des préjugés d'une cour. Nulle force sur la terre ne peut priver l'homme de bien de l'honneur véritable, qui n'appartient qu'à lui seul.

ON a nommé *qualité* par excellence, la naissance illustrée par un rang à la cour. L'homme de qualité, d'après les préjugés établis, sans rien faire d'estimable, quelquefois même en se déshonorant par des actions honteuses & criminelles, est autant au-dessus du plébéien, que l'homme est au-dessus de la bête. Pour juger des fondements de cette opinion, ne faudroit-il pas examiner si la qualité procure à celui qui la possède des avantages réels, soit pour le corps, soit pour l'esprit, soit pour les mœurs? La noblesse en tout pays jouit, ou croit jouir d'un grand nombre d'avantages, souvent idéaux qu'elle s'accoutume à regarder comme essentiellement inhérents à sa nature. *Les Grands considèrent la qualité comme incorporée à leur être* (53) & le vulgaire leur adjuge les droits qu'ils

(52) Le Roi de Siam accorde à ses Eléphants favorisés les mêmes titres qu'il donne aux Grands de sa cour.

(53) Voyez Nicole *Essais de Morale* tom. II. page 84. 87. 143.

se font faits à eux-mêmes. La Noblesse représente des richesses, du crédit, de la force, de la protection, des plaisirs, en un mot, les moyens de procurer des biens: en faveur de ces biens, l'humble citoyen s'anéantit devant les Grands & les révere. Cependant ces Grands ne font rien, s'ils ne font point exempts eux-mêmes des caprices du sort, ou s'ils ne procurent aucuns des avantages que l'on est en droit d'en attendre; ils font des usurpateurs, s'ils s'arrogent dans la Société une supériorité ou des droits qui ne peuvent légitimement appartenir qu'au mérite, à l'utilité, à la vertu.

N'ÉCOUTONS point les déclamations chagrines d'une philosophie qui voudroit déprimer la grandeur ou qui défendrait de la désirer. Ne disons pas avec les jaloux dont parle Montagne, *puisque nous ne pouvons parvenir à la grandeur, vengeons-nous à en médire.* Les Grands sont des citoyens respectables, lorsqu'ils font un bon usage des avantages dont ils jouissent: il y auroit de l'injustice à refuser ses hommages à des citoyens disposés à contribuer au bonheur de leurs concitoyens. Rien de plus naturel que de désirer la grandeur & de chercher à l'obtenir comme un moyen légitime de travailler à notre propre félicité, en contribuant à celle des autres. Les Grands ne sont méprisables, que lorsqu'ils s'avilissent: la grandeur n'est odieuse, que lorsqu'elle contribue au malheur de la Société. L'orgueil & l'envie toujours injustes décrient la grandeur utile; la sagesse plus équitable l'honore, quand elle se distingue par des services réels, par des inclinations louables ou par des senti-

mens généreux. La raison, l'équité, l'intérêt de la Société exigent qu'on respecte la grandeur véritable.

ETRE grand, c'est avoir trop de grandeur d'ame, trop de respect pour soi-même, pour consentir à s'avilir; c'est avoir acquis par ses talents & ses services, des droits à la considération publique. Etre noble, c'est penser avec noblesse; ce n'est pas descendre par un effet du hasard d'une longue suite d'ayeux titrés qui souvent n'ont fait que déchirer, opprimer la Patrie, contribuer à lui forger des fers. C'est défendre cette Patrie, c'est la maintenir dans ses droits, c'est protéger sa liberté. Avoir du crédit, ce n'est pas jouir du droit infame de violer impunément les règles de la justice, de mépriser les loix, d'écraser le malheureux; c'est avoir le pouvoir de faire valoir les droits de l'équité, de faire observer les loix, de protéger l'innocence opprimée. Avoir des privilèges & jouir de l'indépendance, c'est être à couvert des coups du Despotisme capricieux; c'est ne dépendre que de la loi. Etre puissant, c'est posséder ce qu'il faut pour tendre une main secourable aux foibles. Avoir de l'honneur, c'est mériter l'estime de ses concitoyens, & craindre, plus que la mort, de perdre un sentiment que rien ne peut remplacer.

LES opinions fausses, accréditées par le Despotisme, ont renversé toutes les idées vraies de grandeur: ce Gouvernement lâche & fondé sur une fausse politique, empêche presque toujours de connoître les objets que l'homme doit désirer. Uniquement établi sur l'illusion & le prestige, il

donne des notions trompeuses de tout; il sépare les intérêts des Nobles & des Grands de ceux de l'Etat, pour les lier exclusivement à ceux d'un maître qui se croit lui-même intéressé au malheur & à l'oppression de ses Peuples. Pour atteindre ce but, il séduit ceux des citoyens qu'il veut faire entrer dans ses projets par des jouets futiles, qui leur font perdre de vue les objets les plus faits pour les intéresser. Est-il donc des citoyens plus intéressés au bien-être de l'Etat, à la sûreté des possessions, au maintien des loix, à la liberté publique que ceux qui jouissent des plus grands biens dans l'Etat?

Mais le pouvoir magique de l'opinion fait que les hommes n'ont que des idées trompeuses & sont les dupes d'une foule de prestiges. Des mots, des chimères, des puérités, leur font négliger des réalités, des choses les plus graves, les plus dignes de les occuper. En conséquence, on voit que dans le fait rien n'est souvent plus ignoble, que l'homme qui se montre le plus fier de sa noblesse; rien de plus abject, que l'ame de quelques Grands; rien de plus rampant, que ces Courtisans si hauts pour les citoyens qu'ils se croient en droit de fouler à leurs pieds. Rien de plus timide en la présence du Prince & de ses Ministres, que ces hommes si courageux qui se vantent d'être les défenseurs de la Patrie. Le Guerrier lui-même, à qui l'honneur fait un devoir de braver les dangers & de courir à la mort, devient lâche & tremblant à la vue de son maître, & supporte, sans mot dire, les plus sanglants affronts, les injustices les plus cruelles, les traitemens les plus honteux!

DANS presque toutes les Nations, les Souverains s'arrogent le droit de dispenser de la soumission due aux loix ceux qu'ils veulent favoriser. Les privileges, les exemptions, les immunités ne sont pour l'ordinaire que des pieges tendus à quelques ordres ou corps pour les séparer d'intérêts du reste de la Nation. Il n'y a qu'une vanité puérile, & stupide qui puisse être flattée de quelques droits précaires, de distinctions uniques & partiales qui n'ont pour appui, que le caprice & l'intérêt mobile du Prince, & qui doivent humilier & affliger les autres citoyens. Que l'on distingue, que l'on récompense les hommes les plus utiles à la Patrie; mais nul citoyen ne doit être indépendant de la loi, faite pour servir de remede à l'inégalité naturelle qui subsiste entre les membres de la Société. D'après les opinions fausses que l'on voit répandues dans le monde, il sembleroit que la grandeur, la noblesse, le crédit ne sont rien, s'ils ne procurent l'avantage d'opprimer & d'être injuste avec impunité. Des distinctions vaines & des privileges font naître *l'esprit de corps*, qui, comme on l'a dit ailleurs, est très contraire à *l'esprit social* ou au vrai Patriotisme, dont l'équité doit faire la base. Dans tous les Etats, le Clergé, la Noblesse, la Magistrature forment des corps à part, jaloux les uns des autres, divisés d'intérêts, qui uniquement entêtés de leurs avantages frivoles & de leur vanité, sont les uns après les autres attaqués avec succès par le Despotisme, que la réunion sincere de tous les ordres de l'Etat pourroit seule arrêter. Presqu'en tout pays on est prêtre, on est noble, on est magistrat, l'on n'est pas citoyen, & quand le Despote le veut,

l'on n'est plus rien ; successivement chacun vit du malheur de son voisin.

Avoir un grand crédit, c'est souvent avoir le droit affreux d'être injuste, de violer impunément les regles, de pouvoir faire du mal, & de braver insolemment la justice & les loix. Une femme en crédit dans une cour, sollicitée de s'intéresser à une affaire qu'on lui montrait comme très juste & très facile, répondit fièrement, *je ne me mêle jamais que des affaires injustes & impossibles.* (54)

C'EST ainsi que tout se pervertit entre les mains d'un gouvernement injuste. Il ne peut y avoir ni honneur ni noblesse, ni grandeur véritable, ni privileges assurés, ni crédit permanent, sous un Despotisme capricieux, qui se fait un principe de ne suivre que son caprice & les impulsions momentanées de ses passions. Toute grandeur est éclipsée par un maître, devant lequel tous les fronts tombent dans la poussière. Quelle méprisable grandeur, que celle qui tire son lustre des services humiliants qu'elle rend à un mortel accoutumé à ne regarder tous les Grands qui l'entourent, que comme des valets, qu'un seul de ses regards peut anéantir ?

C'EST une vanité ridicule, & non des intérêts véritables, qui dans tous les tems, dans tous les pays & dans toutes les cours a causé les agitations les plus grandes & les plus continues. Des prétentions chimériques, des droits

(54) La Princesse des Ursins sous Philippe V. Roi d'Espagne.

déraisonnables, des prérogatives contraires au bien général empêchent perpétuellement les citoyens de faire cause commune, & les livrent au pouvoir de la tyrannie habile, qui profite de leurs querelles pour les asservir tous. Qu'est-ce que des privilèges qu'un pouvoir injuste accorde & peut détruire à volonté? Qu'est-ce qu'un crédit qui dépend de l'humeur variable d'un sultan, d'un visir, gouvernés eux-mêmes par des flatteurs, des fycophantes, des femmes, des valets mercénaires? Qu'est-ce qu'une faveur que le caprice & l'intrigue donnent & peuvent ravir à chaque instant?

ON ne peut trop le répéter à tous les Grands de la terre, il n'y a que la vertu qui procure une grandeur, une dignité, un honneur véritables; la liberté seule peut assurer aux hommes l'indépendance & les privilèges qu'ils sont en droit de désirer. Il n'est point de distinctions réelles pour des esclaves qu'un souffle peut tous également renverser. Nul homme dans un Etat n'est intéressé au maintien d'un pouvoir illimité; c'est une arme perfide qui blesse inopinément tous ceux qui s'en approchent. Les Grands sont plus près de la foudre, que les petits qu'ils dédaignent. Un favori, tombé dans la disgrâce devient un pestiféré que chacun fuit, & qu'il n'est pas même permis de plaindre (55). Un ministre injuste retrouve quelquefois les fers qu'il a forgés pour les autres. Tout Despoté est un ingrat qui se persuade qu'on lui

(55) En Russie la disgrâce d'un Grand ou d'un Ministère étoit ci-devant annoncée publiquement, & dès ce moment personne n'osoit le fréquenter.

doit tout, & qu'il ne doit rien à personne: lui déplaire un instant; refuser de respecter ou de servir ses goûts les plus honteux; ne point adorer les idoles qu'il encense lui-même; désapprouver sa conduite; lui dire la vérité; sont des crimes assez graves pour lui faire oublier les services les plus longs & les plus éclatans. Bien plus, l'ame ombrageuse & l'esprit rétréci d'un tyran le rendent souvent jaloux de la gloire de celui qui l'a le mieux servi. Les talens attirent, ou la haine, ou l'envie d'un maître qui s'en voit dépourvu.

NULLE erreur, nulle folie, nulle iniquité ne demeure impunie. Les courtisans, les ministres, les grands sous un mauvais gouvernement, faute de connoître en quoi consiste la vraie grandeur, en sont punis à tout moment par les sacrifices réels & difficiles qu'ils font à des chimères. Que se procurent-ils par tant de bassesses, de complaisances, de fatigues & de crimes? Un crédit peu solide, un pouvoir éphémère, une faveur chancelante, des honneurs vains & frivoles; mais plus souvent encore des humiliations, des chagrins, des déboires, des affronts, des disgrâces, & le dérangement total de leurs affaires. L'envie que les petits portent aux grands diminueroit, ou même disparoîtroit tout-à-fait, s'ils les contemploient d'un œil moins prévenu (56). La vie d'un Courtisan ou d'un Ministre leur sembleroit aussi pénible, aussi digne de pitié, que celle d'un forçat, toujours courbé pour attendre

(56) *Magna ista quia parvi sumus, credimus; multis rebus non ex natura sud, sed ex humilitate nostra magnitudo est.*

le coup qui le menace. Porter sans cesse un masque; digérer des avanies sans nombre; flatter un maître que souvent on méprise; affecter un front séreïn au milieu des orages; intriguer sans repos & sans fin, sont des choses qui demandent bien plus de peines, qu'il n'en coûteroit pour avoir de la probité & pour acquérir de justes droits sur l'estime des hommes.

RIEN de plus propre à enivrer, que la possession d'un grand pouvoir. Les chûtes continuelles & les disgrâces des ministres les plus accrédités, sont rarement capables de faire rentrer en eux-mêmes les favoris des Rois. L'amour-propre leur persuade, sans doute, qu'ils auront l'art d'éviter les écueils où tant d'autres ont échoué. Mais est-il au pouvoir de la sagacité la plus exercée, de prévoir ou de prévenir les caprices que chaque instant fait éclore dans la tête d'un sultan? L'amour même est-il capable de le fixer? Autant vaudroit-il pour une Nation & pour un Ministre, faire dépendre leur sort d'une girouette ou des vents, que de la faveur d'un maître dépourvu d'équité, de sensibilité, de reconnoissance & de raison.

PLUS on réfléchira sur les choses humaines, & plus on aura lieu de se convaincre que, dans quelque position que les hommes se trouvent, leurs intérêts véritables ne peuvent se séparer de ceux de la justice. Le Corps Politique a besoin de la justice de ses chefs pour être bien gouverné. Ces chefs ont besoin de coopérateurs expérimentés & vertueux pour partager avec eux les soins de l'administration. Les ministres ont intérêt de servir des maîtres équitables qui sentent & reconnoissent

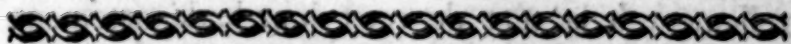
noissent les services qu'on leur rend. Les Grands ont plus d'intérêt que personne à la prospérité d'un Etat, à laquelle leur grandeur & leur opulence est attachée. Les vrais privileges sont ceux que la justice assure, que la loi garantit, qui sont appuyés par une Nation libre ou jouissant de ses droits. D'où il suit évidemment que tous ceux qui se liguent avec une administration corrompue contre la chose publique, sont des insensés assez extravagants pour conspirer contre leur propre félicité.

LE Ministre est l'homme de la Nation bien plus que l'homme du Roi; il trahit & l'un & l'autre, quand il les sépare d'intérêts. Il trahit son maître, lorsqu'il en fait un Tyran désagréable à ses Sujets: il trahit la Nation, lorsqu'il fournit des moyens de lui donner des fers: il se trahit lui-même & sa postérité, quand il établit dans son pays un despotisme destructeur.

VISIRS, Courtisans, Nobles & Grands! vous qui changez souvent les Princes en des Tyrans impitoyables! vous qui les excitez à envahir les droits de vos concitoyens! qui montrez tant d'ardeur pour étendre le pouvoir des Rois & pour écraser sous leurs sceptres la liberté des Nations! par quel aveuglement vous croyez-vous intéressés à faire des monstres de vos maîtres? Comme les derniers des citoyens, n'êtes-vous pas intéressés à les rendre humains, modérés, équitables? Oui; vous êtes intéressés à la conservation des loix qui vous protégeront vous-mêmes: vous êtes intéressés à la liberté publique, sans laquelle il n'est point

vous-mêmes aucune sûreté. En faisant des Tyrans, vous ne ferez que des instruments éphémères d'un pouvoir éphémère & chancelant lui-même. Vous ne jouirez que d'une existence précaire ; l'intrigue, la bassesse, la calomnie peuvent à chaque instant vous ravir le crédit dont vous êtes si fiers. Un mot suffira pour vous réduire en poudre & pour vous faire retomber dans la foule des opprimés. Apprenez donc à devenir citoyens ; & n'égarez plus contre la Patrie des tigres qui peuvent à tout moment vous déchirer vous-mêmes. Soyez justes, bienfaisants, vertueux ; & même au sein de la disgrâce vous jouirez de l'estime des hommes & de l'estime de vous-mêmes ; elles vous consoleront dans la retraite ; elles vous dédommageront de la perte d'un pouvoir que vous n'aurez exercé que pour le bien-être de vos concitoyens. La disgrâce est honorable pour celui qui emporte avec lui les regrets d'une Nation qu'il a fidèlement servie.





CHAPITRE XV.

Du Gouvernement Militaire.

LE gouvernement despotique étant, comme on a vu, l'ouvrage de la force, ne se soutient que par la force; n'étant fondé que sur l'injustice, il se maintient par des injustices; n'ayant pour appui que le mensonge, il s'efforce de perpétuer l'ignorance, le préjugé, le regne de l'illusion.

LES Nations subjuguées par le pouvoir arbitraire sont continuellement administrées comme un pays ennemi. Des sujets opprimés sont contenus par les liens invisibles de l'opinion, & par des armées visibles qui, sous prétexte de les défendre contre les ennemis du dehors, les livrent sans défense aux ennemis du dedans.

LES Peuples amoureux de leur liberté ont toujours regardé des armées mercénaires & nombreuses comme totalement incompatibles avec les droits des citoyens. Les nations anciennes étoient plus libres que les modernes, parce qu'elles étoient armées. Chaque citoyen étoit soldat; le camp étoit sa cité; il portoit à sa ceinture le fer qui assûroit sa liberté. Les Nations étant devenues plus nombreuses & s'étant fixées, ont perdu, en tout ou en partie, leur liberté primitive. Le plus grand nombre des citoyens, livré à des travaux nécessaires à la vie sociale, confia le soin de le protéger au Souverain, qui se trouvoit natu-

rellement à la tête de ceux dont le département fut de continuer à défendre les autres. Le droit de commander les soldats ne put pas être ôté au chef qui les avoit toujours commandés. Ceux-ci accoutumés à lui obéir, ne connurent d'autre autorité que la sienne, & furent naturellement disposés à le servir dans ses projets.

DANS tous les pays, les gens de guerre ne sont plus à la Nation; ils appartiennent à leur chef, ils lui prêtent serment, ils jurent de lui être fideles, ils croient ne rien devoir à la Société, ils n'ont rien de commun avec leurs concitoyens; & si le Maître l'ordonne, ils se tiennent prêts à les frapper. L'homme de guerre est par-tout un mercenaire qui ne connoit d'autres liens que ceux qui l'attachent à son commandant; il ne tient à la Patrie que comme ces lieres qui étouffent peu-à-peu l'arbre dont ils ravissent les sucres nourriciers (57). Cependant il se croit le défenseur de son pays; tandis qu'il n'est trop souvent que l'instrument fatal de l'ennemi domestique qui cherche continuellement à la mettre dans ses fers. Le despote regarde ses soldats comme appartenant plus particulièrement à lui; il les juge comme seuls propres à seconder ses vues; comme faits pour le servir aveuglément dans toutes ses entreprises, soit contre ses propres sujets, soit contre les sujets des Princes ses rivaux.

(57) Xénophon nous apprend que chez les Athéniens les citoyens propriétaires de terres étoient les meilleurs Soldats, comme les plus intéressés à la conservation de leur pays. Chez les anciens Germains on n'accordoit qu'à des hommes libres l'honneur de combattre pour la Patrie, les seuls possesseurs de la terre avoient le droit de la défendre. L'empereur Henri l'Oiseleur ne suivit pas cette Politique, il fit grâce à tous les voleurs de grand chemin qu'il incorpora dans ses troupes. Les prisons publiques fournissent d'amples recrues à nos Princes Modernes.

NOURRI dans les principes d'une obéissance servile; accoutumé par état à une discipline rigoureuse qui lui défend de raisonner sur les ordres qu'il reçoit, le soldat est communément un esclave, & devient par là même l'ennemi de la liberté de ses concitoyens. Dès que ses chefs commandent, il méconnoît tous les rapports qui le lient aux autres hommes; il plongera si l'on veut l'épée dans le sein du citoyen, de son frere, de son ami; il seroit puni par la mort ou l'infamie, s'il balançoit à suivre des ordres qu'il ne lui est jamais permis d'examiner. En un mot, l'homme de guerre, de même que le dévôt fanatique, ne se croit pas fait pour penser; il devient cruel, inhumain, sans pitié; il commet le crime sans remors, quand ses chefs lui disent qu'il faut commettre le crime. (58)

LES préjugés ont tellement fasciné les esprits; l'exemple a tant de pouvoir sur les hommes; les idées merveilleuses qu'on s'est faites de la grandeur & de la majesté divine des Rois ont tellement fait disparoître les notions de Patrie, de Société, de vraie Gloire, que non-seulement l'esclavage du Soldat lui paroît honorable à lui-même, mais encore que le citoyen paisible, intimidé devant lui, regarde le métier de la guerre

(58) La plupart des soldats semblent dire à leurs chefs ce que Lacain met dans la bouche d'un des officiers de César. „ Faut-il
„ frapper un frere ou enfoncer l'épée dans la gorge de mon pere,
„ ou bien la plonger dans le sein d'une épouse enceinte, ma main
„ quoiqu'à regret, va se prêter à tout.

*Pectore si fratris gladium, juguloque parentis
Condere me jubeas, pleneque in viscera partu
Conjugis, invicta paragam tamen omnia dextra.*

VOYEZ LUCAN. LIB.

comme le plus noble & le plus respectable. C'est ainsi qu'à l'exemple des Sauvages, la force paroît encore la qualité la plus digne d'estime & de considération. Dans l'origine des Sociétés, l'homme fut exclusivement attaché au courage, parce que le courage étoit alors la vertu par excellence, c'est-à-dire la qualité la plus utile à des Nations toutes guerrières. Dans les Nations modernes & civilisées, qui pour leur intérêt devroient être plus pacifiques, il seroit tems d'attacher l'idée d'honneur à des qualités plus paisibles & plus avantageuses à la Société dont les besoins ont changé.

MAIS l'ignorance perpétue les erreurs des mortels. La Noblesse attache encore parmi nous la plus haute idée à la valeur, & ne souffre pas qu'on la soupçonne d'en manquer; l'infamie suit toujours la lâcheté. Cependant comme l'observe très bien un moraliste; „ la valeur inutile est „ une folie: celui qui sans raison s'expose à la „ mort, est un fou qui troque sa vie pour la foi- „ ble vanité de passer pour brave; il ignore le „ prix de la vie. (59)

BIEN plus, par un préjugé vraiment barbare, la Noblesse, en un grand nombre de pays, s' imagine que la profession des armes est la seule digne de l'occuper; elle croiroit déroger & se deshonnorer, si elle servoit la Patrie d'une façon plus réelle. Les Souverains communément intéressés à trouver des hommes exclusivement attachés à leur sort, ont grand soin d'entretenir ce préjugé; dans une Noblesse nombreuse, ils ont une pépi-

(59) Voyez Nicole *Essais de Morale* tom. II. pag. 95.

niere de braves dévoués à leurs intérêts , & qui se croient obligés de verser tout leur sang pour leur gloire.

SANS une crédulité prodigieuse que jusqu'ici rien n'a pu guérir, comment auroit-on pu trouver des millions d'hommes disposés à se battre dans des querelles qui n'ont rien de commun, ni avec leurs intérêts personnels, ni avec ceux de la Patrie? Comment auroit-on pu persuader à des êtres que la nature rend amoureux de la vie, que l'honneur exigeoit d'eux de marcher gaiement à la mort & de se faire égorger de sang froid, sans être aucunement provoqués? Comment auroit-on pu les amener à se sacrifier aux caprices d'un maître, communément inconnu; qui dédaigne ses esclaves; qui s'imagine de bonne foi que le sang de leurs veines est à lui; qu'il l'a suffisamment payé par une solde modique, qu'il a le droit de le faire couler pour son ambition ou son amusement, qu'en périssant pour lui on ne fait que son devoir. *Malheureux! n'êtes vous pas faits pour être tués?* crioit à ses cohortes ébranlées, un héros fameux qui commandoit son armée.

IL EST beau, nous dit-on, *de mourir pour la patrie*. Mais est-ce mourir pour la patrie, que de verser son sang pour celui qui l'opprime ou qui pour de vils intérêts, étrangers à la Patrie, conduit ses citoyens au carnage? Est-il rien de plus bas, de plus lâche, de plus deshonorant, que de s'immoler à la vanité méprisable d'un Tyran inhumain? Est-il rien de plus abject que de lui servir de marche-pied pour atteindre un pouvoir dont il ne peut qu'abuser?

MAIS pour prix de sa valeur & du sang qu'il a perdu, le guerrier sera-t-il au moins justement, dignement, sûrement récompensé? Le Despote se montrera-t-il plus équitable envers les soutiens de son pouvoir & les martyrs de ses folies, qu'envers ses autres Sujets? Non; nous verrons souvent ce champion de l'honneur forcé de digérer en silence les rebuts, les mépris, les passe-droits que lui feront éprouver un Maître insensible, un Ministre hautain, qui daigneront à peine écouter ses justes plaintes ou jeter un regard de pitié sur ses blessures. Les sollicitations d'un intrigant, d'un complaisant, d'un protégé, d'un proxénète, d'une femme, prévaudront sur les droits de l'homme de cœur qui aura mille fois prodigué sa vie dans les batailles. Privé souvent de ses membres, chargé d'infirmités & d'années, il traînera ses jours dans l'indigence, le regret & la honte d'avoir follement sacrifié sa fortune & son bien-être pour des ingrats qui rient, & de sa simplicité, & de sa colere impuissante.

O GUERRIERS! c'est ainsi que vous êtes punis de vos aveugles préjugés! c'est ainsi qu'on vous récompense d'avoir méconnu la Patrie qui vous donna le jour, pour vous livrer à des pervers qui l'oppriment. C'est ainsi qu'ingrats vous-mêmes pour une mere que vous avez trahie, vous essuyez à votre tour l'ingratitude d'un Sultan méprisable qui, tandis que vous exposiez vos jours dans les combats, régloit au fond d'un sérail, dans les bras de sa maîtresse, les injustices dont il devoit payer votre fidélité.

GRACES au pouvoir magique de l'opinion, les Princes les plus injustes n'ont pas à craindre de

voir manquer de sitôt les victimes qui se feront un honneur d'être immolées dans leurs querelles. Ils se font subrogés à la Patrie; ils sont les maîtres des grâces; ils possèdent le grand mobile des hommes; ils obligent les Peuples de payer chèrement les chaînes qui les accablent; enfin, par un chef d'œuvre de politique, ils sont maîtres de l'opinion & persuadent à des hommes raisonnables, que l'emploi le plus noble & le plus glorieux est celui des citoyens qui bannissent la liberté de leur pays!

LE soldat en tout pays est un Sauvage inconsidéré dont les maîtres achètent la liberté en lui permettant le désordre & la licence. Par-tout le soldat est un automate, un esclave, un ennemi de la liberté de ses concitoyens qui le forceroit de rougir de sa propre servitude. Accoutumé lui-même à des fers, il est très indigné de voir que d'autres prétendent s'en affranchir. C'est en asservissant tous les ordres de l'Etat, qu'il croit justifier sa dépendance abjecte.

D'AILLEURS l'homme de guerre est, par état, forcé de vivre à la journée, sans songer au lendemain, qui n'est jamais à lui. Il est léger, frivole, inconsidéré comme un enfant. Fier de sa force & jaloux de l'honneur ou de la considération à laquelle il se croit en droit de prétendre, il est vain, pointilleux, querelleur, arrogant, sujet à la colère. Ses idées fausses le rendent vindicatif, injuste, & lui font un devoir d'être implacable & cruel de sang froid. Une vie errante & dissipée l'empêche communément de cultiver sa raison; le pousse à la débauche, &

l'invite au dérèglement. Aux fatigues & au tumulte succede une oisiveté profonde, dont le jeu ou le vice peuvent seuls le tirer. Un Gouvernement militaire influe d'une façon très marquée sur les mœurs & le caractère d'une Nation, toujours disposée à imiter ceux qu'elle admire & considère. Ainsi en même tems qu'il enchaîne ses concitoyens, le Soldat contribue à corrompre ses mœurs.

UNE Politique plus raisonnable demanderoit que l'on occupât plus utilement le soldat durant la paix; il dédommageroit au moins l'Etat d'une partie des maux que lui fait toujours la guerre. (60) Les mains victorieuses des Romains ne dédaignoient pas les travaux publics dans les pays que leur valeur avoit domptés : la paix ne les plongeoit pas dans une oisiveté nuisible : des légions triomphantes ne rougissoient pas de se servir de la bêche & du hoyau ; elles formoient des chemins publics ; elles défrichoient des terres incultes ; elles conduisoient la pierre ; elles prenoient la truelle ; elles bâtissoient des aqueducs ; elles creusoient des canaux. Par cette Politique si sage, le Soldat toujours actif s'endurcissoit à la fatigue ; il échappoit aux vices que produit la paresse ; il rendoit plus florissantes les Provinces qu'il avoit conquises, il devenoit au moins durant la paix, un membre utile à l'Etat. Aujourd-

(60) Dans la plupart des contrées de l'Europe, une Politique injuste & barbare fait condamner impitoyablement à la mort les *Déserteurs*. Par une suite des loix militaires, l'homme qui par la séduction ou la violence s'est fait soldat, pour avoir osé s'affranchir de son esclavage, est anéanti pour la Société, & perdu pour son injuste maître. C'est ainsi que l'injustice & le Despotisme toujours aveugles se nuisent à eux-mêmes !

d'hui les Princes semblent craindre que leurs mercénaires ne procurent aucuns biens au reste de leurs Sujets.

A FORCE de préjugés & d'illusions, les Despotés parviennent à se liguier avec une portion de leurs Sujets pour asservir tous les autres, & pour se mettre à portée de travailler sans obstacles à la ruine de la Société. Mais enfin que résulte-t-il de cette Politique si profonde & si bien concertée? Au milieu d'une Nation tremblante & découragée, le Despote est-il donc véritablement puissant? Intimidé par ses légions, son Peuple est-il bien actif, bien industrieux, bien fortuné? Entouré de ses cohortes est-il lui-même fort heureux? Non, sans doute; la Nation écrasée sous le joug, tombe peu-à-peu dans un abrutissement complet; son tyran armé de défiance contre tous ses sujets, environné de ses satellites, devient le triste géolier de lui-même, sans jouir pour cela d'une plus grande sûreté. Ses gardes deviennent ses maîtres & lui font bientôt la loi: sa couronne & sa vie dépendent à tout moment des caprices d'une Soldatesque fougueuse, inconsidérée, mercénaire qui lui fait sentir les effets de ses mécontentements. Un Sultan endormi dans la mollesse, gouverné par un Visir, par un Eunucque avare, par une Sultane frivole risque à chaque instant de devenir la victime de ses Janissaires mutinés. Dans un Etat Despotique, le trône appartient à celui qui a le courage de s'y placer.

C'EST ainsi que le Despotisme, qui est l'ouvrage de la force & de l'usurpation se détruit par l'usurpation & la force. Les plus grands enne-

mis des Rois font ceux qui leur conseillent de s'emparer d'un pouvoir absolu. Sidney remarque très bien que, *si l'usurpation donnoit des droits, il n'y auroit personne qui ne fût tenté de faire des efforts pour usurper une couronne qui en seroit le prix.* Un Souverain qui usurpe les droits de ses Sujets, semble les inviter à usurper les siens ou à le détruire lui-même.

Si l'on donnoit en problème de trouver le moyen le plus sûr de rendre un Peuple & son Chef le plus malheureux qu'il est possible, mettez l'autorité absolue dans les mains d'un homme sans lumières; prenez des précautions pour que jamais il ne puisse s'éclairer; rendez cette autorité permanente; donnez lui pour appui des armées bien nombreuses; permettez lui d'opprimer ses Sujets, sans jamais vouloir écouter leurs plaintes; & le problème se trouvera résolu.

Le pouvoir arbitraire ne procure à personne ni bien-être, ni repos, ni puissance, ni sûreté. Un tyran est un insensé qui, étant seul contre tous, doit craindre chacun de ses sujets. Que leur oppose-t-il? Des Soldats mercénaires, des brutaux sans raison, des âmes vénales, faciles à gagner, & que tout chef ambitieux peut soulever contre le Souverain. Tout Despote est un furieux qui se blesse à tout moment de l'épée dont il se sert pour frapper son Peuple. Un Gouvernement militaire rend le Soldat l'arbitre du sort du Prince; la force aveugle qui soutient le trône, peut aussi le renverser. Des loix justes & l'attachement des Peuples, voilà les fondemens les plus solides de la puissance des Rois. Le Despotisme est une mer orageuse sur laquelle, & le Pilo-

té, & les passagers font exposés à des naufrages continuels. (61)

TOUTE folie se punit toujours elle-même. De fausses idées de grandeur font-elles croire à un Prince qu'il est beau d'exercer un pouvoir illimité, ou qu'il est indigne de lui de trouver des obstacles à ses volontés suprêmes? Bientôt son ambition s'allume, il détruit toutes les barrières, il anéantit les loix, il impose un silence éternel à ceux qui pourroient lui faire connoître l'état de sa Nation; mais il est puni de sa folie par le découragement & la misère qui s'établissent dans son pays. Croit-il se mettre à l'abri des mécontentements publics à force d'armées & de soldats? Il ne fait qu'augmenter le ravage; ses gardes & ses complices deviennent ses maîtres: son indigence le met hors d'état de contenter leur avidité, & sa vie est exposée aux caprices d'une milice insolente qui ne tarde pas à connoître sa force. Ce furent des légions qui donnerent à l'Empire Romain tant de Tyrans qui le conduisirent à sa destruction: ce fut par la main des soldats, que ces monstres se virent forcés de périr les uns après les autres.

UN Tyran est un vrai frénétique qui, par les vains efforts de sa fausse Politique, ne fait que préparer sa propre destruction; il creuse à tout moment le tombeau qui doit l'ensevelir sous les ruines de l'Etat. La tranquillité passagère dont le Despotisme semble jouir quelquefois, ressemble à ces calmes perfides qui précèdent communément les tempêtes, les ouragans, les tremble-

(61) *Non exercitus neque thesauri regni præsidia sunt: verum amici, quos neque armis cogere, neque auro parare queas, officio & fide parantur.*

SALLUST.

ments dont la terre est ébranlée jusques dans ses fondemens.

SOUVERAINS du monde ! on vous trompe , quand on vous dit que vous êtes des Dieux. Conquérants ! on vous trompe , quand on vous persuade que vous êtes de grands hommes. Monarques ! on vous trompe , quand on vous excite à usurper un pouvoir absolu toujours environné de dangers & d'allarmes. On vous trompe , quand on vous dit que votre intérêt demande que vous arrachiez à vos Peuples la liberté , sans laquelle ils ne peuvent travailler , ni à votre propre puissance , ni à votre félicité. On vous trompe , quand on vous fait croire qu'on vous aime , tandis que vous ne songez qu'à répandre la terreur. On vous trompe enfin , quand on vous dit que des armées nombreuses , & des satellites mercénaires vous mettront en sûreté. Soyez justes ; rendez vos Peuples libres ; régnez avec les loix ; ne souffrez pas qu'on se serve de votre nom pour exercer la tyrannie : aimez vos Sujets ; occupez-vous de leurs besoins ; écoutez leurs justes plaintes : établissez l'empire des mœurs ; récompensez le mérite & la vertu ; bannissez de votre présence le vice ; punissez l'oppression & le crime ; c'est alors que vous serez vraiment grands , riches , & puissants : c'est alors que vous serez sincèrement aimés : c'est alors que vous jouirez d'une sûreté véritable au milieu d'un Peuple satisfait , & vos jours précieux seront bien mieux gardés par vos Sujets unis de cœurs avec vous , que par des Courtisans abjects ou par des Soldats mercénaires , qui seront toujours incapables d'avoir un attachement sincère : la vertu seule a droit d'être sincèrement aimée.

FIN DE LA SECONDE PARTIE.



TABLE DES CHAPITRES.

SECONDE PARTIE.

Principes Naturels de la Politique.

CHAPITRE I.

*De la Société. Du Pacte Social. Des Loix.
De la Souveraineté. Du Gouvernement. Pag. 1*

CHAPITRE II.

*Origine des Gouvernemens. De leurs formes diverses. De leurs avantages & désavantages.
De leurs réformes. 21*

CHAPITRE III.

De la Liberté. 35

CHAPITRE IV.

Du Gouvernement mixte. Des Représentans d'une Nation. 45

CHAPITRE V.

De la Liberté de Penſer. Influence de la Liberté ſur les mœurs. 53

CHAPITRE VI.

Réflexions ſur le Gouvernement Britannique. 65

CHAPITRE VII.

Des intérêts des Princes, ou de la Politique véritable. 76

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE VIII.

Des qualités & des vertus nécessaires au Souverain. Pag. 90

CHAPITRE IX.

Causes de l'abus du pouvoir ou de la corruption des Princes. 91

CHAPITRE X.

De la fausse Politique. Du Despotisme. De la Tyrannie. 98

CHAPITRE XI.

De la Guerre. 112

CHAPITRE XII.

Du Machiavélisme ou de la Perfidie en Politique. 126

CHAPITRE XIII.

Des effets Physiques ou Naturels du Despotisme. 133

CHAPITRE XIV.

De la Corruption des Cours. 142

CHAPITRE XV.

Du Gouvernement Militaire. 163

FIN DE LA TABLE DE LA SECONDE PARTIE.



